

هكذا في العالم

Supplément Radio-Télévision

# Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14462 - 6 F

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après la signature du compromis entre les Douze

## L'industrie automobile européenne devra faire face à l'offensive japonaise

### Compte à rebours

LES quotas à l'importation imposés par les Européens aux constructeurs automobiles japonais ne pouvaient durer toujours. Tout le monde s'en doutait, y compris M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, ardent partisan des frontières fermées... aux autres. Mais nul ne savait quand ces quotas sauteraient.

L'accord entre les Douze, signé vendredi 26 juillet à Bruxelles, permet de fixer le début du compte à rebours. A partir de l'an 2000, le Communauté européenne deviendra un champ ouvert à la concurrence entre les constructeurs européens et japonais, sans exigence explicite de réciprocité. En attendant, les Japonais se voient proposer d'abaisser jusqu'à 16 % du marché européen contre 12,2 % aujourd'hui.

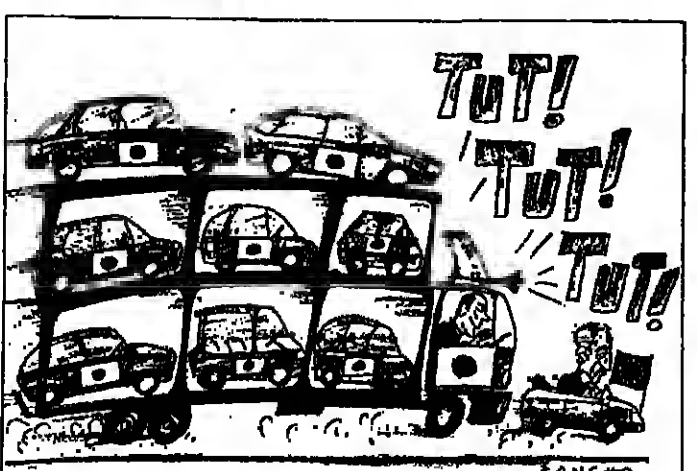
D'UNE certaine manière, cet accord - qui devra être soumis aux Japonais en guise de victoire française. La direction de Fiat ne s'y est pas trompée qui a déclaré avoir « une dette de reconnaissance » envers M. Edith Cresson, premier ministre. Tout d'abord parce que les pays actuellement protégés par des quotas (surtout la France et l'Italie) n'auront pas à le faire disparaître du jour au lendemain. Ensuite, parce que, en fonction des hauts et bas du marché les gouvernements pourront faire jouer une sorte de clause de sauvegarde les autorisant à ralentir la pénétration japonaise. Enfin, parce que les pays européens qui ont renoncé à défendre leur industrie nationale au profit d'usines japonaises (Grande-Bretagne) verront toujours leurs exportations au sein de la CEE limitées. Compte tenu des contradictions communautaires - le texte signé vendredi l'a été après un an et demi de négociations plus que houleuses - cet accord n'est « pas mauvais » même s'il « aurait pu être meilleur », selon la formule de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie.

Le dernier évènement de la proposition européenne est de fournir aux constructeurs du Vieux Continent l'occasion d'une réflexion qui intègre mieux les éléments-clés des stratégies industrielles qu'est le temps. Fiat, Peugeot, Renault, Volkswagen ont désormais neuf ans devant eux pour combler les écarts de la qualité entre certains de leurs modèles et les voitures japonaises, mais aussi pour rendre leurs prix compétitifs. En un mot, pour fidéliser une clientèle qui doute.

Certes, les constructeurs européens, en une décennie, ont fait d'importants efforts de modernisation. Mais les gains de productivité réalisés, en France par exemple, ont plus servi à améliorer la marge des constructeurs qu'à abaisser le prix des voitures. Les fabricants devront en donner plus, pour moins d'argent. Sinon, leurs clients trancheront en faveur du mieux offrant. Comme ils l'ont déjà fait aux États-Unis, où les voitures du Soleil-Levant occupent le tiers du plus grand marché du monde.

M0146 - 0729 0 - 6.00 F

Les représentants des douze pays de la Communauté européenne ont accepté, vendredi 26 juillet, un compromis sur l'ouverture progressive de l'espace européen aux automobiles japonaises. Les constructeurs européens, conscients de la disparition prochaine du système des quotas, cher à la France et à l'Italie, vont devoir se préparer, d'ici à l'an 2000, à l'intensification de la concurrence japonaise.



Lire nos informations page 16

**Albanie : du grand sommeil aux halbuttements**

Plus de trois mois après les élections libres du 31 mars, l'Albanie vit une difficile transition démocratique : pénurie alimentaire, ambiguïtés politiques, insécurité. Les délégations étrangères se succèdent à Tirane pour tenter d'aider le pays à passer le cap des premiers changements.

Lire page 3 le reportage de JOSÉ-ALAIN FRALON

**La crise yougoslave**

Nouveaux affrontements meurtriers et appel au cessez-le-feu

page 4

**L'avenir du PC soviétique**

Les conservateurs se réservent pour le congrès prévu à la fin de l'année

page 3

**L'inflation en Allemagne**

Une hausse de 4,5 % en un an ravive les craintes d'une hausse des taux d'intérêt

page 13

**Islamistes algériens**

M. Madani, bien qu'ampri-sonné, garde le contrôle du FIS

page 6

**Les contretemps du maire de Lyon**

M. Michel Noir rencontre beaucoup d'obstacles sur la voie de la réalisation de ses projets

page 6

Le sommaire complet se trouve page 16

La tension s'accroît à Tananarive

## Enlèvement du chef de l'opposition malgache

Un commando militaire a enlevé, samedi matin 27 juillet à Tananarive, le « premier ministre » mis en place par l'opposition il y a deux semaines. C'est la quatrième rapt d'un membre de ce gouvernement de transition. En outre, un jeune homme a été récemment tué à Tamatave. C'est la première victime depuis le début de la « révolution tranquille » dans la Grande Ile, il y a six semaines.

**TANANARIVE**

de notre envoyé spécial

Le « premier ministre » du gouvernement de transition, formé, le 11 juillet, par l'opposition, a été enlevé, samedi matin 27 juillet, à Tananarive par un commando d'une trentaine de militaires, scies les témoins. M. Albert Zafy a demandé quelques instants pour se préparer, ce qui lui a permis de prévenir plusieurs responsables du Comité des forces vives. Selon son épouse, le commando qui a procédé à ce rapt n'avait pas de mandat d'arrêt.

L'opposition a aussitôt réagi en réaffirmant son intention de « continuer [sa] lutte non violente ». Le coordinateur du Comité des forces vives pour

Tananarive a jugé qu'« après cette faute politique très grave du gouvernement Ratsiraka, il appartient à la France et aux grandes puissances de prendre position ». Il a, en outre, indiqué que les « ministres bis » allaient être protégés sans « envisager, pour le moment, de les faire entrer en clandestinité ». Des caniques chantés avec ferveur avaient résonné, dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 juillet, à « Tanan », sur la place du 13-Mai-1972. Quelques milliers de personnes avaient enfilé le couvre-feu pour veiller le premier mort en six semaines de « révolution tranquille ».

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 4 ainsi que le point de vue de M. Aubert Rabenoro, page 2

## Autocritique du cinéma soviétique

Le Festival de Moscou dominé par les désillusions

**MOSCOU**

de notre envoyé spécial

On a beau prêter aux Slaves un penchant prononcé pour la déception morale, savoir les Soviétiques formés au pénible exercice de l'autocritique, les premiers numéros du *Courier*, le bulletin officiel du dix-septième Festival de Moscou qui a eu lieu du 12 au 20 juillet, ne laissent pas de surprendre. A longueur de pages, ce n'étaient que lamentations et excuses anticipées pour les inévitables ratages à escompter. Jusqu'au professeur Velichko, vice-recteur de l'Académie d'astrophysique, convoqué pour prédire que « le Festival ne serait ni populaire ni commercialement

profitable ». Les étoiles n'ont pas menti. Le soir de la clôture, le comédien Oleg Jankovski, président de jury, ne se fit pas faute, avant d'annoncer le palmarès (le *Monde* daté 21-22 juillet), de remettre à son tour en cause le fonctionnement du Festival.

JEAN-MICHEL FRODON

Lire la suite page 10

Le feuilleton de l'été

## Voyage avec Colomb

1992, 1492... De l'Europe aux côtes africaines, des Caraïbes à l'Amérique centrale, Edwy Plenel est parti pour le monde sur les traces de Christophe Colomb, un an avant le cinquième centenaire de l'exploit du Grand Amiral de la mer océane. Dans notre prochain numéro, et pour trois étapes, nous publierons en feuilleton un reportage en forme d'invitation au voyage, dans un jeu de miroirs où le présent se dévoile à la lumière du passé.

1492, aube des Temps modernes, début de l'ère planétaire. L'humanité réalise la rondeur de la Terre, qui, enfin, tourne autour du Soleil. La pensée se libère. Des mondes qui s'ignorait se découvrent, s'affrontent et s'opposent. Le capitalisme prend son essor, accompagne l'humanisme et l'Etat-nation, enfante le colonialisme et les empires, des dictatures et des démocraties, le communisme et les indépendances.

1992, aube de l'Europe du marché unique, dans un renouveau planétaire. Le Soleil n'est plus au centre de l'univers. La région du saint territoire s'effondre, des frontières se renouèlent, les démocraties se multiplient, des nationalismes renaissent, des évangélistes reviennent, l'Est s'ouvre à l'Ouest, le Sud inquiète le Nord, l'Asie affole l'Amérique.

Aucun parallèle mais des résonances, des échos familiers, des interrogations similaires. Au cœur des drames de son temps, Colomb est le guide idéal pour ce va-et-vient entre hier et aujourd'hui.

► Voyage avec Colomb est également un feuilleton sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

## Un défi pour l'Ile-de-France

La région a besoin d'une ambition sans esprit partisan estime le ministre de l'équipement

par Paul Quilès

L'Ile-de-France n'est ni une île ni la France, mais elle témoigne de la vitalité de notre pays et elle en porte souvent l'ambition sur la scène européenne et mondiale. Quel rôle cette région peut-elle jouer dans le nouvel ensemble européen de 1993 ? Comment onze millions de nos concitoyens souhaitent-ils voir leur vie quotidienne évoluer ? Ces questions sont au cœur de la réflexion engagée pour préparer le futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France.

A travers ce document prospectif auquel doivent se conformer tous les projets d'urbanisme locaux, il s'agit d'organiser le développement d'une agglomération qui représente 20 % de la population française, en examinant l'évolution de l'habitat, des activités, des services, des grands équipements, des moyens de desserte, des espaces verts. Il s'agit es à mot d'esquisser les grandes lignes de la région à l'horizon de 2015.

Le schéma en vigueur aujourd'hui a presque vingt-cinq ans et il a pleinement joué son rôle. A son actif, 600 kilomètres d'auto-roues nouvelles, mais aussi des réalisations spectaculaires comme le RER ou les cinq villes nouvelles... Mais l'outil s'est épuisé. Les espaces prévus pour le développement commencent à s'épuiser et plusieurs projets importants se voient bloquer. Dans certains cas, les conditions de vie se dégradent. Les habitants de certains quartiers de banlieue, les passagers de la ligne A du RER à Châtelet ou les automobilistes bloqués à Roquencourt matin et soir, perçoivent éeserement les dysfonctionnements de la région.

Il faut donc agir et définir ensemble les réponses à apporter à des défis majeurs, comme l'augmentation de la population ou le risque de congestion dû à l'accroissement du nombre des déplacements individuels (+ 30 % d'ici 2015). Le laisser-faire conduirait à des situations insupportables : concentration des emplois au centre et de l'habitat nouveau dans des banlieues de plus en plus lointaines, ségrégation sociale, accroissement des délais de transport, forte régression des espaces verts et rupture des équilibres naturels.

Lire la suite page 2

► Paul Quilès est ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace.

# PANCOL EN POCHE

Katherine Pancol  
Les hommes  
Cruels  
ne courent pas  
les rues

39 F

POINTS ROMAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## DÉBATS

Madagascar

## La révolution tranquille

par Aubert Rabenoro

**D**ERNIÈRES cartes d'un automate dépeint ? L'état d'urgence a été décrété à Madagascar. Mais laissons les tyrans célébrer leurs mariages avec Ubu et Machiavel. Les meilleures tragédies sont fautes quand les comédiens sont mauvais. Parlons d'autre chose, de la vie. Il y a eu cent mille, deux cent mille, quatre cent mille dans les rues, pendant six semaines, à chanter, à danser, à prier, à manifester. Mais ce mot est étrange, là où il n'y a jamais eu de caisses de bière, de mots gras ou de cris trop faciles.

Il n'y a pas de morts, pas de blessés, n'en déplaise aux demandeurs de coups sanglants. Il y a autre chose : la dignité tranquille et responsable d'un peuple qui recrée la liberté.

Ne nous y trompons pas, ce mouvement n'est pas un mouvement spontané, ce n'est pas non plus une révolte importée d'un vent quelconque soufflant de l'Est. Ce mouvement-là s'est préparé depuis dix ans. Au moins dix ans que les Forces vives se sont réunies pour réfléchir sur l'avenir de Madagascar, sans dévier la voix, pendant que les « accidents », les émeutes et les morts se multipliaient : deux cents morts à Belamoty, cent cinquante jeunes gens tirés au mortier à Antananarivo, des villages éradiqués, des hélicoptères qui explosent en vol, des voitures qui lambent, du jus de scorpien dans les verres de whisky, des jeunes gens armés de kalachnikovs de l'armée pour accompagner les bœufs volés, destination l'exportation,

« dahalo », dit-on, bandits de grands chemins ; sans compter les TTS de sinistre réputation et leur camp de la mort. Et nous en oublions, nous oublions les massacres protégés, comme ceux des deux mille comoriens de Majunga, ou les « émeutes » de Farafangana. Arrêtons-là la liste, elle est longue, il est temps d'enlever les morts. D'urgence. Pour reconstruire la vie.

## La route est longue mais...

Ce qui a été fait. Pendant dix ans. Dix ans de travail de fourmi pour structurer chaque quartier, chaque village, chaque hameau. Dix ans pour structurer l'idée de démocratie dans les entreprises, les associations, les syndicats. Dix ans pour mettre Ratsiraka face à sa vérité : verdict des urnes pendant la présidentielle : 40 %. Il lui a fallu attendre comme un mauvais joueur de poker et rater tous les fonds de tiroir pour arriver péniblement à 60 %, dont il se vante actuellement, grand bien lui fasse.

Car, comme disent les anciens, « Andriananitra tsy andrin'ny sasany, andrin'ny gasy ». (« Là où les autres perdent patience, un Malgache sait attendre. ») Et il a une capacité de patience infinie. Car attendre, ce n'est pas se poser, les bras croisés, en attendant que la manne tombe du ciel. Attendre, c'est réfléchir posément, poser les jalons qui font qu'on ne peut plus reculer, repêcher les traces de la révolution. C'est attendre, c'est savoir où on met les pieds. « Alo-miny tsy io rantsy, fa mbola lavina ny lalana », disent, nos pères.

(Allez-y calmement, sans heurts les enfants, la route est longue.) Combien de fois les aînés n'ont-ils pas dit cela aux petits jeunes fougues pendant ce mouvement-ci, combien de fois les « services d'ordre » ne sont-ils pas venus taper sur l'épaule des impatientes pour les calmer, leur apprendre à respirer, à prendre la mesure de leurs forces ? La route d'une révolution est longue, très longue, mais un Malgache arrive toujours au bout de ce qu'il entreprend : « Raha tsy ny fahadina no mivadihaka, raha tsy tsy ny indrindranitra, tsy avadika tsy ho tonga any aha ». (« Si j'arriverai de toute façon, dussé-je par la plante de mes pieds se retourner ou boire à la petite cuillère l'eau du lac tsy. ») Et il y arrive en négociant le plus possible, le plus loisible, en évitant la crête de la vague, mais en cherchant la ligne médiane qui permet la discussion et la négociation. Pour éviter les morts inutiles. Que les rétro n'aient pas compris cela, tant pis pour eux.

Car il y a actuellement à Madagascar l'exemple d'une révolution de la troisième voie. Celle que recherchent certains tiers-mondistes, les ONG, les mouvements écologistes... Et cette révolution-là est née de tout le mouvement de malgachisation, cette malgachisation qui a permis d'aller au-delà des acculturations, cette malgachisation qui a permis de faire face à l'asservissement intellectuel imposé par les grands médias de masse, cette malgachisation qui est d'abord et avant tout une recherche culturelle, la recherche de la force qui a permis à ce peuple-là de se maintenir face aux royaumes, colonisations et

autres gouvernements oppressifs. Et une symbiose extraordinaire s'est faite entre les moyens d'analyse marxiste, l'humanisme chrétien et la « sagesse » ancestrale. D'aucuns diront que ce n'est pas une plateforme politique.

Peut-être, quoique... Ce peuple du bout du monde est en train de perpétuer la révolution de Martin Luther King, de Gandhi, avec ceci de spécifique : ils sont les héritiers d'un héritage gagnant. Ils ont trouvé une forme de noyautage et de structuration solide et démocratique.

Ils savent le prix à payer et essaient d'éviter les massacres inutiles. Il y en aura peut-être, ou peut-être pas. Car les rétro vont se trouver face à une mémoire collective : celle des anciens, ceux qui sont morts dans des bureaux, ou qu'on a montés dans des bateaux direction la mort et qui se sont retrouvés à Madagascar, celle d'un peuple paysan qui a travaillé à la main les collines pour construire les rizières en étages, celle des menalamba qui, avec leurs sagattes, ont tenu tête aux forces armées coloniales, celle des insurgés de 1947, celle des jeunes de 1972 qui ont chanté la liberté.

Il y a un temps pour toute maturation. Ces jours-ci, les hommes et les femmes diront calmement aux petits soldats : « Mais le fils de qui es-tu pour tirer sur l'enfant d'autrui ? » Les sages baisseront les bras... Tant pis pour les autres.

► Aubert Rabenoro est membre du gouvernement provisoire et s'exprime au nom du mouvement Forces vives Paris.

## Un défi pour l'Ile-de-France

Suite de la première page

Nous sommes aujourd'hui à mi-parcours du long processus lancé par le gouvernement à l'été 1989 et qui doit donner à l'Ile-de-France un nouveau schéma directeur avant la fin de l'année 1992. A l'automne, un texte sera soumis à la commission de concertation où siègent les représentants des collectivités locales et des milieux socioprofessionnels. L'avant-projet du gouvernement sera alors présenté au conseil régional et au comité économique et social régional. La réflexion se poursuivra pour enrichir ce texte jusqu'au printemps 1992, puis les assemblées régionales et départementales se prononceront.

La décision finale appartiendra à l'Etat. Juridiquement, l'élaboration d'un projet de schéma directeur est en effet conduite sous l'autorité du préfet de région par le directeur régional de l'équipement. Les lois de décentralisation, bien qu'elles aient bouleversé profondément l'esprit dans lequel un tel document se fabrique, n'ont pas modifié la responsabilité de la décision. Pourquoi ?

## Un enjeu national

D'abord, chacun voit bien que l'aménagement de l'Ile-de-France est un enjeu national. Le poids de l'agglomération parisienne dans les acteurs de la région d'habitants, en emplois, en équipements - fait que tout ce qui s'y passe rejaille sur l'ensemble du pays. Parallèlement, une course à la prééminence est engagée entre les grandes agglomérations européennes situées sur un arc de cercle allant de la région de Londres à celle de Milan. L'enjeu porte sur le drainage des capitaux internationaux, sur la localisation des entreprises, sur l'acquisition de nouvelles compétences techniques et scientifiques, sur le développement économique et donc sur l'emploi.

Au palmarès des agglomérations, le niveau culturel, la qualification des hommes, la cohésion sociale ou encore la richesse et la diversité des services offerts comptent autant que la qualité des réseaux de transport et de télécommunications. Placer l'Ile-de-France en bonne position par rapport à ses rivaux contribue à renforcer l'ambition européenne de notre pays.

Par ailleurs, faut-il le rappeler, le rôle de l'Etat est de faire prévaloir l'intérêt commun, au-delà de l'affrontement entre les intérêts particuliers. Par exemple, si Paris et l'Ouest parisien continuent à concentrer les activités les plus valorisantes, il est clair que les objectifs d'équilibre de la région, de rapprochement entre habitat et emploi, de maîtrise du nombre des déplacements, de meilleure répartition des richesses, tous ces objectifs voleront en éclats.

La tendance spontanée des entreprises les plus innovantes et des services est bien d'aller vers des sites qui rassemblent déjà les performances, les « pôles d'excellence ». La passivité des pouvoirs publics conduirait à terme à un partage de l'espace régional entre un « espace dominant » constitué de Paris et ses prolongements à l'ouest et un « espace servant » constitué de l'Est et de la périphérie.

Enfin, les objectifs poursuivis par les différents intervenants peuvent être contradictoires : en témoigne la difficulté de concilier l'objectif d'excellence et celui de l'emploi pour tous. Si l'excellence développe le marché du travail, elle le spécialise vers des qualifications élevées.

Comment développer l'emploi et assurer sa diversité dans ce contexte ? Comment maintenir de l'emploi industriel dans des espaces dont les coûts fonciers ne peuvent être assumés que par des entreprises à forte rentabilité ? A fortiori, comment développer de nouveaux emplois productifs, au-delà des 200 000 existants à Paris ? En même temps, l'attractivité du premier marché de l'emploi français crée un appel qui peut avoir des conséquences sur le développement urbain, la densité de construction, les besoins d'infrastructures. Comment dans ces conditions maintenir des espaces naturels et ruraux, pourtant indispensables à l'équilibre de l'ensemble ?

Autant de questions délicates, qui donneront lieu à des arbitrages de l'Etat pour que se

dégage le cadre de cohérence de l'Ile-de-France de demain.

Ce dossier de l'aménagement futur de l'Ile-de-France doit être considéré comme un véritable dossier politique, au sens étymologique du terme. Chacun des enjeux du débat répond en effet à la volonté de l'homme de choisir et d'organiser son devenir : sa vie quotidienne, son environnement, la solidarité entre les différentes populations. Sur ces grands objectifs, les convergences apparaissent déjà.

Depuis dix-huit mois, les services de l'Etat, la région, les départements, les collectivités regroupées avancent des propositions et les confrontent. L'élaboration, l'esquisse du schéma directeur, charte du conseil régional, chartes de plusieurs départements, dont Paris... Ce bouillonnement d'idées très fructueux permet d'ores et déjà d'entrevoir des points d'accord :

• Les hypothèses d'accroissement démographique sont extrêmement proches pour tous les partenaires. Tous tablent sur une population de 12 millions à 12,3 millions en 2010. Ils n'ont pas la même hypothèse réaliste, l'accord s'est fait aussi sur l'objectif de la diversité sociale et sur le maintien d'une importante activité industrielle en Ile-de-France.

• La qualité de la vie quotidienne passe d'abord par un logement satisfaisant. Tous les acteurs de la région savent qu'on ne peut répondre à la demande croissante que par un maximum de diversité dans les prix, la localisation, la taille des logements proposés.

• La zone agglomérée sera entourée d'une ceinture verte englobant les forêts, les grands parcs nationaux (vallees de Chevreuse, Vexin), les vallées (Seine, Marne, Bièvre, Oise). Les propositions du conseil régional pour renforcer la protection de ces espaces ont été bien accueillies.

• Il est nécessaire de limiter l'urbanisation des grands espaces favorables à l'agriculture et d'offrir aux agriculteurs la sécurité nécessaire à leur investissement. L'Etat a fait des propositions en ce sens.

• De nouveaux sites de développement économique, comme Massy, Roissy, la Seine amont, La Plaine-Saint-Denis, la Seine aval, la boucle de Gennevilliers sont clairement identifiés et leurs objectifs sont clairs.

• Le schéma directeur ruiterait l'objet d'un large consensus, notamment sur le renforcement des grandes rocade et la mise en place d'un contournement à l'est de l'agglomération. Différents projets de voirie souterraine sont actuellement à l'étude : leur faisabilité doit être précisée dans les prochains mois en tenant compte des problèmes de sécurité, de gestion du trafic et d'insertion dans la ville. Un groupe de travail réunissant les différents partenaires sera constitué dans ce but très rapidement. L'accord se fait aussi sur les priorités en matière de transports collectifs : renforcer d'abord les grandes liaisons radiales qui atteignent ou atteindront prochainement la saturation, développer un réseau dense de type métro dans la première couronne, relier par des lignes performantes les principaux pôles de développement de la petite et de la grande couronne.

## Un travail en profondeur

La concertation a donc porté ses premiers fruits : elle est encore riche de potentialités, mais ne sera constructive que si elle se déroule dans la sérénité. L'avenir de l'Ile-de-France mérite une réflexion sérieuse et un travail en profondeur, que des polémiques approximatives sur fond de campagne électorale ne doivent pas obscurcir.

Le nouveau schéma directeur entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993, au moment même où s'ouvrira le grand marché européen. C'est dire l'importance des enjeux : Paris et l'Ile-de-France, même s'ils ne doivent pas monopoliser l'essentiel du développement du pays, ont resté une vitrine prestigieuse. Au centre des grands axes européens nord-sud - routiers, ferroviaires et aériens - la région-capitale est un atout maître pour la place de la France en Europe. Encore faut-il que les hommes et les femmes de l'Ile-de-France aiment y vivre.

Sachons relever ce défi.

PAUL QUILLÈS

## COURRIER

## Sida et transfusion sanguine

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris m'a condamné, le 1<sup>er</sup> juillet 1991, solidairement avec la Clinique de l'Essoone, à Evry, où j'étais et le Centre départemental de transfusion sanguine de l'Essoone à verser 1,5 million de francs à une jeune femme contaminée par le virus du sida lors d'une transfusion réalisée dans les suites d'une césarienne faite par mes soins le 15 mai 1984 (le Monde du 3 juillet).

Sans vouloir intervenir dans la procédure d'appel qui est dilignée par ma compagnie d'assurances, je tiens à exprimer quelques remarques :

En premier lieu, le tribunal a décidé l'indemnité de la patiente, ce qui est bien. Les gens qui, avant le 1<sup>er</sup> août 1985 (1), ont été contaminés par le VIH lors de transfusions sanguines réalisées à l'occasion de l'exercice normal de la médecine et de la chirurgie sont les victimes d'un état de fait où sont

intervenus de nombreux facteurs parmi lesquels je n'en révélerai que trois :

- en mai 1984, nous ignorions le risque majeur que nous faisons courir à nos opérés en faisant des transfusions sanguines par leur état ;

- les tests de dépistage ne sont apparus qu'au début 1985 mais mis en œuvre seulement en août de la même année ;

- les facteurs de risque, nous le savons maintenant, étaient au maximum dans la mesure où devant le peu d'empressément des citoyens présumés sains de corps et de comportement, nous avons eu à nous débarrasser de la mesure d'un grand nombre de transfusions, ont, semble-t-il, beaucoup prélevé en milieu carcéral, milieu particulièrement touché par le VIH.

Ces trois points : notre ignorance médicale, la lenteur des décisions au plus haut niveau, le comportement général de la société face au don du sang, montrent bien que ce sont pas seuls en cause les membres d'une équipe chirurgicale qui, au dire de l'expertise, a fait son travail dans les règles.

Je pense que ces gens sont victimes d'une catastrophe et qu'ils doivent avoir le statut de sinistrés. Ce serait juste et réaliste. En effet, il

est illusoire de penser pouvoir indemniser ces pauvres gens en relevant la responsabilité sans faute des praticiens. Plusieurs centaines de cas similaires sont à prévoir, et les compagnies d'assurances en responsabilité civile ne pourront faire face, même en augmentant lourdement les cotisations (2).

D'autre part, l'engagement de la responsabilité d'un praticien sans qu'une faute lui soit reprochée risque de provoquer des effets pervers au niveau de la qualité des soins, sans compter l'émotion que cela provoque déjà dans le corps médical.

En conclusion, je dirai, reprenant les mots du ministre délégué à la Santé, M. Bruno Durieux, qu'il faut trouver une solution au problème des accidents thérapeutiques sans faute de la part du praticien.

J'ajouterais « rapidement », car beaucoup de gens souffrent et il est urgent d'éviter que ne se développe ce que l'on commence à appeler le scandale des transfusés. Scandale pour les victimes d'abord, scandale aussi pour les praticiens, qui ont leur métier à faire en toute responsabilité réelle.

BLAISE FOUGERON  
gynécologue obstétricien  
Evry (Essonne).

(1) Date à laquelle les Centres de transfusion ont été tenus de réaliser le dépistage du VIH chez les donneurs.

(2) Il faut savoir que les cotisations des « praticiens à risque », tels les chirurgiens, les anesthésistes, les gynécologues-obstétriciens, sont actuellement à la hauteur de 20 000 francs annuellement.

## Pitié pour les piétons !

Comment oser prendre la plume après celle d'un académicien stylisé pointilleux et polémiste redouté qui vient de défendre avec vigueur les deux-roues ?

Sa thèse serait tout à fait convaincante, en théorie, si elle ne souffrait d'une méconnaissance apparente de celle du piéton.

Que le motocycle, ou le bicycle, serait capable s'il n'était une menace permanente !

Les injonctions des feux ne sont en général pas pour lui. Le besoin d'économie de temps ou d'essence lui fait court-circuiter délibérément les sens interdits. Les trottoirs sont ses autoroutes préférées lorsque les rues sont trop encombrées, à moins qu'il n'y ait stationnement de telle manière qu'il oblige le piéton à un parcours du combattant périlleux. Le bruit, signe de puissance, donne des battements de cœur où réveille en sursaut en plein sommeil ! Ce comportement se généralise rapidement.

Il est difficile de ne pas prêcher pour son saint, mais, quand on le connaît sous tous ses angles, on devient plus humble. Peut-être M. Poirat-Delach est-ce un bon ardeur, comme d'habitude, pour inciter les deux-roues à se faire encore mieux aimer ?

BERNARD SAUVAIRE  
Boulogne-Billancourt

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication Bruno Frapez, directeur de la rédaction Jacques Guiz, directeur de la gestion Manuel Luchbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thèmes Francis Philippe Hartert Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1969-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1988) André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-29 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-99 Télécopieur : 40-65-30-10

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises M. Jacques Lesourme, gérant.

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lesourme, président François Hugot, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-27-72 Télécopieur : 40-65-27-72

Tél. : 40-65-27-72 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composées 36-15 - TAPAZ LM

Imprimé au Monde 12, rue M. Gumbourg 94852 IVRY CEDEX

**Le Monde**

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS**

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif normal y compris CEE avion)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.







## EUROPE

YUGOSLAVIE : alors que les affrontements ont fait de nouvelles victimes

## La présidence fédérale appelle au cessez-le-feu immédiat en Croatie

La présidence fédérale yougoslave, réunie au grand complet, a ordonné, vendredi 26 juillet dans la soirée, un cessez-le-feu immédiat en Croatie, ainsi que le retour dans ses casernes de l'armée fédérale. Dans un communiqué, publié à l'issue de cette réunion, la présidence, constatant que la situation en Croatie « menace de dégénérer en guerre généralisée », exige la cessation immédiate des hostilités et l'établissement d'un cessez-le-feu, comme préalable à la recherche « urgente » d'une solution politique.

Elle exige également « la démobilisation des réserves de l'armée yougoslave et le retour des unités de l'armée fédérale dans ses garnisons ». Ces décisions ont été adoptées à l'unanimité.

La recherche d'une solution négociée en Croatie doit passer, selon le communiqué, par la fin des attaques contre les localités serbes et croates, ainsi que contre les quartiers de la police croate et de l'armée fédérale yougoslave.

Pour la présidence, il est également « indispensable » de désarmer les formations paramilitaires et de ne plus envoyer les forces armées croates dans les zones de crise à population majoritairement serbe.

Le chef de l'Etat, le Croate Stipe Mesic, n'a toutefois pas souscrit à cette dernière décision, et le représentant de la Slovénie, M. Janez Drnovsek, s'est abstenu.

Cet appel au cessez-le-feu, dont on doute qu'il puisse être

suivi d'effet, a été lancé après l'annonce de la mort de sept personnes lors de nouveaux affrontements entre Serbes et Croates. Vendredi, un policier croate a été tué par des nationalistes serbes au cours d'une embuscade entre deux villages de la côte Adriatique, et trois officiers de police ont été tués dans leur voiture par un char yougoslave, près de Kostajnica, dans le centre de la Croatie.

## Tirs de mortier

Un journaliste allemand de la *Süddeutsche Zeitung* et deux autres policiers ont été tués dans des villages près de Kostajnica, à 80 km au sud-est de Zagreb.

Le village de Glina, situé à

50 km au sud de la capitale croate, a par ailleurs essuyé, vendredi, plus de quatre-vingt tirs de mortier, a rapporté la police, sans faire état de victimes.

Enfin, dans la nuit de vendredi à samedi, on signalait encore de nouveaux affrontements dans plusieurs autres localités.

Les ministres des affaires étrangères des pays de la Pentagone - Autriche, Italie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Hongrie - réunis vendredi à Dubrovnik, sur la côte adriatique, ont examiné un projet de communiqué qui soutient les efforts de la CEE pour une « solution politique basée sur le droit souverain des peuples de la Yougoslavie à décider de leur destin ». (AFP, Reuters.)

## Les passagers de la « zone 4 »

Bousculé devant un ascenseur rétif, conduit de couleur murelle en sous-sol, le voyage aérien pour la Yougoslavie commence en « zone 4 » de l'aéroport d'Orly, réservée aux vols « sensibles ». On y enregistre désormais pour Beyrouth, Tel-Aviv et... Belgrade.

Sinistre, l'endroit est assorti à l'humour des passagers du val 241 de la JAT. Les vacances ont, cette année, un étrange goût de guerre civile pour les Yougoslaves de France qui oscillent entre crainte, amertume et colère. Beaucoup d'immigrés ont renoncé aux traditionnelles retrouvailles avec la famille restée au pays, par crainte de ne pouvoir en revenir.

## Surtaxe de 15 dollars

La compagnie aérienne yougoslave, de plus privée de la clientèle touristique, n'assure que la moitié du trafic habituel en cette saison. Un seul vol hebdomadaire est maintenu vers Zagreb. Sur cette destination, la JAT exige en ce moment une surtaxe de 15 dollars par passager comme prix du risque.

Pour la première fois depuis vingt-cinq ans qu'il vit en France, M. ne rentrera pas cet été dans

son village natal, et se contente d'accompagner ses parents à l'avion. Serbe, comme 90 % des quelque 64 000 Yougoslaves de France, il se sent « avant tout Yougoslave » et n'a rien contre les Croates. Ce technicien de quarante-huit ans est viscéralement attaché à l'unité du pays et n'hésite pas à sauver en M. Mitterrand un ami de la Yougoslavie, tandis qu'il fustige les Allemands « qui soutiennent les Croates et voudraient partager le pays en deux ». Son voisin dans la file d'attente, un ouvrier foreur, impatient de retrouver ses quatre enfants qui vivent près de Belgrade, est bouleversé, lui aussi. « La guerre fait mal à tout le monde, répète-t-il, il faut l'empêcher et sauver la Yougoslavie ».

Préserver le pays, l'empêcher de régresser, tel est bien le leitmotiv des voyageurs, qui ne cachent pas leur désarroi à l'égard d'un pays natal soudain plus éloigné, presque étranger pour certains. « Là-bas, ils en sont restés à la seconde guerre mondiale et croient régler leurs problèmes à la mitrailleuse au lieu de marcher ensemble comme les Français et les Allemands. C'est une erreur monumentale », dénonce à la cantonade un architecte installé en France depuis trente ans et natu-

ralisé français, venu accompagner sa fille et sa petite-fille yougoslaves qui rentrent à Belgrade.

Pour Dejan, vingt-trois ans, qui travaille dans la confection et a acquis la nationalité française, il s'agit d'un conflit dépassé : tous les Yougoslaves sont solidaires en France. Il n'y a que là-bas qu'ils peuvent se prendre la tête, commente-t-il, en assurant qu'il ne pourrait jamais se battre contre les Croates : « Je suis né dans un pays entier, la Yougoslavie, et je ne vois pas pourquoi je ferais la guerre à des frères ».

Mais les plus âgés paraissent moins enflammés. « Il faut que ça passe par les Croates et les Serbes exploitent les Serbes depuis trop longtemps. Les communistes n'avaient fait qu'appuyer le couvercle sur une marmite sous pression. Mais où tout cela va-t-il mener ? », s'interroge un père de famille, qui ne cache pas sa peur pour sa famille de Serbie, « entièrement saisie par la passion ».

## « Sarajevo, Hitler et Saddam Hussein »

Un Serbe de Croatie, établi en France depuis quarante ans, s'inquiète des curieux échanges téléphoniques qu'il a depuis quelques jours avec sa femme : « Ils ne par-

lent que de la pluie et du beau temps, comme s'ils étaient écroulés ». Aucun pronostic n'est optimiste. L'obsession d'une répétition de l'histoire est omniprésente. On évoque péle-mêle le spectre de Sarajevo, de Hitler, et de Saddam Hussein puisque, s'alarme un navirier, ça va être pire qu'en Irak ».

L'immigration yougoslave en France, déjà ancienne, trouve dans les événements actuels une raison supplémentaire pour poursuivre son intégration, voire son assimilation. Certains envisagent, si besoin est, d'accueillir les réfugiés d'une guerre civile : tous s'attendent au pire. Ainsi ce quinquagénaire qui affiche un désintérêt de façade pour les événements, mais dont la colère finit par fuir : « Mon père s'est battu contre les Allemands en 14-18, aujourd'hui, les Croates combattent ceux qui ont libéré le pays et ça va mal se terminer ».

Philippe Bernard

HONGRIE : crise de confiance et d'identité chez les militaires

## Le gouvernement et la « vieille garde » des officiers se disputent le contrôle de l'armée

Les armées d'Europe centrale, formées à l'école de Moscou, ont souvent bien du mal à s'adapter aux réalités démocratiques de l'après-communisme. En Hongrie, le désarroi des militaires est d'autant plus grand qu'ils doivent de nouvelles grâces à nombre de leurs privilèges.

## BUDAPEST

de notre correspondant

C'est le premier cas d'insubordination collective dans la Hongrie post-socialiste. Malgré eux, les dix-neuf appelés de la caserne de Törökbalint, près de la capitale, sont entrés dans les anneaux de l'histoire militaire hongroise. Le 3 juillet, le tribunal militaire de Budapest a condamné ces dix-neuf soldats à des peines allant de quatre mois à trois ans d'internement disciplinaire. Motif : refus d'obéissance.

Après vingt-quatre heures de service dans une guérite sans eau ni chauffage, ils ont tout simplement refusé d'embrayer sur un autre tour de garde sans bénéficier de leur repos réglementaire. « La sanction est démesurée par rapport au délit commis », s'indigne M. György Timar, l'avocat de l'un des dix-neuf. L'armée n'a frappé fort pour l'exemple. Elle veut à tout prix éviter la contagion à un moment où les cas de révolte isolés se multiplient à travers le pays. Cet avocat requiert, qui a déjà eu maille à parer avec la justice communiste, a fait appel à la cour militaire et le cas des dix-neuf de Törökbalint devrait être réexaminé d'ici à septembre.

## Des petits monarques en uniforme

Meis il est trop tard pour limiter les dégâts. Les dix-neuf de Törökbalint font déjà figure de symbole. Ils incarnent le malaise qui règne du haut en bas de l'institution militaire. L'armée hongroise, débarrassée de la tutelle de Moscou et indépendante pour la première fois depuis plusieurs décennies, traverse une grave crise de confiance. Les jeunes recrues rechignent à servir dans cette armée, restée largement imperméable au « changement ».

« La plupart des officiers ont été formés à l'école soviétique », constate György Timar. Il s'agit de leurs dernières porcelaines de pouvoir et se comportent souvent comme des petits monarques en uniforme. La presse n'hésite plus à relever les cas de désertion, de suicide et d'agitation au sein des casernes. Le trouble est perceptible même si aucune étude officielle ou crédible ne permet de mesurer avec exactitude l'ampleur du phénomène.

Désarroi aussi chez les officiers. Fini les promotions « politiques » et les récompenses en tout genre pour « services rendus au socialisme ». Fidèles serviteurs de l'armée « populaire », ils ne savent plus à quel saint se vouer depuis que la « menace impérialiste » n'est plus à l'ordre du jour. En deux ans de « transition démocratique », ils ont dû avaler bien des cuisines diplomatiques. En proie à une profonde crise d'identité, les officiers sont aussi menacés dans leur sécurité matérielle.

Le budget de la défense est en baisse (en valeur réelle) et le nouveau gouvernement conservateur veut réduire les effectifs de l'armée de 120 000 à 90 000 personnes d'ici trois ans. Même les valeurs sûres ne sont plus respectées : l'objection de conscience est autorisée depuis deux ans et la durée du service militaire a été ramenée à douze mois en janvier. Pis : un voile de discrédit s'est abattu sur l'ensemble de l'armée depuis la révélation de plusieurs scandales de corruption, orchestrée par des dignitaires galonnés. Mais l'inquiétude a atteint son comble l'année dernière avec la nomination de l'historien Lajos Für au poste de ministre de la défense. C'est la première fois qu'un civil occupe cette fonction dans la Hongrie contemporaine.

Le malaise des officiers, jus-

que-là exprimé en sourdine, éclata au grand jour à Pécs. Le général Kálmán Lörincz remet alors sa démission au président de la République, M. Árpád Göncz. Le chef de l'Etat la refuse « au nom de l'intérêt de la sécurité nationale ». La polémique rebondit quelques semaines plus tard avec la démission, acceptée cette fois-ci, du sous-secrétaire d'Etat à la défense, M. Mihály Beöthy.

## Un affrontement prévisible

Désormais, l'épreuve de force est ouvertement engagée. Il ne s'agit plus seulement du vague à l'âme des militaires de carrière, mais d'une véritable lutte de pouvoir pour le contrôle politique de l'armée. « L'armée », reconnaît M. Erno Raffay, le secrétaire d'Etat à la défense, « bénéficie d'une trop grande indépendance au sein de l'Etat ».

L'affrontement était inévitable et programmé. Lors d'une des dernières séances du Parlement de « l'ancien régime », en mars 1990, le gouvernement socialiste (ex-communiste) avait adopté, en pleine campagne électorale, un amendement constitutionnel qui passa quasiment inaperçu : la direction de l'armée était séparée du ministère de la défense. Objectif : mettre la hiérarchie militaire à l'abri de la tutelle du prochain gouvernement démocratique en la plaçant sous le commandement du président de la République. A l'époque, les socialistes espéraient encore pouvoir organiser et remporter un scrutin présidentiel.

Résultat : lorsque M. Lajos Für prend ses fonctions, il se retrouve à la tête d'un ministère impuissant. Quelques mois seulement avant la transition, 90 % des effectifs de l'ancien ministère de la défense ont été transférés au sein d'une nouvelle Direction de l'armée hongroise.

Piégé par cette astuce juridico-politique, le gouvernement découvre une réalité ahurissante : il ne contrôle plus l'exécutif militaire. Quant aux grades, ils savent ce pic de nez en exploitant à satiété les rivalités (réelles) entre le gouvernement et le président de la République, membre du principal parti d'opposition. Et la manipulation fonctionne à merveille.

Paradoxe suprême, le général Lörincz a même reçu le soutien des formations d'opposition, qui regroupent la plupart des anciens dissidents. Lorsque le commandant de l'armée a proposé sa démission, l'opposition s'interdit ce geste comme la volonté du gouvernement de centraliser à outrance ses pouvoirs. Or le consensus est indispensable. La nouvelle loi de défense nationale qui sera soumise au Parlement d'ici à la fin de l'année a besoin d'être ratifiée par une majorité des deux tiers des députés. D'ici là, la vieille garde militaire va sans doute attiser les tensions. « Dans l'armée », constate sereinement M. Erno Raffay, le changement de système n'a pas encore commencé... »

YVES-MICHEL RIOIS

■ BELGIQUE : le secrétaire d'Etat à l'Agriculture molesté lors d'une foire agricole. - Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Paul de Keersmaecker, a été sérieusement malmené par des agriculteurs en colère lors de l'inauguration d'une foire agricole à Libramont, vendredi 26 juillet, rapportent les quotidiens *le Soir* et *la Libre Belgique*. Victime d'un «ynchage en règle», le ministre s'est heurté à l'exaspération des agriculteurs face à la chute des prix agricoles et au plan « drastique » de réforme de la politique agricole commune que vient d'annoncer la Commission européenne.

■ GRÈCE : démission du ministre de l'Industrie. - Le ministre grec de l'Industrie, de l'énergie et des ressources naturelles, M. Stavros Dimas, a démissionné, vendredi 26 juillet, à la suite d'une « dispute » avec l'épouse du premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, survenue mardi dernier à Moscou. - (AFP.)

## OCÉAN INDIEN

## La tension s'accroît à Tananarive

Suite de la première page

Aucun militaire n'a tenté d'interrompre cette cérémonie funèbre.

La victime était un jeune homme de vingt ans, mort mercredi des suites de blessures après avoir été, selon l'opposition, frappé d'un coup de sangle par un « mercenaire de Ruzitsaka », dans une rue du port de Tomahina (ex-Tamatave). Il s'agit apparemment d'un acte isolé qui ne s'inscrit pas dans cette stratégie d'intimidation que l'on observe dans la capitale. Mais, selon les observateurs, cette agression offre à l'opposition une nouvelle occasion pour mobiliser ses troupes qui semblent fidèles et décidées.

A ce drame, s'était ajoutée la réponse négative du pouvoir au maire de Tananarive qui avait cherché à le convaincre de relâcher, au plus vite, pour réduire la tension dans la ville, les trois « ministres » de l'opposition enlevés, cette semaine, par des commandos para-militaires. « Le pouvoir n'a répondu qu'il demandait à réfléchir avant de se prononcer sur leur libération », avait déclaré M. Guy Razamananjato.

Le Comité des forces vives avait annoncé que, en cas de refus du pouvoir, il ne participerait plus aux discussions du comité tripartite, chargé de préparer une conférence nationale avec des représentants du pouvoir, sous l'égide du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM). Il avait, tout de même, assisté, vendredi, à une réunion dudit comité tripartite pour décider la suspension, *sine die*, des négociations avec les autorités légitimes aussi longtemps que ses revendications ne seraient pas satisfaites.

Les médiateurs ecclésiastiques semblent, aujourd'hui, dépassés par les événements. Le FFKM demandait au pouvoir « la levée de l'état d'urgence, la fin des arrestations et la suppression de la censure », tout en invitant l'opposition à cesser l'occupation des ministères. Il a, en outre, proposé la dissolution des deux gouvernements et l'instauration d'une structure de transition. Mais son message a peu de chance d'être entendu.

Vendredi, c'est le ministère de la fonction publique qui avait été investi par le comité des forces vives, soutenu par la foule qui avait envahi les rues du quartier populaire de Tsia Ra Lalana. Ce mouvement, pourtant si sûr de sa puissance, semble aller à l'échec devant l'obstination du chef de l'Etat de rester à son poste.

Le MFM, l'un des partis les mieux organisés de l'opposition (11 % des voix aux élections législatives de 1989), a décidé de se désolidariser du « coup de force » de M. Zafy et de son équipe. Sans ces dissensions derrière lesquelles se profilent des querelles de personnes, l'opposition aurait peut-être pu faire céder le président, estiment les observateurs.

Le « président de la République », nommé par le Comité des forces vives, le général Jean Rakotonirainy, silencieux ces derniers jours, avait lancé, vendredi, un appel pathétique à la communauté internationale. « Le gouvernement actuel ne mérite pas votre aide », avait-il dit. Il avait même laissé entendre que l'opposition pourrait utiliser la force, « si ce échouant », pour arriver à ses fins.

JEAN HÉLÈNE

## DIPLOMATIE

JAPON : selon le dernier Livre blanc sur la défense

## Tokyo ne considère plus l'URSS comme une « menace potentielle »

TOKYO

de notre correspondant

Pour la première fois depuis longtemps, le Livre blanc japonais sur la défense pour 1991, publié vendredi 26 juillet, n'utilise plus à propos de l'URSS la formule de « menace potentielle ». Celle-ci était jusqu'à présent l'une des raisons invoquées par Tokyo pour justifier un effort militaire soutenu.

L'Union soviétique demeure néanmoins, selon le document de l'Agence de défense, une puissance militaire ayant une grande influence sur la sécurité de la région. « La capacité de menace que fait peser l'URSS sur l'Extrême-Orient demeure intacte, bien que nous ne soyons pas en mesure de juger si elle entend user de cette capacité », soulignent ses auteurs.

Bien que leurs forces en Extrême-Orient aient été ramenées depuis 1990 à 340 000 hommes - la première réduction depuis 1965 - les Soviétiques n'en concentrent pas moins entre le Kamchatka, Sakhaline et les pourtours de la mer d'Okhotsk - c'est-à-dire une zone faisant directement face au Japon - 60 % des forces terrestres, 70 % des chasseurs tactiques, 80 % des bombardiers et les 105 sous-marins, dont soixante-cinq à propulsion nucléaire, déployés dans la région. Les Japonais sont particulièrement sensibles aux amétho-

des qualitatives des armements dont disposent les Soviétiques en Extrême-Orient.

Le Livre blanc met d'autre part l'accent sur la nécessité pour Tokyo de pouvoir envoyer des soldats participer à des opérations humanitaires ou pacifiques sans l'égide des Nations unies. Le problème de la participation japonaise à un corps de maintien de la paix relevant de l'ONU reste pendant depuis la guerre du Golfe. Une telle initiative, à l'étude, pose en effet de délicates questions constitutionnelles. Un nouveau projet de loi devrait être soumis à la prochaine session de la Diète, qui s'ouvre le 5 août.

Le Japon envisage, en revanche, de conclure un accord avec la Corée du Sud en vue d'une surveillance commune de leurs espaces aériens. Dans un premier temps, il s'agit d'échanger des informations sur l'identification des appareils entrant dans ces espaces. Cet accord qui, s'il est signé, serait le premier passé par le Japon avec un autre pays que les Etats-Unis sur des questions de sécurité, pourrait être le prélude à un approfondissement de la coopération militaire entre les deux pays. Un renforcement souhaité par les Coréens afin de pallier une éventuelle réduction des forces américaines stationnées dans la péninsule.

Ph. P.

محنا من الشمل



# AFRIQUE

ALGERIE : le « conclave » du Front islamique du salut à Batna

## Même emprisonné, M. Madani reste le patron des islamistes

Au terme de vingt-quatre heures d'un « conclave » réuni à Batna, le Front islamique du salut (FIS) a apporté, vendredi 26 juillet, son soutien à ses dirigeants emprisonnés, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. Cette décision va quelque peu compliquer le rôle du premier ministre, M. Sid Ahmed Ghozali, qui espérait qu'un FIS « réformiste », conduit par une équipe assagie, participerait à la conférence nationale que le gouvernement devrait convoquer les 30 et 31 juillet.

ALGER

de notre correspondant

A en juger par les rares décisions rendues publiques à l'issue d'une réunion à huis clos, MM. Madani et Benhadj, même emprisonnés, bénéficient toujours d'un rapport de forces favorable à leurs thèses au sein du mouvement islamiste. Afin de leur manifester sa fidélité, le Majlis Ebbura, la direction collégiale du FIS, n'a pas remplacé M. Madani au poste de porte-parole qu'il occupait avant sa détention.

Plus significatif : le Majlis Ebbura reçoit le renfort de douze membres, parmi lesquels M. Mohamed Saïd, lui aussi emprisonné après que M. Madani, du fond de sa cellule, l'eût désigné comme son remplaçant légitime. Cinq diri-

geants du FIS, MM. Hachemi Sahouni, Benazou Zoubda, Mohamed Kaarar, Makhloufi Saïd et Kamredine Karabani, sont, en revanche, relevés de leurs responsabilités jusqu'à ce qu'ils soient libérés. Aucun d'entre eux ne peut être suspecté de trahison à l'égard des objectifs du mouvement. M. Saïd est l'auteur d'une sorte de manuel de désobéissance civile qui, ces derniers temps, a beaucoup circulé dans les mosquées ; quant à M. Karabani, qui avait la haute main sur le secteur de la jeunesse, il s'occupait aussi des questions de sécurité.

Mais tous ont été en désaccord avec le cours imposé au FIS par MM. Madani et Benhadj lors de la grève générale et des sanglants événements de ces dernières semaines. Leur mise à l'écart démontre, *a contrario*, que, même sous les verrous, M. Madani reste le patron. On pouvait le pressentir lorsque, dans la nuit de jeudi à vendredi, M. Saïd Guechi, qui apparaît comme le chef de file des anti-madaniistes, avait claqué la porte de la salle de cinéma où se tenait l'assemblée du FIS.

### Les hésitations de M. Ali-Ahmed

A l'issue des travaux, M. Guechi n'a pas clairement indiqué s'il participerait à la rencontre qu'organise le gouvernement avec les partis politiques les 30 et 31 juillet. Dans un message rendu public mercredi, M. Madani avait affirmé que, pour sa part, il jugerait la chose inopportune. A Batna, la direction intégriste s'est contentée

d'exiger la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état de siège. Ces revendications, posées comme des préalables, rendent, de facto, improbable la participation du FIS.

Les islamistes ont précisé leur attitude alors que le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Abi-Ahmed, dans une lettre adressée au premier ministre, vient, lui aussi, de faire connaître ses conditions. Si M. Abi-Ahmed accepte de participer à l'organisation de la conférence, il en conteste l'ordre du jour et exige, avant toute discussion au fond, la levée rapide de l'état de siège et la fixation d'une date « précise » - avant la fin de l'année - pour la tenue des élections législatives.

Autant d'exigences qui risquent de conduire rapidement au retrait du FIS et du FFS, vidant la conférence nationale d'une bonne partie de sa substance et de sa raison d'être. Même si, dans l'entourage de M. Ghozali, on affecte de ne pas en être autrement affligé, l'absence des deux plus importants partis de l'opposition pourrait difficilement apparaître comme un succès. Hormis le FLN, le RCD de M. Saïd Saïd, et l'exception faite de quelques brillantes individualités qui pourraient s'associer à la table des discussions, aucune autre formation n'a, en effet, une réelle représentativité ou même un programme qui donnerait à penser que la réunion n'est pas de pure forme. C'est-à-dire aux antipodes de cette structure de concertation démocratique qu'espérait édifier M. Ghozali.

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : l'affaire du soutien financier à l'Inkatha

## La presse dénonce les « mensonges » du ministre de la loi et de l'ordre

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

« M. Vlok, vous mentez ! » Le titre de couverture de l'hebdomadaire de gauche *Weekly Mail* n'est pas tendu pour le ministre de la loi et de l'ordre, M. Vlok - dans le collimateur de la presse depuis la révélation d'un soutien financier du gouvernement au parti Inkatha à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthezi, la semaine dernière - apparaît, près du titre, sur un photo-montage, en Pinocchio dont le nez s'allonge.

Le *Weekly Mail* reprend les propos du ministre expliquant, dimanche dernier, à la télévision, qu'il était satisfait parce que « l'ar-

gent des contribuables » n'avait « pas été jeté par les fenêtres » puisque « chaque centime dépensé » par l'Inkatha avait été « justifié ». Affirmations que l'hebdomadaire s'empresse de mettre en brèche dans son édition du 26 août.

En faisant état de documents émanant des services de M. Vlok, l'hebdomadaire affirme que l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), un syndicat lié au parti de M. Buthezi, est une création conjointe des services de police et de l'Inkatha. Le *Weekly Mail*, par qui le scandale est arrivé, rappelle que le ministre avait publiquement admis un soutien gouvernemental de 1,5 million de rands (33 millions de francs) à l'UWUSA. Une organisation « tellement endettée » que le ministre en personne avait ordonné une enquête aux résultats accablants : « pas de livres de comptes ».

Le journal cite no doute un confidentiel du ministère de la loi et de l'ordre en sa possession posant la question : « Comment un projet sous le contrôle de la police sud-africaine o-t-il pu évoluer de cette façon ? » L'hebdomadaire publie aussi les

noms de cinq responsables de l'Inkatha au comant du soutien financier apporté par le gouvernement à leur organisation, dont celui de M. Mangosuthu Buthezi, qui continue, pourtant, d'affirmer qu'il ne savait rien.

FREDERIC FRITSCHER

40 millions de dollars alloués par l'Afrique du Sud à l'opposition namibienne. - Le premier ministre, M. Hage Geingob, a fustigé, vendredi 26 juillet, les Namini unies pour ne pas avoir admis que l'Afrique du Sud finançait clandestinement des partis politiques opposés à la SWAPO, actuellement au pouvoir, lors des élections législatives de fin 1989 (*le Monde* du 27 juillet). Il réagissait ainsi à une déclaration faite, la veille, par le chef de la diplomatie sud-africaine, M. Piik Buthe, qui avait révélé que son pays avait versé plus de 100 millions de rands (40 millions de dollars) à « après de sept » partis d'opposition. - (AFP, UPI.)

COTE-D'IVOIRE : poursuites contre la directrice d'un hebdomadaire d'opposition. - La directrice de la publication de *Tévé*, hebdomadaire du Parti ivoirien des travailleurs (PIT), M<sup>me</sup> Angèle Gnanassa, a été inculpée mais laissée en liberté, vendredi 26 juillet, pour avoir publié un communiqué de la Fédération étudiante et scolaire de Côte-d'Ivoire (FESCI), dissoute par le gouvernement après le meurtre d'un étudiant. - (AFP.)

BURKINA : amnistie pour les détenus politiques. - Le chef de l'Etat, le capitaine Blaise Compaoré, a décidé, jeudi 25 juillet, d'amnistier les personnes condamnées ou poursuivies pour des délits politiques depuis l'indépendance du pays, en 1960. Cette mesure intervient après l'adoption par référendum, le 2 juin, d'une nouvelle Constitution qui consacre la multipartie. Des élections législatives sont prévues le 3 novembre et une élection présidentielle le 8 décembre. - (AFP.)

# ASIE

## Les nouveaux Vietnamiens du Cambodge

Artisans, paysans, trafiquants ou prostituées, ces émigrants vivent dans l'incertitude du lendemain

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dung, seize ans, appartient à une famille de très pauvres paysans de la région de Can-Tho, dans le delta du Mékong. « Il y a un an, des amis qui revenaient de Phnom-Penh nous ont dit qu'on pouvait y vivre. Avec mon frère aîné, on est venu ici, résolu à tout. Ils habitaient l'une de ces innombrables constructions délabrées transformées en dortoirs pour Vietnamiens. Ils y louent un cabi mal éclairé et sans meubles pour 3 000 riels par mois, soit 25 francs. Mais, comme son frère s'est mis en ménage avec une Cambodienne, Dung dort sur une natte étalée sur une terrasse annexe.

Il est vendeur ambulant de briques et gagne 500 riels en moyenne par jour, de quoi acheter un peu de riz et boire un peu de bière. « C'est quand même mieux qu'à Can-Tho. On mange moins mal et on se sent plus libre », dit-il. Pantalon troué et chemise élimée, il vit au jour le jour, baragouinant déjà bien le khmer et s'étant fait une bande d'amis cambodgiens et vietnamiens.

Il n'a pas de pièce d'identité. Il ne trahit donc pas de son pays. La nuit tombée, « En prison, dit-il, les moustiques t'attaquent tout le temps, il n'y a rien à manger et on n'en sort qu'en payant. » Il n'a pas non plus les moyens d'envoyer de l'argent à sa famille et n'est rentré au Vietnam qu'une seule fois. « L'aller-retour coûte très cher, 6 000 riels ».

Des dizaines de milliers de Vietnamiens vivent ainsi, dans l'incertitude des lendemains. Il y a les communautés de pêcheurs du Tonkin, armées pour se défendre car la région du Grand lac n'est pas sûre avec ses Khmers rouges, des déserteurs et quelques bandits de grand chemin. Il y a tous ceux qui font du commerce, souvent illégal, sur le Mékong, entre Phnom-Penh et le delta.

Y a-t-il des riziculteurs installés dans les provinces limitrophes du Vietnam ? Certains le disent, soulignant que la frontière est une incroyable passoire et que seuls ceux qui le désirent sont immatriculés auprès des consulats vietnamiens du Cambodge. Mais l'infirmité est difficile à vérifier. Il y a des bûcherons dans les forêts du Nord-Est. Enfin, les plus voyants sont les artisans de Phnom-Penh et toute une population flottante qui, comme Dung et son frère, s'adonne à de petits métiers, y compris, par-

fois, la mendicité. L'an dernier encore, cette pratique donnait lieu à d'âpres débats entre le régime de Phnom-Penh - qui affirme que les civils vietnamiens sont moins nombreux au Cambodge que du temps du prince Sihanouk, soit moins d'un demi-million - et l'ancien monarque, qui avançait le chiffre d'un million et demi de « colons ». Aujourd'hui, seuls les Khmers rouges poursuivent une campagne systématique et haineuse contre la « vietnamisation » du Cambodge.

### Les « gros poissons » et les « petits »

Le débat s'est donc un peu calmé, peut-être pour une raison très simple : les « gros poissons », les cambodgiens, ne sont pas les Vietnamiens mais les Chinois, qui contrôlent le commerce, fixent le taux du riel par rapport à l'or et au dollar. Ce sont eux qui dominent les circuits de distribution et de contrebande. C'est avec leurs représentants que le gouvernement négocie, parfois rudement, quand il faut calmer l'inflation ou renflouer les caisses vides de l'Etat.

Les Vietnamiens, dit-on ici, sont des « petits ». Le chauffeur - l'équivalent du taxi-brousse africain - qui fait la navette entre Phnom-Penh et Ho-Chi-Minh-Ville (Saïgon) n'est pas propriétaire de sa voiture. Aucun Vietnamien ne peut afficher villa et auto. Les pêcheurs vivent sans eau ni électricité. A Phnom-Penh, la forte minorité vietnamienne se partage entre maçons, mécaniciens, électriciens, coiffeurs, vendeurs ambulants et prostituées. Sur le Mékong, on trouve de petits trafiquants d'or, de caoutchouc ou de produits importés comme des motos, des sacs de riz et du matériel hi-fi. Mais ceux qui tirent les ficelles des gros trafics sont, la plupart du temps, Chinois et Sino-Khmers.

Du temps du prince Sihanouk, Phnom-Penh était une ville de quelque six cent mille âmes, qu'on partageait volontiers en trois : un tiers de Cambodgiens (administrations et services), à peu près autant de Chinois (gros commerçants) et le reste de Vietnamiens (petits commerçants et artisans). Il y avait alors de petites communautés vietnamiennes dans les autres villes et une forte concentration de saïgonais - deux cent mille - dans les grandes plantations d'hévéas de

Fest du royaume. Ces derniers, originaires du Tonkin, avaient été séjournés des sources vietnamiennes coloniales françaises dans l'entre-deux-guerres.

En 1970, après avoir désigné le prince Sihanouk, le futur maréchal Lon Nol avait fait massacrer plusieurs milliers de Vietnamiens, provoquant un exode massif vers le Vietnam du Sud. Des civils vietnamiens ont commencé à revenir au Cambodge quand leur armée, fin 1978 et début 1979, a chassé les Khmers rouges du puvnir et occupé l'ensemble du pays. Ces dernières années, ils sont revenus en grand nombre. Beaucoup ont été recrutés par le régime de Phnom-Penh, qui en est originaire. La plupart parlent désormais le khmer et certains ont fondé des foyers sur place.

### Une présence longtemps pesante

C'est le cas de Nhan, né en 1954 dans un faubourg de Phnom-Penh, qui s'est sauvé en 1969 au Vietnam et est revenu dix ans plus tard. Il a trouvé un petit emploi, s'est marié avec une Cambodienne. Avec leurs deux jeunes enfants, ils vivent dans une pièce louée dans une grande villa, au centre de la capitale. « La vie est dure mais on y arrive », dit-il. Dans ces milieux désertés, la cohabitation entre Vietnamiens et Cambodgiens semble ne pas poser trop de problèmes. On y vit au jour le jour, dans l'entraide. En revanche, le réflexe anti-vietnamien est beaucoup plus net parmi les cadres du régime ou la nouvelle bourgeoisie de la capitale.

Pendant plusieurs années, la présence militaire et administrative du Vietnam a été pesante. Des unités, mal payées, ont vécu sur le terrain et, dans l'administration, le poids des « experts » était rudement ressenti. Les Cambodgiens ne se sont sentis les coudées plus franches qu'à partir de 1987-1988, soit un ou deux ans avant le retrait du corps expéditionnaire de Hanoi. Les administrateurs vietnamiens sont partis les premiers.

An début de juillet, pour appuyer l'armée de Phnom-Penh - si l'on en croit de bonnes sources, le coolidge vietnamien ne comptait plus que quatre mille hommes : naites mobiles, experts, artilleurs et officiers d'état-major. Ce support, léger mais efficace, a suffi ooo seulement à tenir les

Khmers rouges à distance mais aussi à les affaiblir progressivement. Selon des sources vietnamiennes, les effectifs des combattants khmers rouges se seraient vus que de treize mille hommes, contre quinze mille fin 1989. D'autres observateurs pensent que leur nombre est aujourd'hui inférieur à dix mille.

Dans la communauté vietnamienne, la majorité des gens n'ont qu'un pied au Cambodge. Ils y restent tant que les choses ne tournent pas à l'air et n'y investissent que ceux qui sont enregistrés auprès des commissariats de police sans doute minuscules. Phnom-Penh affirme que cette communauté compte moins de cent mille âmes. Le nombre des résidents thaïlandais, revenus au Cambodge légalement ou illégalement après une dizaine d'années d'absence, est estimé à dix mille personnes. Les Vietnamiens sont donc beaucoup plus nombreux et il suffit de se promener un peu à Phnom-Penh, du côté du marché central ou du stade olympique, pour s'en rendre compte.

Mais, artisans ou pêcheurs, ils contribuent à faire tourner le pays. « Il faudrait pouvoir s'en passer. Mais ce n'est pas encore le cas. Formons des moyens, des électriciens : nous pourrions alors nous passer des Vietnamiens », explique un membre du gouvernement de M. Hun Sen. Au Cambodge, le recensement des dangers n'est peut-être pas pour demain. Tout peut arriver. Les Vietnamiens peuvent accueillir froidement le retour d'un groupe de Khmers rouges à Phnom-Penh, pour peu que ces derniers soient enfermés dans une sorte de garrison-ghetto. Mais il suffirait d'un mouvement de panique pour qu'un bon nombre, impossible à chiffrer, retransfère la frontière.

JEAN-CLAUDE POMONTI

VIETNAM : la photographie de pilotes américains portés disparus serait un faux. - Les autorités de Hanoi ont affirmé, vendredi 26 juillet, avoir fourni au sous-secrétaire d'Etat américain adjoint, M. Kenneth Quinn, la preuve qu'une photographie représentant trois pilotes américains portés disparus pendant la guerre du Vietnam o'était qu'un montage. Le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, a estimé pour sa part qu'il n'y avait aucune preuve crédible » que des soldats américains soient restés au Vietnam et que cette photo lui paraisse être un faux. - (UPI, AP, AFP.)

## Les anciens dirigeants du « printemps de Pékin » se sont réunis à Paris

Deux ans après la répression du « printemps de Pékin », six dirigeants étudiants de la place Tiananmen ont fait, du 18 au 24 juillet à Paris, le point sur leur rôle à l'époque, alors que le mouvement démocratique s'essouffait et que la Chine sort de la quarantaine qui lui avait été imposée.

Interrogé sur la question controversée de l'évacuation de la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, M. Li Lu, porte-parole du mouvement, a affirmé que « rester était la seule solution ». Outre M<sup>me</sup> Chai Ling, la « passionaria » du mouvement, M. Zhang [Boli], ancien journaliste figurant sur la liste des personnes les plus recherchées, a participé à cette réunion.

Interrogé pour la première fois depuis sa sortie de Chine il y a un mois - après deux années passées dans la clandestinité en Mandchourie - il a apporté son témoignage au *Monde* sur la situation en Chine : « Parmi les deux cents personnes qui m'ont aidé, les deux

tiers appartenaient au PCC. Il s'agissait le plus souvent de fonctionnaires moyens qui, dans certains cas, m'ont même montré les directives secrètes de Pékin nous concernant. » La majorité des membres du PCC désapprouvent la politique du gouvernement, mais ils préfèrent attendre la mort des gérontes au pouvoir plutôt que de voir un nouveau massacre.

Concernant l'activité de l'opposition en Chine, il a affirmé qu'il « existe beaucoup d'organisations clandestines qui poursuivent l'œuvre entreprise par les étudiants et diffusent l'esprit de Tiananmen au moyen d'offices et de journaux, dans toutes les couches de la société. Je ne peux vous dire où, mais j'ai moi-même rencontré un groupe d'ouvriers qui avaient écrit une liste de soldats meurtriers de Tiananmen ». Mayennant 25 000 yuans, M. Zhang a réussi à quitter le pays par Hongkong, grâce à l'aide des Triades (sociétés secrètes de la pègre). Jamais pourtant il n'a envisagé de passer en URSS toute proche, car « tous ceux qui ont essayé de franchir la frontière ont été livrés aux autorités chinoises ».

EN BREF

GUATEMALA : le gouvernement et la guérilla concluent un premier accord. - Trois mois après avoir engagé des pourparlers de paix, le gouvernement et la guérilla guatémaltèque ont conclu un premier accord sur la « démocratisation du pays » à Queretaro (Mexique), où s'est achevée, vendredi 26 juillet, une troisième série de discussions. Cet accord, qui doit servir de cadre aux futurs pourparlers, en vue de la conclusion d'un cessez-le-feu, prévoit notamment la subordination de l'armée aux autorités civiles, la fin de la dépression à caractère politique et le respect des droits des communautés indiennes. - (UPI, AFP.)

ETATS-UNIS : les Américains estiment que la guerre du Golfe aurait dû être poursuivie. - Selon un sondage de l'agence Associated Press, rendu public le 26 juillet, 70 % des Américains pensent que leur pays aurait dû poursuivre la guerre jusqu'à ce que Saddam Hussein quitte le pouvoir. Par ailleurs, un sondage réalisé pour le quotidien *USA Today*, publié samedi 27 juillet, indique que 71 % des Américains se déclarent opposés à ce que leur pays entre une nouvelle fois en guerre pour chasser le président irakien ou pour détruire le potentiel nucléaire de l'Irak. - (AFP.)

Votre plaisir grimpe quand nos prix baissent, alors

**JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE !**

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises ! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDEURS DE TISSUS... DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

**RODIN**  
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



## POLITIQUE

## Les contretemps du maire de Lyon

M. Michel Noir rencontre beaucoup d'obstacles dans la réalisation de ses projets locaux. Ses « amis » politiques ne sont pas les derniers à guetter ses faux pas...

## LYON

## de notre bureau régional

La coupure du mois d'août arrive à point nommé pour le maire de Lyon. Depuis le début de l'année, les parcs publics de la cité ont été grignolés par une succession de grains de sable, ce qui fait dire à certains élus UDF de sa majorité que « ça va mal pour le Grand ». Mais « le Grand », comme ils l'appellent, reste le « patron » de la ville, et ils le savent bien.

Il a fallu un vote à bulletins secrets, jeudi 18 juillet, à la communauté urbaine de Lyon (la COURLY), pour que le malaise prenne une tournure officielle : M. Noir posait sa candidature au SYTRAL, le syndicat chargé des transports en commun de l'agglomération lyonnaise. On a décombré quinze bulletins blancs et un nul. Les socialistes et les communistes ayant refusé de participer au vote, c'est donc des rangs de la majorité (RPR-UDF) que sont venus ces bulletins de mauvaise humeur.

La gestion de ce dossier des transports en commun a sérieusement secoué le milieu politique lyonnais, même parmi les proches collaborateurs de M. Noir. Car le 14 juin, le SYTRAL, par quatorze voix pour et deux abstentions d'élus communistes, adopte un plan de développement, à moyen terme qui s'appuie sur une complémentarité métro-tramway. Le 8 juillet, lors de l'examen du plan par la COURLY, M. Noir, estimant que le SYTRAL n'a pas respecté son cahier des charges, présente un tout autre projet, où le tramway a peu de place, et met « ces dysfonctionnements » sur le compte de difficultés de communication : or le président du SYTRAL, M. Jean Rigaud, député UDF du Rhône, est par ailleurs vice-président

de la COURLY, assis donc à sa droite. Dans la foulée, le président de la COURLY annonce que « les collectivités devraient peut-être mieux exercer » leur tutelle. C'est chose faite quelques jours plus tard : M. Henri Vianay, maire RPR du huitième arrondissement, qui venait de constituer l'association Lyco-Tramway avec un conseiller général socialiste, a démissionné du SYTRAL pour céder sa place au président de la COURLY.

## « Signes forts »

M. Noir aime à envoyer ainsi des « signes forts ». En quelques mois, il en a reçu deux, venant du tribunal administratif de Lyon. Celui-ci annule d'abord, pour vice de procédure, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise, approuvé en 1990. Ce qui fragilise la mise en œuvre de grands projets, susceptibles d'être frappés de non-conformité au précédent SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de 1978, désormais en vigueur. Il faut donc engager une nouvelle et longue procédure.

Puis le tribunal fait subir le même sort à la convention liant la COURLY au concessionnaire désigné pour réaliser et exploiter le périphérique nord, un groupe d'entreprises piloté par la société Bouygues. Le « grand chantier » du président — 5 milliards de francs d'investissement, dont 2 à la charge des collectivités locales — doit une nouvelle fois revenir en délibération. L'objectif d'ouvrir, en septembre 1994, cet ouvrage de 10 kilomètres de long, dont 6 en tunnel, commence à tenir de la gageure.

Ces échecs répétés indisposent

M. Noir. Il s'en prend au « grand chantier » de la COURLY. M. Étienne Tite, unique conseiller communautaire des Verts, auteur des recours, et estime « regrettable que certains cherchent à profiter de la complexité du dossier pour bloquer des opérations vitales pour l'agglomération lyonnaise ». Dans les couloirs, certains membres de sa majorité ironisent : « A quel bon s'entourer d'autant de juristes compétents puisqu'un écolo scolaire arrive à faire capoter le dossier ? »

« Noir est grisé de sa trop large victoire », expliquent ces élus, surveillant attentifs des moindres faux pas d'une gestion dont ils se sentent écartés. Les mêmes, conscients de leur incapacité à se démarquer, en sont à espérer que les fissures qu'ils croient observer dans l'entourage direct du maire finiront par miner le système, mais de l'intérieur.

L'annonce du départ, huit mois avant le terme de son mandat, de M. Jean-Luc Leboyer, directeur du cabinet de M. Noir, intervient dans ce contexte particulier. Celui-ci se défend du « plus petit désaccord » avec le maire de Lyon : « J'avais une opportunité professionnelle intéressante à saisir dans un groupe privé. Ce que Michel Noir a très bien compris en acceptant que je quitte mes fonctions », tient à préciser M. Leboyer, qui admet toutefois que son départ peut prêter, contre son gré, à « des interprétations erronées ».

Seul un élu, M. André Soulier, l'ancien premier adjoint UDF-PR de la municipalité sortante, dit parfois tout haut, « parce qu'il n'y a rien à perdre », ce que les autres murmurent tout bas. Par deux fois, il a profité des « questions diverses » pour interpellé directement le maire sur des sujets sensibles. En avril dernier, l'inculpation pour « complicité et recel de vol par effraction en réunion » de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet démissionnaire de

M. Noir, a provoqué un échange très tendu entre les deux hommes. Plus récemment, M. Soulier a demandé, devant des élus communautaires qui retenaient leur souffle, des précisions sur les embauches de personnel hors statut dans le « staff » de la COURLY, leur nombre, leurs fonctions et leurs salaires. Ses questions sont restées sans réponses, mais un membre de l'exécutif lui a promis qu'il pourrait avoir accès aux statistiques.

## Sérénité affichée

Ces contretemps dans la mise en chantier des équipements structurants de l'agglomération, les incidents de séance avec l'opposition socialiste, les décisions qui surprennent la propre majorité du maire de Lyon, influent sur le climat politique lyonnais. Mais M. Noir s'affiche serein. « De toute manière, à l'UDF, personne ne contrôle Soulier », dit-il pour évacuer le « cas » de l'ancien premier adjoint. Il ne s'inquiète pas des plus des socialistes, dont il dénonce régulièrement le « double langage ». « Dans mon bureau, ils me donnent leur accord. En public, ils disent le contraire. » Il en est à regretter le temps où feu Charles Herminet, depuis sa mairie de Villeurbanne, fédérait le PS de l'agglomération. « Au moins, là, on pouvait discuter. » A l'évidence, pour lui, M. Jean Popereau et Jean-Jack Queyroux ne s'investissent pas suffisamment dans les affaires lyonnaises pour présenter un véritable danger.

Ses relations avec la droite, surtout le RPR, sont certainement plus délicates, notamment dans la perspective des élections régionales. Sa

défection comme député du Rhône, en février dernier, en pleine crise du Golfe, avait été somme toute fort discrète : 70 % d'abstention. Mais il avait alors noté « l'effondrement des partis traditionnels » à Lyon, à juste raison puisque seuls les candidats du Front national avaient dépassé, au premier tour, les 15 % de votants.

Depuis, il s'est installé, modestement, sur le banc des non-inscrits à l'Assemblée nationale et n'a ouvert, à Lyon, le bureau de son « mouvement ». Nouvelle Démocratie. Rien qui puisse vraiment suffire à donner un nouvel élan à sa volonté de « rénovation de la politique ». « Ce sera plus long que prévu », concède-t-il aujourd'hui.

En attendant, M. Noir ne peut être totalement absent des prochaines échéances électorales. Il doit donc tenir compte de l'UDF et du RPR, qui se sont accordés sur deux points : une liste commune pour les régionales, et le principe d'un contingent de places éligibles pour les proches du maire de Lyon. « Il faut respecter la logique des électeurs », estime-t-il, s'en tenant aux résultats des législatives partielles. Mais le RPR ne saurait accepter une surreprésentation de ce courant, et se méfie de la « double appartenance », selon l'expression du secrétaire départemental du RPR, M. Jean Besson, député de la dixième circonscription : en clair, la situation de ceux qui, toujours « encartés » au RPR ou à l'UDF, sont aussi, par leurs fonctions à la mairie ou à la COURLY, des « notistes ».

Le RPR est d'autant moins disposé à composer avec M. Noir qu'il a très mal accepté ses insinuations, lors d'un entretien sur la Cinq, à propos de l'inculpation de M. Sarroca. M. Noir avait évoqué l'hypothèse d'un « coup monté » et expliqué que « certains n'avaient pas apprécié son départ du RPR ».

L'affaire du cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, candidat soutenu par le RPR, suit, normalement, son cours judiciaire. Mais elle continue d'alimenter la chronique de la querelle politico-familiale. A propos de M. Botton, marié à une de ses filles, M. Noir avait déclaré qu'il ne souhaitait « à personne un gendre comme celui-là ».

Il ne souhaite pas non plus que le « Groupe Pierre Botton » soit présent sur les bords du stade de Gerland, où évolue l'équipe de football, l'Olympique lyonnais. Se fondant sur une délibération du conseil municipal de Lyon, en date du 4 octobre 1976, qui lui donne un droit de regard sur les publicités apposées autour du stade, M. Noir vient de faire retirer les panneaux de son gendre : leur message n'a pas de valeur commerciale, explique-t-on à la mairie, mais revêt une dimension personnelle, voire politique. La sérénité de M. Noir a des limites.

BRUNO CAUSSÉ

o Les associations para-municipales de Ceococs dissoutes. — M. Michel Mouillat, maire (UDF) de Cannes, a annoncé, vendredi 26 juillet, son intention de dissoudre toutes les associations para-municipales de sa ville pour les remplacer par une « société d'économie mixte des événements cannois » constituée de 25 membres dont 10 élus et dotée d'un capital de 15 millions de francs. M. Mouillat désire introduire « plus de clarté et de transparence » dans la gestion de Cannes.

## Les difficultés de M. Carignon

## La cour d'appel de Paris est saisie du dossier de l'association Animation sociale Grenoble

Le conseil municipal de Grenoble s'est prononcé, vendredi 26 juillet, par 41 voix (RPR, UDF, Société civile et nouvelle gauche) contre 12 (PS, écologistes et Front national), pour la réintégration dans le budget général de la ville de la comptabilité de l'association paramunicipale Animation sociale Grenoble (ASG), mise en cause par la chambre régionale des comptes (le Monde du 25 juillet). La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé le même jour d'instruire ce dossier.

## GRENOBLE

## de notre correspondant

Le conseil municipal de Grenoble s'est réuni d'urgence en séance extraordinaire, vendredi 26 juillet, à la requête de la chambre régionale des comptes qui lui demandait de staturer dans un délai de deux mois sur les comptes de l'association ASG. Dans son jugement provisoire rendu le 7 juin, la chambre soulignait que les fonds versés sous forme de subventions — les sommes totales attribuées à l'ASG entre 1986 et 1990 s'élevaient à 1 085 000 francs — ont été « extraits irrégulièrement de la caisse communale » : elle relevait également la « gestion occulte » du compte par un fanatisme cherché des finances de la ville. En outre, le jugement faisait état, à propos des deux comptes bancaires ouverts au nom de l'ASG, l'un pour les cotis de Noël, l'autre pour des opérations de « communication sociale », « d'une dissimulation soignée ». Des précautions avaient d'ailleurs été prises pour rendre sa gestion la plus discrète possible. Ainsi les relevés bancaires n'étaient pas adressés au siège de l'ASG mais directement à la mairie de Grenoble.

La chambre estimait enfin que les dépenses effectuées à partir du compte numéro 030 422 2300 l'avaient été « à l'insu de l'association et sans lien avec l'activité sociale de celle-ci, mais pour le compte de la ville de Grenoble », « qu'elles avaient été soustraies irrégulièrement au contrôle de la

comptabilité municipale », « que cette opération avait été rendue possible par l'émission de mandats fictifs quant aux destinataires réels des subventions, dès lors que l'association, présentée comme bénéficiaire de celles-ci, n'en avait pas, en réalité, le libre disposition ».

L'opposition municipale disposait d'un dossier « en béton », pensait-elle, pour accabler la majorité du conseil et son maire, M. Alain Carignon (en congé du RPR). M. Jean-Paul Giroud, conseiller municipal socialiste, a émis la dénoncé « le financement de campagnes politiques grâce à des subventions d'aide sociale ». Le PS, comme le Front national, s'est par ailleurs étonné de la multiplication des « affaires » : surfacturation et gonflement divers des dépenses d'un montant de 16,5 millions de francs à l'OPHLM de la ville de Grenoble, utilisation frauduleuse du compte de campagne de M. Carignon par sa sœur alors qu'elle travaillait à ses côtés à l'hôtel de ville. Autant de faits qui brouillent, selon l'opposition, l'image de Grenoble et qui, selon M. Michel Destot, conseiller municipal PS et député de l'Isère « illustrent le système en cours dans la ville, le système Carignon ».

## « Broutilles administratives »

Absent, à la demande de la chambre régionale des comptes, de ce conseil municipal extraordinaire, M. Carignon et ses trois adjoints concernés par la gestion de l'ASG, MM. Jean-Jacques Guillemot, Jean-Paul Saul-Guibert et M. Françoise Paramelle, devaient être ardemment défendus par leurs amis politiques qui dénonçaient « la dimension déraisonnable prise par cette affaire où il n'y a eu ni détournement de fonds ni indécence, ni financement occulte ni enrichissement personnel ». « Nous avons offert à des brouillards administratifs », a affirmé M. Richard Cazenave (RPR). Le jour où nous ferons une grande blaise, que se passera-t-il ?

M. Guy Névache (div. g.) qui fit son entrée dans l'équipe de M. Carignon lors des élections municipales de 1989 pour devenir adjoint aux grands travaux, a

construit ensuite, avec précision et malice, la défense de son « patron ». Cet ancien responsable socialiste, proche collaborateur jusqu'en 1982 de M. Louis Mermaz, alors président du conseil général de l'Isère, et de l'ancien maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, fut longtemps trésorier du PS. Pour lui, cette nouvelle « affaire » est « minable, misérable et mineure » et doit être réduite à un simple « problème de gestion municipale ». « Alain Carignon », conclut M. Névache, « irrite beaucoup de gens parce qu'il sort des balles politiques. Il fait horriblement mal à droite comme à gauche. Il s'est engagé dans une voie roche. C'est notre meilleur pilote mais il dérange. » Ce discours, tenu par un homme fraîchement rallié à M. Alain Carignon et dont l'itinéraire politique se situe précisément à gauche, fut éblouissant par la majorité du conseil municipal. Par 41 voix contre 12, le conseil décidait finalement la réintégration, dans les caisses de la ville, des subventions publiques de l'association Animation sociale Grenoble. Les socialistes annonçaient aussitôt leur intention de déposer dans les meilleurs délais un recours devant le tribunal administratif de Grenoble pour demander l'annulation de cette délibération.

Quelques heures plus tôt, le conseil municipal avait eu la surprise d'apprendre que la chambre criminelle de la cour de cassation venait de désigner la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris pour instruire le dossier de l'association Animation sociale Grenoble. Les socialistes annonçaient aussitôt leur intention de déposer dans les meilleurs délais un recours devant le tribunal administratif de Grenoble pour demander l'annulation de cette délibération.

CLAUDE FRANCHILLON

## LIVRES POLITIQUES

## ANDRÉ LAURENS

Q'ONT-ils donc dans la tête, les princes qui nous gouvernent ? La question s'est posée de tout temps, chaque fois qu'une décision politique a paru inadéquée à la situation, contraire aux intérêts particuliers ou absurde. La réponse est simple : nos gouvernants ont un cerveau dans la tête, dont ils se servent chacun à sa manière, comme nous le faisons nous-mêmes. Les progrès de la neurobiologie permettent d'aller plus loin que ce constat dans la connaissance des comportements et, notamment, des comportements politiques qui nous intéressent ici.

Notre cerveau se divise en deux hémisphères qui ne subissent eux-mêmes en trois parties : corticale, dorsale, ventrale et des lobes : limbique, dorsale et ventrale, domaine de l'action et des sentiments ; reptilien, domaine des réflexes. Un chercheur américain, Neil Herman a imaginé une méthode, à base d'interrogatoires et d'encéphalogrammes, déterminant, pour chaque individu, quelle partie de son cerveau il sollicite de préférence. En vérité, il en utilise plusieurs mais suit un ordre préférentiel qui le définit personnellement.

Neil Herman a ainsi obtenu une typologie permettant de distinguer les adeptes du corticel gauche ou droit et du limbique droit ou gauche. Rien à voir, ce serait trop commode, avec les inclinaisons politiques ainsi qualifiées, qui ont leur origine dans l'histoire parlementaire. Une historienne, Marie-Joséphine Chavlin, a appliqué cette méthode « neurobiologique » aux hommes d'Etat, de Louis XI à François Mitterrand. Tous les sujets retenus, même parmi les vivants, ne se sont pas spontanément prêtés à l'expérimentation en répondant au questionnaire qui leur avait été soumis. M.-J. Chavlin a étudié les cas de soixante-treize personnalités connues, dont vingt-neuf, bien présentes sur la scène politique française, sa zone pléide de bonne grâce au test. Pour les autres, qu'il n'était pas possible de joindre outre-temps, ou qui étaient trop occupés ici-bas, elle a trouvé des éléments de réponse à son investigation en piochant patiemment dans la documentation disponible.

Cette étude fait ressortir que, dans l'échantillon retenu, trente-

## Tout dans la tête

huit personnalités sont identifiables comme des corticels gauches. Ce sont, dès l'enfance, de brillants sujets ; ils ont l'esprit clair et rationnel, le sens du mot juste, le goût de l'action méthodique et le sentiment de leur supériorité. Dans ce groupe, dit des « experts » par l'auteur, figurent entre autres Raymond Barre, Pierre Bérégovoy, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard, mais aussi Bayard, Napoléon, de Gaulle, Gorbatchev, Kennedy, Trotski et Lénine.

Les hommes d'Etat qui utilisent préférentiellement le limbique gauche se rangent parmi « les organisateurs ». Stricts dans leur mise, pudiques, parfois timides, ils n'en ont pas moins du caractère mais ils savent canaliser leurs pulsions. Ils aiment le pouvoir, ont l'esprit de famille ou de clan et se révèlent méthodiques et tenaces à la tâche. On retrouvera dans ce groupe des noms figurant dans le groupe précédent (de Gaulle, Mendès France) mais aussi ceux de François Mitterrand et Jacques Chirac.

« Les individus qui utilisent de préférence leur cerveau droit », écrit M.-J. Chavlin, sont souvent artistes, innovateurs, visionnaires. Ils ont l'esprit d'entreprise et le goût du risque. Ce sont également des communicateurs de talent. Les « communicateurs » privilégient le recours au limbique droit. Les femmes semblent à l'aise dans ce groupe où Jeanne d'Arc, Catherine de Médicis, vainement avec Françoise Giroud et Simone Veil, aux côtés de Léon Blum, Georges Clemenceau, Mussolini, Ronald Reagan et Henri IV. Ce sont des personnalités instinctives, hypersensibles, qui ont besoin d'être écoutées, ou admirées, et qui savent séduire. Elles ont le sens du dialogue, le goût de la négociation, de la pédagogie et du militantisme.

La forte préférence corticale droite définit le groupe des « stratèges », plus difficile à cerner dans ses caractéristiques. Les stratégies sont originales et dérou-

lants ; ils manient plus volontiers les images que les chiffres conformément à leur sensibilité artistique. Assurés, ambitieux, ils ne manquent pas d'humour et font, généralement, cavalier surl. Louis XIV, Winston Churchill, François Mitterrand, Georges Pompidou, Bettino Craxi, sont présents dans cette rubrique.

La complexité humaine étant ce qu'elle est, la plupart des individus répartissent leurs préférences entre deux ou trois parties du cerveau, ce qui nuance, bien sûr, le classement par hémisphère et parie d'hémisphère et épaissit le mystère de certains caractères. « Tous les profils qui font intervenir les deux hémisphères, en combinant deux, trois ou quatre références, sont, dit l'auteur, à l'origine de personnalités plus complexes, plus difficiles à cerner, aux réactions surprenantes et inattendues. Ce sont des personnalités baroques et parfois flamboyantes qui passionnent et donnent lieu à de nombreuses analyses et interprétations contradictoires. Ils ne laissent pas indifférents. Ils déconcertent. »

De la sorte, les hésitations, les contradictions, les fluctuations, bref ces comportements parfois incompréhensibles que l'an décode chez MM. Mitterrand, Rocard, Chirac et, dans le passé, chez Mazarin ou Blum, viennent de ce que ces personnalités ont de « des cerveaux interconnectés » et qu'elles sollicitent concurremment leurs zones corticales et limbiques de gauche et de droite.

A partir de ces observations, Marie-Joséphine Chavlin examine quelques profils historiques et croit pouvoir déceler une « diagonale du pouvoir » chez ceux qui ont à la fois des préférences dans le limbique gauche et la corticale droite. Même si l'on nous répète qu'il n'y a là aucune analogie avec la division politique classique, on ne peut s'empêcher de penser que « la diagonale du pouvoir » permet, au moins dans la tête, de franchir les frontières d'une bipolarisation contrainte et de jouer sur les deux tableaux : cela ressemblerait assez à la politique. » Ces cerveaux qui nous gouvernent, de Marie-Joséphine Chavlin, Robert Laffont, 376 pages, 130 F.



# SOCIÉTÉ

L'aménagement de la région parisienne

## L'Etat accorde 560 millions de francs de plus pour le logement social

Présidé par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et en présence de M. Christian Sautter, préfet de région, le comité de gestion du Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France a décidé, jeudi 25 juillet, d'affecter 560 millions de francs supplémentaires à la construction de logements sociaux. Cette somme représente 4 400 appartements qui devraient être mis en chantier principalement à Paris, dans les Hauts-de-Seine et dans la petite couronne.

Plus nécessaires et le plus difficiles à réaliser en raison du prix des terrains.

Ne comptant en son sein que des fonctionnaires et présidé par le ministre de l'équipement, le comité de gestion est entièrement entre les mains de l'Etat qui s'est donné ainsi un puissant instrument d'intervention sur l'aménagement de l'Ile-de-France. La taxe sur les bureaux rapporte actuellement environ 1 milliard de francs par an.

### Rééquilibrer les emplois

Les décisions du comité étaient attendues avec d'autant plus d'intérêt que les avis divergent sur l'aménagement de la région capitale. M. Jacques Chirac, maire de Paris, souhaite que sa ville conserve, en termes d'emplois, toutes ses chances dans la compétition européenne. M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, veut en faire autant pour son département qui est déjà le lieu d'implantation privilégiée de nombreux sièges sociaux.

L'Etat, en revanche, ambitionne de limiter la croissance démographique de l'agglomération et sur-

tout d'y rééquilibrer la répartition des emplois et des catégories sociales. Conséquence: Paris perdrait dans les vingt-cinq ans à venir environ 200 000 emplois de bureaux et 150 000 habitants. Comment parviendrait-on à harmoniser ces orientations contradictoires dans le schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'Ile-de-France qui devrait être publié en 1993? Tel est l'objet du débat qui oppose actuellement Paris, la majorité du conseil régional et le gouvernement. C'est dans ce contexte que les décisions du comité de gestion du fonds d'aménagement ont été prises.

Pour la première fois le ministre lui-même, M. Paul Quilès, avait tenu à le présider. Il y avait cette fois à répartir 600 millions de francs qui n'avaient pas été utilisés l'an dernier à cause de blocages administratifs, et un milliard de francs pour 1991. Les 560 millions qui ont été affectés à la construction sociale consistent en supplément considérable dont l'emploi ne dépend que de l'Etat. Ils permettront la construction de logements neufs et la réhabilitation de quartiers comme celui des Bouquets à Montfermeil. Ces crédits viendront s'ajouter aux dotations déjà attribuées pour 1991 à l'Ile-de-France (1,4 milliard). En outre,

200 millions seront utilisés pour acheter les terrains nécessaires en Val-de-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans Paris intra-muros.

Pour faciliter les déplacements des Franciliens, le comité abonde de 220 millions de francs les crédits déjà prévus pour la réalisation de trois grands projets: la ligne Eole qui doit relier l'Est parisien à la gare Saint-Lazare en passant par les gares de l'Est et du Nord; la ligne de métro Métro qui dessert la future gare Seine-Rive gauche et notamment la grande bibliothèque de France (projet cher au chef de l'Etat); la ligne D du RER qui traversera la capitale en diagonale en passant par Châtillon et la gare de Lyon. Enfin, 200 millions de francs vont servir à accélérer l'achèvement de la fameuse rocade A 86, si difficile à faire passer dans l'Ouest parisien et qui devrait être bouclée en 1993. En répartissant ainsi le produit de la taxe sur les bureaux, le comité présidé par M. Quilès a préparé l'application du futur SDAU de l'Ile-de-France, à tout le moins celui qui est souhaité par le gouvernement.

MARC AMBROISE-RENDU

Lire en première page le « Point de vue » de M. Paul Quilès

Le jamboree des Scouts de France

## Les exploits des « chemises bleues »

A pied, à vélo, en péniche, en roulotte, venue de toute la France, 25 ont réuni le château de Jamboree, dans les Yvelines, pour le grand rassemblement national des scouts de France: le deuxième jamboree depuis 1985, qui se tient du 26 au 29 juillet. Dans la grande tradition, les « chemises bleues » pénètrent dans le parc, chaque troupe précédée d'une bannière aux emblèmes de la région d'origine. Ceux et celles du Nord-Pas-de-Calais ont pédalé depuis Amiens. Voilà l'exploit qui ouvre les portes du jamboree. Les scouts de Nice, de Basse-Normandie, de l'Alsace, de la région de la Loire, ont réalisé dans l'année un exploit à caractère humanitaire: un relais au bénéfice du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), chaque kilomètre étant payé par un sponsor.

Dix-huit mille garçons et filles se sont donné rendez-vous pour ces quatre jours, au cours desquels ils explorent des « terres d'aventures », présentent leurs exploits et jouent leur rôle de scouts, autre terme pour les BA ou bonnes sections. C'est-à-dire qu'ils se font les loups, les scouts, les pionniers et les compagnons? « On apprend à se débrouiller tout seul, à vivre avec les autres, avec la nature aussi », explique Alexandre, treize ans. D'une patrouille à

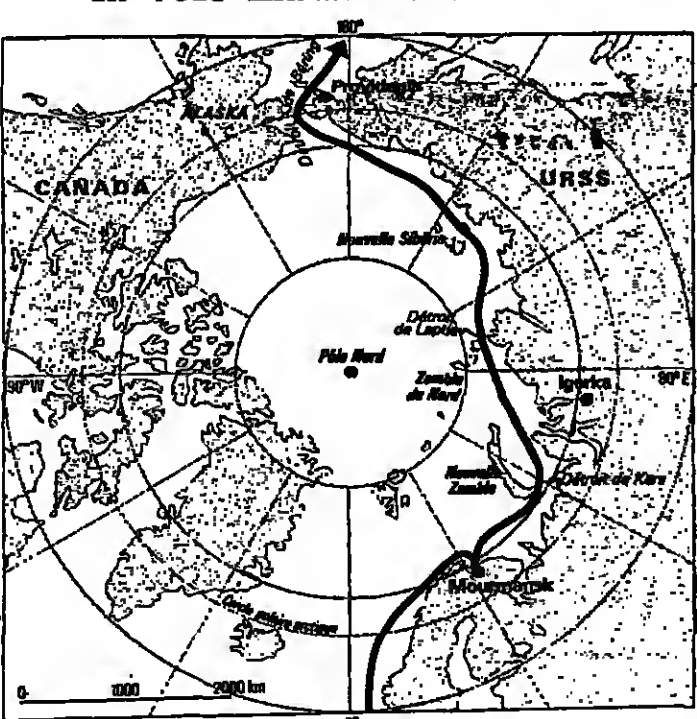
l'autre, les réponses reviennent en leitmotiv. « Chez les scouts, on a plus de responsabilité que chez nous ou à l'école », ajoute Marc, douze ans. Le projet pédagogique du scoutisme tient en ces quelques mots, et à en juger par la réussite du mouvement (220 000 membres dans le pays, 110 000 pour les seuls Scouts de France, d'obédience catholique), et non regim de vigueur dans les dernières années, enfants, adolescents et parents y trouvent leur compte.

François, âgé de vingt-quatre ans et animateur pour le département du Nord, a parcouru toutes les étapes de la vie d'un scout. « Cela m'a appris à avoir de l'assurance, à être sûr de soi », dit-il. La religion? Beaucoup de jeunes entendent chez nous sans être catholiques », explique Bertrand Chénay, commissaire général des Scouts de France. « Nous leur proposons un cheminement spirituel, sans jamais les obliger à se faire baptiser. » Education par le jeu et réflexion religieuse cohabitent: ainsi, sur l'aire de prière, devant la chapelle bâtie en deux jours par des pionniers, des « chemises bleues » jouent du base-ball. En attendant le coup d'envoi de cet « événement unique dans la vie d'un scout », le jamboree.

S. D.

## SCIENCES

### L'« Astrolabe » sera le premier navire occidental à réutiliser la voie maritime du nord



Le navire polaire français l'« Astrolabe » devait partir, samedi 27 juillet, du Havre, à destination du « passage du nord-est ». C'est la première fois depuis plus de soixante ans qu'un navire non soviétique va emprunter la route maritime qui, de Mourmansk au détroit de Béring, permet d'aller du nord de l'Atlantique au nord du Pacifique.

L'« Astrolabe », le navire polaire français de la société Fina (filiale de la Compagnie nationale de navigation) qui assure, depuis 1988, la relève et l'approvisionnement de la base antarctique française de Dumont-d'Urville - donc libre pendant l'été boréal - a été loué par l'association Mers magnétiques. Arrivé à Mourmansk le 3 août, il en repartira le 5 pour atteindre le port japonais d'Hokkaido (au sud de la grande Ile d'Hokkaido) le 2 septembre. A temps donc pour revenir au Havre et en repartir le 12 ou le 13 octobre à destination de l'Australie et de la Terre-Adélie.

La route du passage du nord-est - entièrement située au nord du cercle Arctique - est longue de quelque 5 000 kilomètres. Elle suit d'assez près la côte septentrionale de Sibérie. Elle est jalonnée de plusieurs passages rendus difficiles par la glace de mer: le détroit de Kara (entre la Nouvelle-Zemble et le continent asiatique), le cap Tchouliousskine (pointant vers les îles

de Zemle du Nord) et le détroit de Laptev (entre la Sibérie et l'archipel de Nouvelle-Sibérie). En dépit de ces difficultés, les Soviétiques l'ont empruntée huit fois par an, souvent d'ailleurs en la faisant parcourir par des convois de bateaux polaires navigant à la queue leu leu derrière des brise-glace.

Au mois d'août, la route du passage du nord-est est, en général, assez praticable. Mais, si l'« Astrolabe » pour avoir recours, si besoin est, à des brise-glace stationnés en permanence en divers points de la côte de Sibérie. Le voyage de l'« Astrolabe » prévoit, si les autorisations arrivent à temps, de rencontrer l'« Albatros » jusqu'à Igarka, une ville située à deux jours de navigation de l'estuaire du fleuve, ainsi qu'une escale à Provideniya, un port situé au débouché du détroit de Béring.

L'association Mers magnétiques voulait faire ce voyage pour montrer que la recherche en Antarctique n'était pas tout, et que la recherche en Arctique devait être relancée, en particulier, par la France. Mais les Soviétiques n'ont pas donné l'autorisation de faire de la recherche à bord de l'« Astrolabe » pendant le voyage dans le passage du nord-est. Même si la Compagnie nationale de navigation prend à sa charge une partie des frais du voyage, l'association n'a pu trouver de sponsors français pour payer le complément du prix fort élevé d'un tel voyage dont le principal contributeur est le groupe de presse japonais Asahi Shimbun.

Y. R.

## SPORTS

CYCLISME : le 78<sup>e</sup> Tour de France

## Transition soviétique

La vingtième étape, Aix-les-Bains-Mâcon, a été remportée, vendredi 26 juillet, par le Soviétique Viatcheslav Ekmov devant son compatriote Djamilidine Abdoujaparov. Le coureur Espagnol Miguel Indurain était toujours porteur du maillot jaune avant le contre-la-montre, disputé samedi dans le vignoble mâconnais.

MÂCON

de notre envoyé spécial

Lors d'une étape dite de « transition », comme celle qui a

été disputée vendredi 26 juillet entre Aix-les-Bains et Mâcon, il ne se passe rien d'exceptionnel. Les équipes de maillots jaunes contrôlent la course et chacun se prépare à l'épreuve contre la montre prévue samedi. L'occasion est donc offerte aux sages du peloton pour faire, enfin, parler d'eux ou de leur employeur.

Le Néerlandais Rob Harmeling, un coureur solidement accroché à la dernière place du classement général, en a donc profité pour pousser une petite pointe de vitesse à 4 kilomètres de l'arrivée. Quel joli pied de nez, ce sort aurait pu s'offrir cet homme de

vingt-sept ans, novice porteur d'eco dans l'épreuve, victime de cinq chutes depuis le départ de Lyon, habitué de l'autobus, ce peloton qui regroupe les attardés dans les routes en pente! M. Lantier rouge, comme on l'appellera dans les critiques à venir, a tenu sa chance. Hélas! pour lui un coureur soviétique a pris sa route.

Que pouvait-il le pauvre Rob Harmeling contre le champion olympique de poursuite Viatcheslav Ekmov? Il s'est à droite sur le pont qui enjambe la Saône, et son adversaire est parti à gauche, de la même façon que sur les pistes où il a longtemps exercé ses talents d'amateur. Après la victoire

## Champion

plus nuancées. Miguel Indurain, vingt-sept ans, est décrit comme un coureur qui « ne fait pas de bruit » et qui « manque de quelque chose », notamment d'un « charisme ». Le mythe régnant des émotions, des étonnantes bien campées, des « blagues », des porteurs de lunettes, des « forçats ».

Piètre comédien

Il faut avoir entendu Marc Madiot prendre la défense de la « profession » pour comprendre à quel point certains coureurs vibrent à leur propre histoire, à leur histoire de coureur, de public, du cinéma des mois de juillet de leur enfance. Sur ce plan, Miguel Indurain, jusqu'à présent, s'est montré piètre comédien. Sur le podium, il a Claude Chiappucci embrassé deux filles à la fois, il est sobre, geucha, presque ému, ému de son propre succès. Et pourtant, il en va des préposés à la bise comme des maillots jaunes: les organisateurs ont prévu plusieurs tailles.

Si le cyclisme doit se prêter au rava, comme le souhaite Marc Madiot, le « porte-parole » du peloton, il faut reconnaître que le héros du jour ne le conduit pas très loin. Lorsqu'il parle sans sous-entendre de son manager-traducteur, Indurain est même des plus terre-à-terre. Au départ, le cyclisme n'était pour lui qu'un « divertissement » égrénant des sandwiches et de limonade. Aujourd'hui, c'est un gagne-pain. Dans trois ans, le champion espère pouvoir vivre sans travailler. Car lui aussi se pose « la grande question » de

se voir à quoi sert de monter des cols qu'on redescend aussi vite et aussi tôt (1). Ses deux mois de vacances se partagent entre le village de Villave et les Canaries, avec Marino Lejarreta.

S'il a acheté récemment une voiture digne de ce nom, c'est, selon l'un de ses familiers, qu'il était amoureux. Il ne se revendiquait même pas Basque, alors que ses supporters s'entendaient à voir celui qui a participé cette année à Parmeline à l'envolement d'un disque un favori de la langue basque, porter le drapeau « national » sur les Champs-Élysées. Dernier reproche: Miguel Indurain n'est pas médiatique. « Il a une gueule, de l'air, il est assis sur un tas d'or, mais il ne sait pas se vendre », affirme l'un des grands du peloton.

Avec Miguel Indurain, on est loin, on le voit, du cycliste en voie de crucifixion et culpabilisant de gagner plus que le SMIC grâce à ce martyre. En cela, il est peut-être représentatif d'une génération réaliste de coureurs, qui, à l'image de Gianni Bugno ou Erik Breukink, sont discrets, presque effacés hors vélo, et se prêtent mal à la caricature. Indurain, c'est tout dire, a peur des taureaux. A ce type de champion, les traditionnalistes ont donné une étiquette - elle sert aussi pour Greg LeMond - qui traduit tout leur embarras: ils sont « modernes et atypiques ». Autrement dit normaux et de plus en plus nombreux.

CORINE LESNES

(1): Citations extraites d'un entretien publié par l'« Equipe » le 24 juillet.

Les « camarades amateurs » sont vite devenus des « pros » de la compétition. En abandonnant les canons du sport officiel, ils ont appris à gérer leur carrière. Ainsi Viatcheslav Ekmov a-t-il gagné, en 1990, une entrée dans l'équipe néerlandaise Penasonic pour 500 000 dollars. Certes, une partie de cette somme a été versée à son entraîneur de toujours, Alexandre Kouznetsov, responsable de l'école de cyclisme de Leningrad, pour aider les jeunes sportifs du pays. Des futures roulettes pour le Tour de France, qui pourront, plus facilement que lui, au vu de l'évolution de la situation politique, obtenir un visa pour venir tenter leur chance sur les routes d'Europe, et gagner des courses et de l'argent.

### SERGE BOLLOCH

Vingtième étape  
Aix-les-Bains-Mâcon (180 km)  
Classement de l'étape. - 1. Viatcheslav Ekmov (URS) 4 h 12 min 52 s; 2. Djamilidine Abdoujaparov (URS) à 7 s; 3. Clif Ludwig (AUS); 4. Jean-Claude Colini (FRA); 5. Laurent Jalabert (FRA) 15 m.

Classement général. - 1. Miguel Indurain (Esp), en 95 h 05 min 58 s; 2. Gianni Bugno (Ita) à 3 min 08 s; 3. Claudio Chiappucci (Ita) à 4 min 48 s; 4. Charles Mottet (FRA) à 4 min 57 s; 5. Luc Labanie (FRA) à 6 min 53 s.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
CHAMPS ÉCONOMIQUES

# Lyon

projets locaux, pas...

Le maire de Lyon, Jean-Paul Baudouin, a annoncé, jeudi 25 juillet, que la ville de Lyon ne participerait pas à la construction d'un nouveau pont sur le Rhône. Cette décision a été prise par le conseil municipal, après une longue discussion. Le maire a déclaré que la ville ne voulait pas s'engager dans une telle opération, qui serait très coûteuse et qui ne serait pas nécessaire.

Le conseil municipal a également discuté de la construction d'un nouveau pont sur le Rhône. Le maire a déclaré que la ville ne voulait pas s'engager dans une telle opération, qui serait très coûteuse et qui ne serait pas nécessaire.

Le conseil municipal a également discuté de la construction d'un nouveau pont sur le Rhône. Le maire a déclaré que la ville ne voulait pas s'engager dans une telle opération, qui serait très coûteuse et qui ne serait pas nécessaire.

# Tout s la tête

Le conseil municipal de Lyon a discuté de la construction d'un nouveau pont sur le Rhône. Le maire a déclaré que la ville ne voulait pas s'engager dans une telle opération, qui serait très coûteuse et qui ne serait pas nécessaire.



### A la suite des typhons et des inondations

## L'aide aux millions de sinistrés s'organise en Chine

Il est un *maître* des raisons de garder, d'induire une telle évocation si rude soufflée. D'abord parce qu'elle nous conduit tout droit, à travers tant de siècles, à un cynisme nommé Donatien-Alphonse, marquis de Sade. Mais aussi parce que le cynisme ancien superpose à cette image d'autres, non moins indiennes, voire confucéennes, avec la première, quelquefois franchement contradictoires.

Il y a plus. Ce cynisme qui sent le soufre et la subversion ne va cesser d'être policé par certains de ses commentateurs, d'être présenté sous des formes de plus en plus diverses, de sorte que le leurre des diverses idéalisations de rien d'étonnant si, à un moment de l'aperçue du christisme

nisme, s'installe une certaine parenté entre la nouvelle religion et un certain cyoisme populaire (Gerald

**Pas de grand esprit sans folie**

On doit à Heinrich Niehuus-Pröbsting (Münster) l'histoire passionnante et très éclairante de la réception d'Alexandre Dumas au XIX<sup>e</sup> siècle, du cynisme à l'époque moderne. Dans son dictionnaire historique et critique (publié à partir de 1695), Pierre Bayle trace de Diogène, ce «*Socrate devenu fou*» dont avait parlé Platon

un portrait saisissant : « Diogène le cynique a été un de ces hommes extraordinaires qui ontrent tout, sans

### Difficile cohabitation à Marigny-le-Grand (Marne)

## L'outarde et les Tziganes

Une œuvre comme le *Nouveau Rameau* de Diderot est tout entière placée sous le signe d'un Diogène explicitement invoqué au début du dialogue et dans son cours, mais en qui peuvent se reconnaître tantôt le narrateur («Moi»), tantôt le personnage de parasite, de raté, avec lequel il converse.

Plus près de nous, le philosophe du pessimisme Nietzsche, attendit des siècles défaits à la subversion cynique du style tragique, à sa forte « caricature » (*Wollstunde*) de la tragédie. Il attendra sans doute la révolte du cloaque. Dans le *Juste Socrate*, l'insouciant allemand, tel Diogène, une lanterne en plein midi pour annoncer la mort de Dieu.

Dans la période la plus récente, un débat important sur le cynisme s'est développé d'abord et surtout en Allemagne, après la parution, en 1933, de la *Philosophie du Cynisme* de Prüstling, le *Cynisme de Diogène et le Concept de cynisme* et, en 1933, de la *Critique de la raison cynique* de Peter Sloterdijk. La langue allemande dispose de deux termes pour désigner, l'un (*Kynismus*), le cynisme antique, l'autre (*Leitnis*), le cynisme cynique vu au sens contemporain.

Sloterdijk en est venu dans son livre à une critique de l'échec des Lumières et de la Raison. Échec qui

vulgaire et sa fautive conscience

## Une commission d'experts propose une réglementation plus stricte des dépôts de matières radioactives

### L'authentique et le vulgaire

Il n'est pas indifférent, dès lors d'esquisser une typologie comparée des deux inclinations : cyoïsme « authentique » (si complexe et ambigu que soit la notion) et cyoïsme vulgaire. Heinrich Niehues-Pröbsting souligne, lors du colloque de Paris que « la différence essentielle réside dans le rapport au pouvoir : le cyoïsme [authentique] est la sédition

L'impertinence et la critique par ce mot qui ne participent pas au pouvoir et par conséquent, ne sont pas corrompues (plus (...)). Par contre, le cynisme (plus gaire) est dans un sens éminent le cynisme des Mâîtres (...), c'est ce qui le rend suspect et lui ôte toute justice catolique morale. Le cynisme (authentique) qui libère; le cynisme (vulgaire) asservit.

Les cyniques anthologistes sont écrits Diderot dans l'article correspondant de l'Encyclopédie, le mot *cynisme* mais très verbeux. Le trait du cynisme vulgaire apparaît aussitôt en creux: décant mais sans

MICHEL KAIMAN

# PHILOSOPHIE

## Le cynisme dans tous ses états

plaist, de les contraindre à le faire.  
(...) Il faut avoir des rapports sexuels  
avec ses propres sœurs, mères  
consanguins... »

Il y a plus. Ce cyisme qui sent le souffre et la subversion ne va cesser d'être polé par certains de ses commentateurs, d'être présenté sous des formes de plus en plus idéalisées. Avec le temps et ces diverses idéalisations, rien d'étonnant si, au moment de l'apparition du prochain numéro de *«L'Esprit»*, il y a un claquage entre la nouvelle religion et un certain cyisme populaire (Gerald Downing). Au point même de laisser supposer une inévitable concurrence

à certains moments, entre des «sectes» si voisines (Gilles Dorival, Aix-Marseille).

**Pas de grand esprit sans folie**

On doit à Henrich Niehues-Pröbsting (Münster) l'histoire passionnante et très éclairante de la réception du cynisme à l'époque moderne. Dans son dictionnaire historique et critique (publié à partir de 1695), Pierre Bayle trace de Diogène, ce «*Socrate devenu fou*» dont avait parlé Platon, un portrait saisissant : «*Diogène le cynique a été un de ces hommes*

extraordinaires qui ontrent tout, sans  
excepter la raison, et qui vérifient le  
maxime qu'il n'y a pas de grande  
esprit dans le caractère d'aucun n'entre  
un peu de folie.

Raison plus folie et, quelquefois,  
raison plus folie plus comportements  
sexuels anormaux : ces équations  
cyniques modernes vont fasciner les  
Lumières, avant de haïr notre  
époque.

Une œuvre comme le *Neveu de*  
*Rameau* de Diderot est tout entière  
placée sous le signe d'un Diderot

Plus près de nous, le philologue-philosophe Nietzsche, attentif des ses débuts à la subversion cynique du style tragique, à sa forte « caricature » (*Nolissance de la tragédie*), ponctuer sa œuvre de références florentines. Dans la *Crépuscule*, Fin-

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5572

#### HORIZONTALEMENT

I. Réduit en pièce. Un jeu qui se déroule d'une façon très cavalière.  
 II. Morceau de l'avel. Est parfois attribuée au sort. Ancienne capitale.  
 III. Pour fixer l'avenir. Donné à des gens qu'on veut faire changer.  
 IV. Dame. N'admire pas.  
 V. Les deux.  
 VI. Le barona. A leur table. - V. Dans le baronnie de Bruxelles.  
 VII. En liesse. - VI. Un coup du sort. Pourrait être complétée par une bonne salade. Pousseur.  
 VIII. Relation de voyage. Bon quand il n'y a rien de cassé.  
 IX. De vulgaires cheveux. N'avait peut-être qu'une cervelle d'oiseau. - IX. Presque la diable. Son ramage est en rapport avec son plumage.  
 X. Déchiffrés. -

X. Quand il est d'Amérique, peut laisser quelques jours, sans le moins longues. — XI. Qu'il peut percer, doit être fourni par une barre. Qu'il court. — XII. Un premier qui a laissé d'écouler, ne peut pas être employé. — XIII. N'est point qu'un fil. Peut être destinée aux rives. Pas imaginez. — XIV. Bois. Repaire d'une hydre. Promet une phasange. — XV. Qu'il suffit pour passer. Bien venu.

**VERTICALEMENT**

1. Mélodie de « fol ». Ce n'est pas le moment de perdre le fil...  
2. Quand il est rond, peut être appelé coupe. Une femme qui rend le coup, une femme folle...  
3. Faire des coupures. Pour lier...  
4. Il y en a plein les miches. Est levé pour manger...  
5. Un homme qui a bien mérité d'avoir le pain. Mettant le plat...  
6. Peut porter le chapeau. Qui aurait besoin d'un peu de repos. Donnent des bless...  
7. Préparation. Est loin d'avoir le tête sur les épaules. Pour tirer la soie...  
8. Tête dans le cou. Comme un serpent. Plané. Basile...  
9. ...

**Solution du problème n° 571**

**Horizontalement**

I. Facteur... II. Iseut. Osa...  
III. Gouffaux... IV. Trève...  
V. Reine. Eau... VI. Apôtre. Ne...  
VII. Nord. Pi... VIII. Tu. Isane...  
IX. Esau. Tenu... X. Entrant...  
XI. Rodé. Réar...

**Verticalement**

1. Figurante... 2. Alois. Epouser...  
3. Callier. Une... 4. Turf. Nudisme...  
5. Étiater... 6. Ur. Epézer...  
7. Rodée. Irène... 8. Sevan. Ente...  
9. Rasseuse... CUX...  
10. ...

eloquentes. Dans le *Gai Savoir*, l'insouciant allume, tel Diogène, une lanterne en plein midi pour annoncer

Dans la période la plus récente, un débat important sur le cynisme s'est développé d'abord et surtout en Allemagne, après la parution, en 1979, du livre de Heinrich Niehuus-Pröbsting, *Le Cynisme de Diogène et le Concept de cynisme* et, en 1983, de *la Critique de la raison cynique* de Peter Sloterdijk. La langue allemande dispose de deux termes pour désigner, l'un (Kynismus), le cynisme antique; l'autre (Zynismus), le cynisme vulgaire au sens contempo-

Sloterdyk en est venu dans son livre à une critique de l'échec des Lumières et de la Raison. Echec qui débouche, selon lui, sur le cynisme vulgaire et sa « fausse conscience éclairée ».

Si l'on voit mal, comme l'ont fait remarquer en Allemagne divers critiques et, en France, le philosophe Jacques Bouveresse, sur qui peut déboucher le retour au cynisme authentique (Kynismus) prôné par Sloterdijk, il s'en reste pas moins que la critique du cynisme vulgaire s'ouvre intacte et s'offre, affirmant

### **L'authentique et le vulgaire**

Il n'est pas indifférent, dès lors, d'esquisser une typologie comparée des deux inclinations : cyoïsme « authentique » (si complexe et ambiguë que soit la notion) et cynisme vulgaire. Heinrich Niehuys-Pröbsting soulignait, lors du colloque de Paris, que « la différence essentielle réside dans le rapport au pouvoir : le

Le cynisme [authentique] est la sédition, l'impunité et la critique par ceux qui ne participent pas au pouvoir et, par conséquent, ne sont pas corrompus (...). Par contre, le cynisme [vulgaire] est dans un sens éminent le cynisme des Mâîtres (...), c'est ce qui rend suspect et haï dit toute justification morale. Le cynisme [authentique] libère; le cynisme [vulgaire] asservit.

Les cyniques antiques sont, écrit Diderot dans l'article correspondant de l'Encyclopédie, «indécents, mais très vertueux». Le portrait du cynique vulgaire apparaît asservit en creux : décent mais sans vertu.

MICHEL KAJMAN



La philosophie est aujourd'hui une discipline en crise. Plus que jamais, elle est remise en question. On ne peut plus se contenter de lire les textes des philosophes anciens. Il faut les remettre en contexte, les lire avec un esprit critique. C'est ce que fait ce livre. Il nous fait découvrir la philosophie antique dans tous ses états, de ses origines à ses développements. C'est une œuvre remarquable, qui mérite d'être lue par tous ceux qui s'intéressent à la philosophie.

**Diogène le chien**  
C'est un conte, le *Récit de Jacobus Coetzee*. C'est un conte du spectacle - œuvre du grand romancier sud-africain du moment, J. M. Coetzee (il a cinquante ans, plusieurs traductions de ses livres sont publiées aux éditions de la Plume). C'est un conte de la vie, son temps, qui a obtenu le prix Nobel de littérature en 1983. C'est, cette fois, fait comme s'il

Pas de grand esprit sans folie. C'est un conte, le *Récit de Jacobus Coetzee*. C'est un conte du spectacle - œuvre du grand romancier sud-africain du moment, J. M. Coetzee (il a cinquante ans, plusieurs traductions de ses livres sont publiées aux éditions de la Plume). C'est un conte de la vie, son temps, qui a obtenu le prix Nobel de littérature en 1983. C'est, cette fois, fait comme s'il

publiait le récit d'un Boer de ses ascendants, explorateur et chasseur de gros gibier (l'ivoire, bien sûr, entre autres choses), qui s'aventure dans une région inexplorée, chez les Hottentots et les Navaques, dans l'extrême-nord de l'Afrique du Sud.

Texte admirable, on ne peut plus palpable, physique, prosaïque, proche de l'oreille du lecteur; mais, les étapes de brousse passant, la soif et le soleil revenant, puis ces habitants innombrables se dressant, le récit du colon hollandais va chavirer dans une fièvre, un délire. La conscience de cet homme - qui explique qu'enfin, face à tant d'écoulement, il n'a plus que son fusil comme sensation de vivre - devient la conscience infirme du racisme, du massacre. La force de J. M. Coetzee est que son récit lui-même, son écriture elle-même, devient un récit fiévreux, la prose tourne au

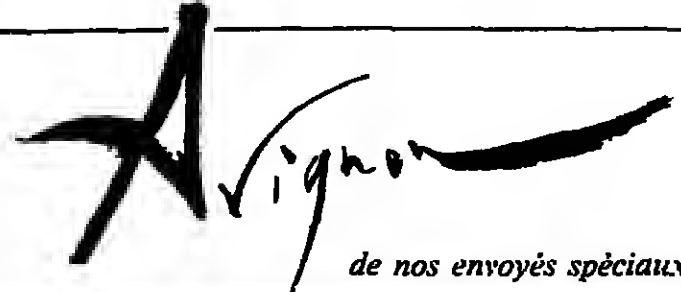
mirage brûlant, la précision du compte-rendu des choses reste extrême dans tous les détails, mais la voix du narrateur traverse des éblouissements, des hallucinations, des crises de rage, des passages au noir, et si la représentation de ce *Récit de Jacobus Coetzee* a été d'une saisissante splendeur, c'est que le récit, l'acteur, Richard Bohringer, a fait naître, planer, flamber, soudre, toutes ces illuminations de la poésie du texte.

Il était évident que Bohringer s'était pris de passion pour ces pages extraordinaires, qu'il s'était fait envahir intimement par l'énergie spirituelle de ce Boer hollandais, par ses habitudes familiales, puis par son détachement, sa lutte contre la mélancolie noire et sa lutte pour survivre qui auraient pu ne pas se métamorphoser en un instant de terreur si cet homme avait été autre. Mais s'il avait été

autre, serait-il venu, si loin, à la chasse d'un rêve de bonheur? Et Bohringer «minuit» le vent, le soleil, les regards violents de ces Navaques, minuit, sans manigances ni intentions particulières, toutes les sensations de l'histoire.

La voix de l'acteur alternait par instants avec les ondes fantomatiques d'une autre voix, tantôt rauque, tantôt d'une douceur de berceuse éternelle, c'était Lisette Malidor, et la musique, œuvre de Dominique Probst, donnait comme les appels d'air d'une conscience universelle - comme si les particules immatérielles d'une psyché eût pu se faire rejoindre, se faire entendre, ces fibres pasteuses et ces Blancs à fusils. Après de nouvelles modulations cancéreuses de Lisette Malidor, Sam Chelabala, dans la langue d'origine, rappelait la brusquerie de la mort.

MICHEL COURNOT



Jean Vilar avait «introduit» le cinéma dans la Cour d'honneur, sur grand écran, avec Godard et le mistral. Depuis quelques années, la tradition a été reprise, avec, en fin de Festival, un grand film muet restauré, accompagné en direct par un orchestre symphonique au complet. Après *Octobre, Intolérance*, du 28 au 30 juillet, entre les Ballets de Francfort et les nuits de musique iranienne, il y aura l'Orchestre d'Ile-de-France, dirigé par Jacques Mercier, et sur l'écran un super péplum de Pierre Merodon, *Salammbô*, version française. La précision est utile dans la mesure où le film a été monté différemment en Autriche. Pour l'occasion, l'Avant-Scène Opéra publie un très beau livret. Avec ou sans mistral, c'est la même chose chaque année, seules changent les images. Les habitudes se prennent: celle pour une ville de louer un lieu et d'y faire venir ses troupes localement subventionnées. Ainsi Grenoble, avec Chantal Morel qui a mis en scène deux textes de Serge Valletti - un auteur très joué dans l'off, ainsi Lille, avec Richard Bohringer dans un impressionnant récit sud-africain.



PHOTOMONTAGE MARC ENGUERAND

# Massacrer à coups de soleil

Lille est à Avignon, avec un texte venu d'Afrique du Sud, «le Récit de Jacobus Coetzee»

Inaugurant des échanges de bons procédés, après tout fort soucieux de la ville de Lille est venue, son bourgmestre Pierre Mauroy en tête, faire visite à la ville d'Avignon, à l'occasion de la grande Foire des théâtres. Les Lille ont donc loué, pour juillet, un modeste logement, étrangement baptisé «Casernes des pompiers» bien qu'il ne se trouve à ni voitures rouges ni casques d'or, et ils ont apporté, en cadeau, une représentation théâtrale de toute beauté.

C'est un conte, le *Récit de Jacobus Coetzee*. C'est un conte du spectacle - œuvre du grand romancier sud-africain du moment, J. M. Coetzee (il a cinquante ans, plusieurs traductions de ses livres sont publiées aux éditions de la Plume). C'est un conte de la vie, son temps, qui a obtenu le prix Nobel de littérature en 1983. C'est, cette fois, fait comme s'il

publiait le récit d'un Boer de ses ascendants, explorateur et chasseur de gros gibier (l'ivoire, bien sûr, entre autres choses), qui s'aventure dans une région inexplorée, chez les Hottentots et les Navaques, dans l'extrême-nord de l'Afrique du Sud.

Texte admirable, on ne peut plus palpable, physique, prosaïque, proche de l'oreille du lecteur; mais, les étapes de brousse passant, la soif et le soleil revenant, puis ces habitants innombrables se dressant, le récit du colon hollandais va chavirer dans une fièvre, un délire. La conscience de cet homme - qui explique qu'enfin, face à tant d'écoulement, il n'a plus que son fusil comme sensation de vivre - devient la conscience infirme du racisme, du massacre. La force de J. M. Coetzee est que son récit lui-même, son écriture elle-même, devient un récit fiévreux, la prose tourne au

mirage brûlant, la précision du compte-rendu des choses reste extrême dans tous les détails, mais la voix du narrateur traverse des éblouissements, des hallucinations, des crises de rage, des passages au noir, et si la représentation de ce *Récit de Jacobus Coetzee* a été d'une saisissante splendeur, c'est que le récit, l'acteur, Richard Bohringer, a fait naître, planer, flamber, soudre, toutes ces illuminations de la poésie du texte.

Il était évident que Bohringer s'était pris de passion pour ces pages extraordinaires, qu'il s'était fait envahir intimement par l'énergie spirituelle de ce Boer hollandais, par ses habitudes familiales, puis par son détachement, sa lutte contre la mélancolie noire et sa lutte pour survivre qui auraient pu ne pas se métamorphoser en un instant de terreur si cet homme avait été autre. Mais s'il avait été

autre, serait-il venu, si loin, à la chasse d'un rêve de bonheur? Et Bohringer «minuit» le vent, le soleil, les regards violents de ces Navaques, minuit, sans manigances ni intentions particulières, toutes les sensations de l'histoire.

La voix de l'acteur alternait par instants avec les ondes fantomatiques d'une autre voix, tantôt rauque, tantôt d'une douceur de berceuse éternelle, c'était Lisette Malidor, et la musique, œuvre de Dominique Probst, donnait comme les appels d'air d'une conscience universelle - comme si les particules immatérielles d'une psyché eût pu se faire rejoindre, se faire entendre, ces fibres pasteuses et ces Blancs à fusils. Après de nouvelles modulations cancéreuses de Lisette Malidor, Sam Chelabala, dans la langue d'origine, rappelait la brusquerie de la mort.

MICHEL COURNOT

## Les folies Valletti

Les personnages de Serge Valletti vont au fil de leur vie comme son écriture au fil de la plume. Fil balancé au gré de l'humour et de l'humour, qui n'arrivent ni à s'entraîner, secoués de temps à autre par un grand vent de délire. La position est périlleuse, parfois. La légèreté risque de devenir facile; les piquettes de langage, astuces racoleuses. Mais le texte et les créations sont habituellement sauvés, in extremis, pour peu que le metteur en scène ressente, sous les volutes, la compassion de Vallati pour ces faibles, ces évanouissables, ces fous.

Ce miracle a lieu dans les *Deux histoires de Valletti* montées par Chantal Morel après le *Jour de l'été*, *Léopold*, du même auteur. Il a lieu, quoique avec moins d'éclat, dans *Comme il veut*, pièce jouée de ruines en chantier par le collectif du Jodel, de Vaison-la-Romaine à Avignon, en passant par la Foire des théâtres à Marseille. Mais on l'attend en vain à Montfavet, où Louis Beylier a mis au scène les maudits mentaux de Papa.

A Montfavet, l'équipe d'Acta II a investi une des cours de l'hôpital psychiatrique afin de poursuivre la recherche in situ amorcée avec la création d'*Ultima Violanza*, pièce de Giovanni Fava sur les procès de la Mafia italienne, dans des palais de justice. Le problème est que cette cour n'évoque pas spécialement la vie asilaire, même si l'on se dit que Camille Claudel a languiné dans les parages. La «gain d'atmosphère», donc, est faible, et ne compense pas l'effort attirant d'un spectacle misérabiliste et lourd.

En revanche, les deux cinémas qui envahissent le chantier de fouilles archéologiques de l'Oratoire, à Avignon, sont prêts de préfigurer l'annexion d'un futur parc de loisirs, ont trouvé le juste ton. Et les sœurs le disent, mieux que les vrais-faux fous de Papa sur la santé mentale de nos idéologues et marchands de divertissements.

Dans le spectacle de Chantal Morel, la folie n'est pas la façon d'être d'une communauté stressée mais la stratégie de survie de deux malades. Mary's (Monique Brun) et le Conférencier (Gérard Morel) se racontent des histoires pour combler leur gissement vers l'abîme. Son rire à elle, son sourire à lui, insistent paradoxalement sur la gravité de leur entreprise. Leur dialogue, si joignant, est la poésie de leur désespoir.

**BERNADETTE BOST**  
Papa, jusqu'au 31 juillet, à 20 h 30, au CHS de Montfavet. Comme il veut, jusqu'au 28 juillet, à 22 h 30, dans les fouilles du parking de l'Oratoire, à Avignon. Deux histoires de Valletti, jusqu'au 28 juillet, à 23 h 30, aux Grands dauphinois, gymnase du lycée Mistral, à Avignon.

## MUSIQUES

### La perle noire

A la découverte des jeunes artistes avec la Fondation Beracasa

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

Les organisateurs de concerts ne font pas jouer les jeunes parce qu'ils sont inconnus: ils restent inconnus parce qu'ils ne se produisent pas en public. Pour briser cette règle infernale, M<sup>me</sup> Algeria Beracasa, une vénézuélienne morte il y a deux ans, avait créé, dès 1968, une fondation qui porte son nom. En vingt-trois ans, la Fondation Beracasa - qui bénéficie du soutien moral de Doraël Barco-boim, Maurizio Pollini, Jean-Pierre Rampal et de Mstislav Rostropovitch - a pu ainsi produire des centaines de concerts. Et notamment au Festival de Montpellier et de Radio-France dont elle est un partenaire privilégié depuis le premier jour.

Cette année, la fondation organise dix-huit concerts, dans la salle Pasteur du nouveau Corum. Tous retransmis en direct sur France-Musique, ils offrent un auditoire potentiel de près de 700 000 auditeurs à chacun des jeunes artistes sélectionnés, le socle prestigieux du festival, des conditions professionnelles de présentation, un public local nombreux et attentif (une moyenne de trois cent cinquante entrées payantes par concert) et, grâce à un programme imprimé intelligemment réalisé, leur donne la possibilité d'être directement touchés par des organisateurs de concerts intéressés.

C'est pas parce que la *Sonata funèbre* de Chopin le dépassait (combien de pianistes, de quel âge que se soit, réussissent, à tout coup, à en échauffer les quatre mouvements si disparates?), ce n'est pas parce qu'il a cassé une corde de son piano et qu'il a fait quelques fausses notes que Gergely Boganyi (qui se produisait le 24 juillet), un Hongrois de dix-sept ans, ne devrait pas se faire un nom. La simplicité d'un jeu sans vaines recherches sonores, fluide et

d'une enviable maîtrise technique, dénote une personnalité. Jouer ainsi Bartók et Liszt, sans ces traits qui attirent fâcheusement l'attention, mais sans banalité sont d'un jeune maître.

Artur Pizarro, qui lui succédait deux jours plus tard, est plus âgé (il a vingt-trois ans) et plus connu: les écoeürs Vianu da Motta (du nom d'un des meilleurs élèves de Liszt, bien oublié aujourd'hui bien qu'il ait enregistré quelques disques splendides) de Palm Beach, aux États-Unis et de Leeds, en Grande-Bretagne, lui ont déjà décerné leurs grands prix. Il est le fils de Sequeira Costa, un pianiste portugais curieusement négligé. Est-ce un enfant de génie, mais au jeu parfois hautain, virtuose, aux phrasés directs de son père, le jeune Pizarro préfère l'alignement des notes, les nuances microscopiques, la recherche des sonorités rares, quitte à perdre l'essentiel: le rythme et l'élan.

Voilà un pianiste qui joue la tragique *Sonata en la mineur* de Mozart comme de la musique impressionniste, les *Children's corner* de Debussy comme Rachmaninov et la *Seconde Sonate* de ce dernier comme il ne faut surtout pas la jouer, en appuyant ce qui devrait être effleuré, en noyant dans le pédales ce qui devrait être éclairci. Mais quel pianiste! Quel jeu instrumentalement splendide, enlaid, débordant d'imagination! Il n'a pas volé ses prix.

**ALAIN LOMPECH**  
Prochains concerts de la Fondation Beracasa: le 23 juillet, Françoise Weigel (piano); le 30, Jean-Efflam Bavouzet (piano); le 31, Vincent Letexier (baryton) et Philippa Birse (piano); le 7 août, Inbal Segov (violin) et Bénédicte Harla (celle); le 2 août, Peter Jaiskowsky (piano); le 3, Bernard Zinck (piano) et Jeffrey Gries (piano). Tél.: 87-80-43-08. 35 F.

## Le chant de la libération

Paris Quartier d'été reçoit, à La Villette «la Trilogie antique» mise en scène par le Roumain André Serban. Evénement

Paris, le 25 juillet, minuit, six cents spectateurs rassemblés sur les gradins de la Grande Halle de La Villette saluent d'une ovation debout la troupe du Théâtre national de Bucarest qui vient d'achever la première représentation de la *Trilogie antique*, mise en scène par André Serban. Quatre heures pour un spectacle en grec ancien et en trois parties - *Médée*, d'après Euripide et Sénèque, les *Troyennes*, d'après Euripide, *Electre*, d'après Euripide et de Sophocle - qui marquent, le public de La Villette se y est pas trompé, l'histoire du théâtre européen.

Cela commence comme une initiation. Les spectateurs sont posés dans un couloir éclairé seulement de loin en loin par quelques bougies que tiennent des acteurs plutôt inquiétants. Aux deux extrémités de ce couloir, fermés hermétiquement, résonne le son primitif de percussions glacées. En son milieu, après que se sont élevés les voix d'un chœur déchiré, une porte s'ouvre sur un espace restreint. La scène est dans l'île de Corinthe, dans la cellule étouffante où Médée aura fers supplice qu'on la libère pour préparer ses enfants à l'ind. Jason l'a trahi pour épouser Créüse, la fille de Créon. On la ébasse, elle se venge: à Créüse, elle offre le fœtus qui la fera mourir puis elle tue ses deux enfants. Jason n'aura pas de descendants. Quelques masques, quelques coupelles où brûlent les flammes de vies écoeürées, une extraordinaire économie de moyens pour un rite barbare, un envoiement.

Après vingt minutes d'entracte, le spectacle, étourdi de tant de violence, de tant d'amour au-delà de la haine, sont invités à rejoindre une procession qui sort de la Grande Halle pour un parcours qui les mène un peu plus au nord, dans le flanc du bâtiment L3, sous la garde abrupte d'une soldatesque agressive, des femmes enchaînées pleurent la mort des Troyens. Hécube, Cassandre, Andromaque, Hélène, femmes seules désormais,

esclaves des Dieux qui ont choisi le parti de la Grèce, souffriront toutes les tortures avant qu'Athènes ne leur insuffle la force de résister à leurs géoliers. Le dispositif scénique est devenu plus sophistiqué. Dans un premier temps, les spectateurs, debout, assistent, du point de vue des soldats, aux sévices infligés aux Troyennes. Trois praticables les entourent.

### Les affaires de la soumission

Cassandre connaît dans ses visions les pires affres de la soumission. Les lumières sont désormais crues - jaune, rouge, vert, violet, tandis que s'exaltent les sonorités et les rythmes de la musique. Bien sûr, s'ouvre un mur immense et le public rejoint de nouveaux gradins pour assister aux sacrifices d'Aspasia et d'Andromaque, puis au départ pour la Grèce des captives sur leur bateau de puté. Chez Serban, les *Troyennes* sont entièrement chantées. Habités déjà aux sonorités sombres, rauques, du grec ancien, les spectateurs se laissent surprendre par des ébats écrits dans une douzaine de langues différentes, toutes méditerranéennes, toutes incroyablement familières.

Nouvel entracte de vingt minutes et retour dans l'espace précédent. Le public retrouve son immobilité courtoise, et le théâtre insidieusement, celui-ci a pris le dessus sur le cérémoniel antique. La boucle tragique est bouclée par une *Electre* dite et chantée par la troupe presque entière. Commence l'affrontement d'*Electre*, femme souveraine, libre, que les chaînes ne peuvent entraver, et de Clytemnestre, reine sanglante et adultère. Les Dieux choisissent de faire triompher la première afin de dessiner un nouvel ordre du monde. Des cloches résonnent, comme l'annonce d'une nouvelle civilisation, de nouvelles croyances, de nouveaux Dieux. Leur intiment nous ramène à aujourd'hui. Le spectacle s'achève. Déjà.

André Serban a dessiné les

contours de cette trilogie dans les années 70, à la Mamma de New-York. Depuis, les trois pièces ont été montées séparément sur tous les continents. Elles ont été données ensemble pour la première fois à Bucarest l'automne dernier. Cet événement marquait le retour de Serban dans son pays, nommé par les nouveaux dirigeants de son pays - qui l'ont aussitôt regretté (*le Monde* du 11 juillet) - à la tête du Théâtre national de Bucarest. Le spectacle est devenu maintenant le chant de libération de tout un peuple.

On le comprend. Même si le verre et l'acier de la Grande Halle de La Villette ne sont pas le cadre idéal au développement des architectures de bois imaginées par Serban, une émotion d'une force inconnue hante le lieu. Après des décennies de dictature, cette *Trilogie antique* avait pour but de recréer en Roumanie une communauté de théâtre. Comme on avait d'acteurs réconciliés avec leur discipline, communauté de spectateurs déjà lassés de médias officiels et éberchant au théâtre une vision vraie d'eux-mêmes. Le but fut atteint au-delà de toute prévision.

Pour nous, Français, le résultat est le même. Il y a là une troupe comme on n'en connaît plus, même pas chez Mnouchkine - dont les récents et superbes *Attila* paient à Serban un tribut indéfectible. Et sert un metteur en scène qui a travaillé aux côtés de Peter Brook et en a retenu, comme de ses propres voyages autour du monde, le meilleur enseignement. Et encore un compositeur, Elizabeth Swados, «divinement» inspiré. Il y a enfin un public que le spectacle porte à son meilleur niveau d'écoute, d'attention et, pour finir, d'enthousiasme, attendant dans ses œuvres tant de réponses à ses préoccupations, individuelles ou collectives.

**OLIVIER SCHMITT**  
Grande Halle de La Villette, jusqu'au 25 juillet à 20 heures. Tél.: 40-05-39-08 ou Paris Quartier d'été. Tél.: 40-28-40-33.



## CULTURE

## CINÉMA

## Triste et tropical

Un polar inquiétant sous les palmiers de Floride

MIAMI BLUES  
de George Armitage

D'un côté un joli jeune homme (blond, regard clair, sourire avenant, tête de GI sur une affiche de recrutement) psychotique. De l'autre, un fils dérangé, laid, balourd et pauvre. Les vies se croisent brutalement. Le tueur vole l'arme et l'insigne du policier, son âme donc. Dans les bas-fonds de Miami, le film court après son double. Charles Willeford avait fait de cette histoire (parue en français sous le même titre, chez Rivages) la première d'une série consacrée à Floke Mosley, le policier en voie de clochardisation. George Armitage en a tiré un film qui reprend

tous les mécanismes de l'intrigue en les racontant au personnage de Junior, le psychopathe incarné par Alec Baldwin.

Baldwin accède en ce moment au statut de jeune star. Il lui faut prouver qu'il sait jouer dans des films sérieux (il était le fantôme du premier amour d'Alice de Woody Allen) et qu'il peut se rendre antipathique : malin, il joue son Junior sans forcer, en insistant plus sur la banalité du mal que sur la violence. Fred Ward, qui joue Mosley, abuse un peu des effets de dentier et manque de temps à l'écran pour dessiner plus qu'une silhouette. Finalement, c'est Jennifer Jason-Leigh, dans le rôle d'une prostituée qui s'accroche à Junior, qui tient le film.

Avec sa voix de souris de dessin animé, elle donne à son personnage une bêtise pure et enfantine, émouvante.

Produit par Jonathan Demme (la société fondée pour la circonstance a été baptisée Tristes Tropiques) ce qui rend assez bien l'atmosphère de Miami Blues, le film retrouve certains des procédés du réalisateur, les sautes d'humeur, le sonnet du détail absurde. Mais George Armitage filme de loin, à froid. Il se préserve ainsi des clichés du genre, mais prive aussi le film de l'énergie dont il aurait eu besoin pour passer du statut de curiosité inquiétante à celui de polar tout à fait réussi.

THOMAS SOTINEL

Autocritique  
du cinéma soviétique

Suite de la première page

C'était judicieux, mais insuffisant : cinq ans après l'irruption de la glasnost dans le cinéma soviétique et la période d'euphorie et de révélations qui s'ensuivit, c'est toute l'industrie cinématographique qui est moribonde.

Malade, le festival lui-même l'est. Préférer à un rang qui n'est pas, ou du tout ce n'est plus, le sien, vouloir rivaliser avec les compétitions de Cannes, Berlin et Venise est proprement suicidaire, quand ces manifestations influentes peinent à réunir un programme d'œuvres du monde entier.

Le festival n'a pas d'argent, d'où peu d'invités et guère de faste, mais encore beaucoup trop aux yeux d'une population harrassée de misère et qui trouve que ces quelques millions de roubles auraient pu être plus utilement dépensés.

Boycottage  
américain

Le festival manque, aussi, de films : parce que les meilleurs ont préféré une autre vitrine, mais aussi, et c'était la grande affaire de cette année, du fait du boycott américain. Depuis que l'automne dernier les poutles hollywoodiens venus assister à la première soviétique (cinquante ans après...) d'*Autant en emporte le vent* ont eu la surprise de découvrir Scarlett O'Hara sur les écrans vidéo de la ville, les majors ont juré qu'elles ne mettraient plus ni pieds ni films en URSS tant que ne sera pas combattue une piraterie quasi institutionnelle.

Déficit, même, dans le choix de films soviétiques : il est significatif que les deux titres retenus pour la sélection officielle aient déjà été montrés en France, au Festival de Quimper, il y a plusieurs mois : l'excellent et austère *Chien qui court au bord de la mer* couronné par le Grand Prix, comme le médiocre *Fils de pute*. Un déficit qui traduit sur les écrans le désarroi des réalisateurs depuis que les studios ont été réduits à la tutelle étatique pour passer sous la férule, guère plus élémentaire, des lois du marché.

Pourtant la production, estimée à trois cent cinquante titres, a doublé en moins de trois ans. Mais ce sont essentiellement des petits polars épiques d'un peu d'érotisme et de beaucoup de violence, tournés à la va-vite et dont le public se lasse déjà (les entrées ont chuté de 30 % à Moscou depuis le début de l'année).

Rien, pour l'instant, n'a remplacé l'ancien système. Le ministère du cinéma, Goskino, a perdu son monopole mais conserve des prérogatives aussi vastes que floues, compliquées encore par sa lutte désormais

ouverte avec sa propre brachée d'import-export, Sovexport. Côté privé, le richissime Tagi-Zade, prétendant à la mainmise totale sur le circuit de distribution (*Le Monde* du 9 mai), a fait des émules. Les « compagnies de production » poussées dans la plus totale anarchie : il en existent cent soixante aux dernières estimations.

L'ancienne Union des cinéastes, qui fut depuis son congrès « révolutionnaire » de mai 1986 le moteur du changement, est devenue lors de son plénum de mai dernier une « confédération » à laquelle adhèrent (ou pas) les unions de chaque République, unions elles-mêmes éclatées en guildes par corps de métier. Malgré l'impensable bonne volonté de son président, Davlat Khoudonazarov, la fatigue, les rancœurs et les particularismes ont pris le dessus. Et les relations entre la confédération et Goskino sont au plus bas.

Le système du cinéma soviétique a cessé de fonctionner en vase clos. Parmi les premiers, des Français - d'ailleurs soutenus par les ministères de la culture et des affaires étrangères - se sont lancés à ce réservoir de talents, à la possibilité de tonnerres bon marché et à cet immense marché potentiel (officiellement, 2,8 milliards de spectateurs en 1990). En créant une société de coproduction et de distribution, Paris-Moscou (*Le Monde* du 20 décembre 1990), ils ont ouvert à grands frais une salle à Moscou, le Mir, et une autre plus modeste à Saint-Petersbourg, c'est UGC qui avait mis le plus haut.

Les offensives  
françaises

Il semble aujourd'hui que la société française ait mal choisi son partenaire, l'agence officielle Sovexport : celle-ci a fermé à Paris-Moscou les marchés intérieurs, quelle se réserve. Et, alors que la salle de Saint-Petersbourg serait bien en peine de financer de nécessaires travaux, le Mir parvient tout juste à couvrir ses frais en se louant pour des opérations de prestige à de grandes sociétés d'Europe de l'Ouest, tandis que son stock de films, souvent de qualité moyenne, s'épuise sans avoir fidélisé un public suffisant.

Sur des bases plus modestes, le distributeur Ciné-Classic et l'exportateur Jacques Legou tentent au pari comparable avec, cette fois, un partenaire soviétique privé. Ils disposent de certains titres du catalogue Gaumont, et sont en négociation avec le producteur Jean-François Lepetit. Mais eux aussi ont pas résolu le problème de fond : au cas où la distribution en URSS rapporterait de l'argent, que faire des roubles ainsi récoltés - en attendant la très espérée convertibilité de la monnaie soviétique ?

La réponse tient en un maître mot, répété comme une formule magique par tous les acheteurs, vendeurs, producteurs et responsables divers : la coproduction. Bon nombre d'entre elles sont en cours, de particulier pour le nouveau film de Kira Mouratova (avec Paris-Média) et pour celui de Vitali Kanevski, l'auteur de *Bouge pas, meurs, resuscite*. Mais, si les Soviétiques sont friands de coproduction, c'est bien pour avoir des devises : ils n'ont que faire de partenaires dotés de roubles.

Reste la solution du troc : Mario Karmitz aurait ainsi « offert » les droits de distribution co URSS de *Madame Bovary* comme participation au prochain film d'Alexis Guerman - Karmitz

a, en revanche, renoncé à coproduire le deuxième film de Pavel Lounguine, malgré leur collaboration réussie sur *Taxi Blues*.

Dans cette dégradation artistique et ce galimatias commercial, on trouve quand même à Moscou quelques lueurs d'espoir, venues de diverses générations. C'était la découverte d'un beau film lituanien d'un inconnu de vingt-six ans, Sarmas Bartas, qui, faute de pouvoir se payer un logement, a sacrément logé ses pénates dans les locaux du VGK (l'Institut du cinéma), où il termine la bande-son de son *Trois jours*.

Quelques  
lueurs d'espoir

C'était, d'une imperturbable urbanité, Naoum Kleiman, qui en a vu d'autres : il fut au pire temps de la granielle brejnévienne le gardien jaloux des trésors du grand cinéma classique soviétique, retranscrit dans l'appartenance même d'Eisenstein. Aujourd'hui à la tête du Musée du cinéma, il organise des panoramas de films venus des plus lointaines Républiques : guère de coups de foudre, mais plus de promesses, ce n'en peut faire le cinéma russe.

Kleiman veut encore croire en un sursaut, quand les autorités du pays ont le temps de se préoccuper d'une législation ad hoc, notamment dans le domaine du droit d'auteur et celui du contrôle des recettes : « *Le temps du cinéma revient* », affirme-t-il. Il faisait sans le savoir écho à cette citoyenne anonyme qui, se plaignant des dépenses « inouïes » du festival, proclamait que « ce n'était pas le moment de s'occuper de cinéma ».

JEAN-MICHEL FRODON

A la recherche  
des années 60

Depuis le printemps dernier, UGC Vidéo, département audiovisuel de la grande firme française, a pris une place importante sur le marché du film en vidéo-cassette avec un certain nombre de succès de vidéo-club. Mais ce sont les collections conçues pour la vente qui doivent attirer l'attention. « Hommage » est consacré à Simone Signoret et Romy Schneider. Pour Simone, *le Chat, la Vierge Coudard, l'Étoile du Nord*, trois grandes adaptations de Simenon par Pierre Granier-Deferre, et les *Granges brûlées*, solide étude de mœurs de Jean Chapot. Pour Romy, des « classiques » de Claude Autant-Luis - *les Choses de la vie, Max et les ferrailleurs - le Train*, de Pierre Granier-Deferre, bouleversant récit de l'exode de 1940, d'après Simenon (c'était la grande période du réalisateur), et deux œuvres beaucoup moins célèbres, plus secrètes, qu'il faut redécouvrir : *Qui*, de Léonard Keigel, un suspense psychologique, et *Un amour de jeunesse*, chronique mélancolique réalisée par Jean-Claude Brialy.

« Années 60 », c'est le gros morceau. Douze films choisis pour rendre hommage à la nouvelle vague et à des cinéastes qui ont marqué cette époque et ont conquis à la fois les cinéastes et le grand public. Métions de côté les Parisiennes, film à sketches boulevardiers de 1962 qui prête aujourd'hui à rire autant qu'un roman des décennies précédentes. A part cela, tout est remarquable. *A bout de souffle* et *Mépris*, de Jean-Luc Godard, *Lola*, le premier chef-d'œuvre poétique de Jacques Demy, *Pail du Malin* et *Landry*, de Claude Chabrol, qu'on ne voit pas souvent à la télévision.

*Le Religieux*, de Jacques Rivette qui fit autrefois scandale pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec le cinéma et dont on peut admirer la pureté de mise en scène, *Léon Morin prêtre et le Diable*, deux aspects (adaptation littéraire et film) de l'inspiration de Jean-Pierre Melville, *l'Enfance* rue, de Maurice Pialat, cet admirable premier long-métrage sur un garçon de l'Assistance publique qui fut soutenu, moralement et financièrement, par Mag Bodard, François Truffaut, Claude Berri, Jo et Samy Serfaty. Les deux surprises de cette sélection sont des œuvres dont on a moins parlé : *Le Vampire de Düsseldorf*, de et avec Robert Hossein, recréant à travers le cas du criminel qui inspira à Fritz Lang, d'une façon très différente, *M le maudit*, le climat de l'Allemagne nazie (le film est tourné en noir et blanc), et *Landry*, une adaptation de Stendhal par Jean Aurel.

JACQUES SICLIER

► Vente en vidéo-club et grandes surfaces. Environ 159 francs la cassette.

## COMMUNICATION

Le budget des chaînes publiques de télévision

## M. Kiejman réplique à M. Bourges

M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a vivement réagi après les propos de M. Hervé Bourges, président commun d'Antenne 2 et de FR 3, demandant au gouvernement de tenir ses engagements financiers (*le Monde* du 26 juillet). Le PDG, nous a indiqué le ministre, avait été informé avant son intervention que ces engagements seraient tenus (*le Monde* du 27 juillet). M. Kiejman nous a adressé à ce sujet la lettre que nous publions ci-dessous.

« Je suis extrêmement étonné par le contenu de l'article du

*Monde* intitulé « M. Bourges demande au gouvernement de tenir ses engagements ». Et cela pour plusieurs raisons :

« 1. - Il doit être possible au ministre, représentant l'Etat, actionnaire unique d'Antenne 2 et de FR 3, de discuter d'un problème avec le président de cette entreprise sans que ses propos, plus ou moins déformés, soient communiqués par ce dernier. A fortiori, il n'est pas d'usage de révéler les procédures d'arbitrage budgétaire qui se déroulent au sein du gouvernement.

« 2. - En l'occurrence, la publication de ces propos anciens était d'autant plus inopportune que M. Bourges avait été « informé » par mes soins, le matin même, que le gouvernement entendait bien respecter ses engagements à l'égard d'Antenne 2 et de FR 3. 1 milliard avait été promis, 1 milliard sera prélevé sur les fonds publics pour Antenne 2 et FR 3, alors même qu'une discussion pouvait légitimement s'instaurer sur la nature des recettes nouvelles ainsi mises à disposition, compte tenu de l'impression de l'engagement initial.

« 3. - Il me plaît de rendre hommage à l'action difficile menée par M. Bourges pour mettre en œuvre le plan de restructuration qui lui a été demandé par le gouvernement. Une action difficile pour lui mais difficile aussi pour les personnels concernés.

« Que le président d'Antenne 2 et FR 3 continue à exercer ses compétences comme il l'a fait jusqu'à maintenant et je m'en réjouis. Mais de grâce, que personne ne s'aventure sur un terrain qui n'est pas le sien et menace de « tirer la conclusion » d'une situation qu'il sait d'ores et déjà parfaitement dépassée. Ce serait vaine redondance. »

« Précisions de Tétédiffusion de France sur son déficit en 1990. - Après la publication du rapport d'activité de sa maison mère, France Télécom (*le Monde* du 27 juillet), Tétédiffusion de France (TDF) précise que son déficit est passé en 1990 à 276 millions de francs et à 202 millions après consolidation des comptes. Le document de France Télécom annonçait que TDF avait enregistré l'an dernier « des pertes exceptionnelles » de 650 millions de francs résultant « pour la quasi-totalité des incidents survenus sur les canaux du satellite TDF 2 ». Une information exacte mais incomplète, selon TDF, car « ces pertes ont été compensées en partie par des bénéfices dus aux autres activités » de la société.

## CARNET DU Monde

## Mariages

- M. et M<sup>me</sup> Daniel LONDECHAL, M. et M<sup>me</sup> CHAMMOIS,

ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Viviane et Hervé,

la samedi 27 juillet 1991, à Chanteloup-en-Brie.

## Décès

- M. Hubert DELAC, M. Michel ZALA,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard DELAC,

survécu à l'FHôpital américain de Neuilly-sur-Seine, le 23 juillet 1991, dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Henri d'Eylas, place Victor-Hugo, le mardi 30 juillet, à 10 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, avenue Foch, 75116 Paris.

- Les proches collaborateurs, l'ensemble du personnel et le conseil d'administration de la SFICA,

ont la profonde tristesse d'annoncer la disparition de leur président-fondateur,

M. Bernard DELAC,

Master of Queen's,

survécu le 25 juillet 1991.

44, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris.

- L'Association nationale pour le livre vivant et le Festival de Fongères ont le plaisir de faire part du décès brutal, le 24 juillet 1991, à l'âge de cinquante ans, de

Michel ESTIER,

comédien et metteur en scène.

L'inhumation s'est déroulée à Hédé (Ille-et-Vilaine) le 26 juillet.

M. et M<sup>me</sup> Serge Findji, M<sup>me</sup> Francis Verceuil,

M. Michel Findji, M. et M<sup>me</sup> Gilbert Findji,

seuls enfants,

Isabelle Vincendeau, Julie, Laurent,

Christine, Laurent et Thomas,

ses petits-enfants,

Marie et Camille,

ses arrière-petites-filles,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Edouard FINDJI,

survécu le 26 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 juillet, à 14 h 15, en l'église Saint-Martin d'Herblay, où l'on se réunira.

Condoléances sur registre.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Herblay dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue d'Argenteuil, 95220 Herblay.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-84

Tarif : la ligne HT.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 88 F

Communiants : 95 F

Thésés étudiants : 50 F

## Anniversaires

- Mercredi 31 juillet, premier anniversaire du rappel à Dieu de

Gérard AUBERT.

De nombreuses messes seront dites, ce jour-là et toute la semaine, à son intention.

Une pieuse pensée est recommandée à ceux qui l'ont tant aimé et entouré dans sa lourde épreuve.

- En souvenir.

0 y a cent quatre-vingt-dix-sept ans, le 28 juillet 1794, mouraient

Georges COUTHON,

Philippe LEBAS,

Augustin ROBESPIERRE,

Maximilien ROBESPIERRE,

Louis-Antoine SAINT-JUST.

« Tous les Français seront admis à tous les emplois publics sans autre distinction que celle des vertus et des talents. »

Robespierre.

- Il y a un an déjà, le 21 juillet, nous quittons

Robert, Louis, Sébastien

MANENTIL.

Ceux qui l'ont aimé et estimé se souviennent.

Ses fils

François, Jean-Claude, Yves, Jean-Luc,

Jean-Pierre,

Ses petits-fils

Alexis et Vladimir,

Et leurs proches.

Le Monde  
EDITIONS

Les mutations de  
l'économie mondiale  
1975-1991  
par le Service économique  
du Monde  
et Alain Gélédan

هنا من الاصل







[illegible]

The map shows a stylized representation of Europe with various geographical features and a network of lines. A large circular feature with concentric lines is prominent in the north, possibly representing a storm or a specific region. A small inset map in the top left corner shows a different area, possibly a satellite view or a different projection. The map is labeled with various geographical names and symbols, including 'FRANCE' and 'L'EST MOINE'.

Sur la Normandie, la Centre, le bassin parisien, la val de Loire ainsi que de Midi-Pyrénées au Languedoc-Roussillon, au Massif central, au nord des Alpes et au Jura, la maille sera constituée essentiellement puis le temps deviendra plus chaud. Au cours de l'après-midi et de la soirée le temps pourra tourner à l'orage.

Enfin le Nord, les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace, la Provence, la Côte d'Azur, les Alpes du Sud, les Pyrénées, les côtes sur la Bretagne et les régions proches de l'Atlantique avec 16 degrés à 18 degrés, il en sera de même pour la Méditerranée, 18 degrés à 20 degrés. Sur les autres régions il fera plus frais, 13 degrés à 15 degrés, des températures maximales seront de 22 degrés à 25 degrés sur la façade atlantique, 25 degrés à 28 degrés, 30 degrés à 32 degrés près de la Méditerranée.

FRANCE			TOULOUSE			LIMESBOURG		
AJACCIO	25	14 D	TOURS	22	13 D	MARINÉ	30	12 C
BARRIÈRE	27	14 B	TOURS-ATHEL	23	10 B	MARSAKCH	33	21 D
BORDAUX	21	13 B		23	24 D	MELAN	33	25 D
BREZ	21	13 B	ÉTRANGER					
BREST	21	13 B	ALGER	31	23 D	MONTREAL	26	17 N
CAEN	22	14 C	AMSTERDAM	21	21 D	MOSCOW	19	11 D
CHERBOURG	22	13 C	ATLANTA	31	24 D	MURRAY	21	12 D
CHERBOURG-ATHEL	21	13 B	BELGRADE	26	15 D	NAGAR	26	17 D
DJOU	21	12 D	BARCELONA	26	15 D	NEW-YORK	22	10 D
GENOÈVE	21	12 D	BELGRADE	26	15 D	OSLO	24	14 C
LYON	22	13 D	BERLIN	21	13 D	PALM-DEMAI	27	16 C
LAVERGNE	22	13 D	BIRMINGHAM	21	13 D	PEKIN	31	22 N
LEVALLOIS	22	13 D	COPENHAGEN	21	13 D	PRINCE-EDWARD	25	16 D
MARSEILLE	27	16 D	DAKAR	-	-	RUMEL	25	16 D
NANCY	20	13 D	DJERBA	33	26 D	SINGAPOUR	27	27 C
NANTES	21	13 D	GENÈVE	19	11 N	STOCKHOLM	22	14 D
PARIS-MONTY	21	13 D	HONGKONG	33	26 D	STURM	26	17 N
PARIS-MONTY	21	13 D	ISTANBUL	33	26 D	SYDNEY	26	17 N
PAU	19	12 B	JERUSALEM	33	26 D	TOKYO	31	19 C
PERPIGNAN	26	18 D	LA CAIRE	33	27 D	TUNIS	27	17 N
RENNES	24	14 D	LISBONNE	33	27 D	YOKOHAMA	27	17 N
STRASBOURG	21	13 C	LONDRES	24	14 C	VIENNE	21	15 N
TOULOUSE	21	13 C	LOS ANGELES	22	18 D			

# RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.  
Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

20.45	Diversissement : Fou rire.
22.25	Série : Paparoff.
23.55	Magazine : Formule sport.
0.55	Journal et Météo.

**20.45** **Téléfilm :**  
**Invité** : **David Laroche.**  
**22.15** **Série :** **David Laroche.**  
**23.30** **Magazine :**  
**Les Arts au soleil.**  
**23.35** **Journal et Météo.**  
**0.20** **Magazine :**  
**Autrement dit.**  
**Thème :** **Courages.** **Invité :** le  
professeur **Yves Pélissier, psy-**  
**chiatre.**  
**1.10** **Série :**  
**L'Homme à la valise.**

**De 20.00 à 0.00 La Sept**

**D.00 Série : Lola**  
et quelques autres.

**0.25 Magazine :**  
L'Heure du golf.  
Spécial Irlande.

**00.30** Téléfilm : *Le Meurtre de Mary Phagan* (2<sup>e</sup> partie).  
**02.20** Magazine : *Quelle horreur ! Nos Amis les tueurs fous.*  
**02.50** Flash d'informations.  
**03.00** Cinéma : *Frankenstein et le Monstre de l'enfer*. ■

# Dimanche

---

## TF 1

---

4.10 Série : Rick Hunter, Inspecteur choc.  
4.55 Série : Commissaire Moulins.  
6.20 Tiercé à Enghien.  
6.30 Journal Paradis.  
7.45 Magazine : Téléfoot.  
A 18.35, Loto sportif.  
8.40 Série : Agence tous risques, Divertissement : Vidéo gag.  
0.00 Journal, Tiercé, Météo.  
2.40 Cinéma : L'après vert.  
2.40 Cinéma : Viena chez moi, j'habite chez une copine.  
■ ■ ■  
Film français de Patrice Leaute (1990).  
2.10 Magazine : Ciné dimanche.  
2.15 Cinéma : Les Bidasses s'en vont en guerre. □  
Film français de Claude Zidi (1974).  
23.40 Journal et Météo.

7.35 Documentaire :  
Des trains  
pas comme les autres.  
8.30 Magazine : Stade 2.  
9.01 Sport : Le Journal du  
Tour (et à 0.00).  
10.00 Journal et Météo.  
10.45 Série : Taggart.  
12.25 Série : Sœurs froides.  
13.35 Magazine :  
Les Arts au soleil.  
14.40 Journal et Météo.

4.30 Magazine :  
Sports 3 dimanche.  
7.30 Magazine : Montagne.  
8.00 Amuse 3 vacances.  
9.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 18.35, le journal de la semaine.

0.40 Divertissement :  
Embarquement immédiat  
pour le rire.

1.00 Magazine : Le Divan.  
Krystyna Janda (1<sup>re</sup> part.).

1.20 Journal et Météo.

1.45 Cinéma :  
Les Amoureux. 田田  
Film italien de Mauro Bolognini (1955) (v.o.).

0.05 Musique :  
Carnet de notes.

— En clair jusqu'à 13.30 —  
 13.30 Les Fabuleux géomètres.  
 La Francoulle et le...  
 13.35 Documentaire : Un été  
 dans les Rocheuses.  
 14.00 Téléfilm : Teilleur croisé  
 et bas réville.  
 14.30 Sport : Volley-ball.  
 Finale de la Ligue mondiale.  
 14.30 ► Téléfilm : L'île.  
 15.00 Cinéma :  
 Les P'tits Vélos. ■■■  
 Film italien de Carlo Mazzacur-  
 ri (1989).  
 — En clair jusqu'à 20.30 —

# RADIO-TÉLÉVISION

# ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES

(Par ordre alphabétique)

### • Option générale

Nathalie Abiven (78), Sophie Alexandre (301), Myriam Alagot (75), Sandrine Allendard (403), Emmaus Nellie Arand (292), Veronique-Nathalie Arand (341), Laurent Angard (168), Dunis Antoine (162), Estelle Ariand (445), Laurence Armand (280), Tristan Arrachepep (323), Isabelle Avaro (113), Alexandre Azzi (238), Sany Bader (223), Muriel Bagui (364), Jérôme Baldy (28), Vélérin Bapi (203), Xavier Barbe (146), Cyril Barbezange (24), Pierre Barthelémy (392), Christophe Bazile (28), Laurent Bazin (118), Nicolas Berart (415), Valérie Bessin (179), Christine Berart

(368), Claude Berzane (369),  
nard (50), Nathalie Bos

Besson (91), Laurence Brunet (13), Valérie Bigorre (365), Alexis Billes (343), Frédéric Binet (394), Geoffroy Blandin (239), Philippe Blavier (155), Frédérique Bnat (327), Arnaud Bolon (352), Eric Bomassi (22), Delphine Bongain (101), Gilles Bongrain (36), Laurent Bonneau (31), Marielle Bonnet (281), William Boreau (139), Frédéric Bordes (137), Nicolas Borestein (619), Céline Boretti (320), Lisa Boretti (320).

chetti (26), Hélène Bon  
Bouquet (145), Madeleine

Danielle Bourget (140), Marie-Cécile Bourges (102),  
Damien Boute (339), Jean-Eric Bontin (4),  
Florian Bouvier (12), Laure-Hélène Boyer  
(170), Séverine Breteche (326), Catherine  
Brusant (388), Agnès Brussier (2D),  
Armelle Brody (346), Sylvie Brecker  
(199), ...

## Bureau (288), Olivier C.

Isabelle Cachereul (269), Franck Caillaud (119), Alexandra Campos (200), Sylvain Canard (389), Franklin Candelli (83), Fabienne Cangrand (206), Marie Canillac (182), Valérie Canioi (285), Sandrine Canives (59), Philippe Capot (337), Jérôme Cardin (395), Mathien Caries (228), Dominique Carminat (66), Virginie Carolus (44), Olivier Carrard (17), Virginie Caspard (259), Fabrice Castanet (109), Christophe Castel (421), Sébastien Cathelin (423), Sandra Ceylan-Bast (416)

**Cécile Cavrot (27D), S**

(1-40), Anne Chapé (185), Patricia Champoux (402), Jean-Marie Charpentier (204), Myrtil Chazel (362), Sandrine Chemin (33), Céline Chevre (454), Hélène Chevrel (420), Sébastien Chevalier (236), Jean-Philippe Cichero (332), Marguerite Claret (240), Laurence Cochet (357), Carine Collet (266), Sylvain Cohen (69), Christian Collot (114), Philippe Collos (214), Sophie Colnard (404), Ann Colson (205), Jean-Marie Colombini (429), Stéphanie Combettes (386), Jacques Coquer (741), Jean-Claude Couderc (450), Anne Couët (248), Richard Carvelier (318), Fabrice Colla (1177), Denis Coulange (242), Stéphanie Coupié (66), Erwann Couvê (433), Jeff Courj (70).

## David Cuvillier (237)

quermes (286), Emmanuel D'Orno (34),  
 Olivier Durand (240), Delphine Des (329),  
 Catherine Dauphin (334), Gwénaële Dau-  
 pin (144), Matthieu Desno (272), Nathalie  
 Desv (689), Emmanuel de Villedor (315),  
 Olivier Desv (399), Jean-François Desv  
 (383), Gabriel Desv (340), Sylvain  
 Delagrès (211), Stéphane Delcambre  
 (129), Laurent Demange (235), Patricia  
 Decroocancz (117), Dylver Desier (1),  
 Xavier Desier (106), Anne-Marie Denzic  
 (293), Caroline Desbats (153), Stéphanie  
 Desbats (28), Jean-François Desbats (38),  
 Luciane Desbats (2), Sabine Dévèze  
 (197), Jean-Charles Daurat (116), Nathalie  
 Doublès (255), Anne-Marie Dubois (499),  
 Frédéric Ducloux (5), Karine Douclier (216),  
 Nicolas Duchamp (133), Delphine Duclot  
 (161), Jean-François Ducloux (1), Grégoire  
 Duplessy (337), Sylvain Dupuis (333),  
 Dominique Dupont de Rivin (264), Michel  
 Dupuis (136), Olivier Duran (31), Astrid  
 Durval (124), Christine Eno (367), Caro

Caroline Fauquembergue

Olivier (51), Malik Feraoun (338), Géraldine Ferras (333), Cécile Ferrouillet (427), Frédéric Fillan (63), Laurni Findji (282), Stéphanie Flauto (778), Mac-Aoué Fournier (311), Fabrice Foussé (169), Jean-François Fauget (221), Franck Fournier (241), Franck Fournier (241), Michel Francouy (58), Bertrand Frangout (32), Isabelle Franzetti (499), Vann Frapoux (920), Céline Gaillif (61), Nathalie Garbe (436), Valérie Garin (19), Marie-Gau (324), Cécile Gauthier (48), Lionel Gervé (166), Sandrine Giffé (174), Catherine Genevois (130), Nicolas George (395), Christèle Germanique (457), Lionel Girardaud (45), Laurence Girard (176), Vincent Girard (72), Pierre Gissard (347), Sophie Gissard (314) Bertrand Girodini (45), Claire Godot (371), Esée Goffart (371),

landsart (122), Matthieu  
lamli Gohin (215), Cethe

47, Hervé Guéhenno (1143), Aune-Thérèse  
 Guénard (300), Lionel Groulx (195),  
 Jean-Luc Guérin (398), Franck Guetta  
 31, Jean-François Guillemin (94), Louis-  
 François Guillemin (226), Anne Grailleur  
 47, Emmanuel Gurtin (192).  
 Harle Haag (419), Jennifer Harlam  
 22, David Harman (100),  
 Alessia (71), Adeline Héry (232), Brice  
 Herberich (412), Aurélie Herbert (165),  
 Caroline Héry (436), Servane Huchet  
 15, Sylvie Hofmann (232), Nicolas Hol-  
 ville (348), Gergely Hostin (72), Emma-  
 nuel Houdas (254), Jérôme Huinbert  
 22, Jean-Philippe Hugues (306),  
 Bruno Huyghe (328), Emmanuel  
 Imbert (441), Anne Imbert (405), Magali  
 Isenb (166), Henri Jacobs (77), Virginie  
 Jaquet (267), Claire Jan (110), Philippe  
 Jannet (320), Clémentine Jean (265), Jean-

## Béatrice Jeuffroy (2)

Béatrice Jeffroy (207), Delphine Jullien (414), Nathalie Joux (344), Laurence Jurado (353), Stéphanie Intani (244), Xavier Koehrer (79), Caroline Knifer (229), Grégoire Kunz (442), Mario-Pierre Lacoste (354), David Lutz (383), Isobel Lafont (199), Céline Lambouca (350), Isabelle Lamy (177), Anne-Laure Lannan (304), Béatrice Lemoine (336), Xavier Lignon (257), Christophe Lignon (217), Olivier Lapière (439), Jérôme Laplace (208), Caroline Lapière (65), Loïc Lafocq (66), Marie-Pierre Larrang (306), Sabine Laurus (150), Gérard Laval (37), Ariane Le Deigois (245), Cygny Le Deigois (188), Marie-Cécile Le Gall (58), Stéphanie Le Gall (11), David Le Goff (370), Frençoise Le Lounn (432), Jean-Marie Leandri (355), Arnaud Lebrun (223), Fabien Lecomte (417), Aymeric Lecouffe (198), Gaëlleme Ledoux (8), Christine Lefèvre (190), Stéphanie Lefèvre (358), Ladistes Legendre (273), Florence Legendre (17), Stéphanie Legendre (353), Valérie Legendre (264), Frédéric Le Marchand (310), Isabelle Lemarié (356), Philippe Lemaire (194), Claude Leroy (284), Corinne Lesnais (411), Florence Lesali (192), Patricia Leseuff (7), Laurent Lietzert (74), Mario Lodiato (173), Sandrine Ludee (305), Nathalie Luyben (282), Sophie Luyben (30), Stéphanie Luyben (80), Carola Loudin (381), Olivier Louzet (238), Fabrice Louis (374).

**Maurits** Maas (32), Wilfrid Masi (121),  
 Albert Maillat (197), Laure Malagoli  
 (294), Stéphane Manquin (311), Marie-  
 Claude Mannel (147), Laine Marechal  
 (149), Sophie Maréchal (42), Hélène Mar-  
 ceau (363), Hugues Mart (160), Karine  
 Masi (15), Florence Mario-Nely (172),  
 Sandrine Maroulet (416), Lucie Marquet  
 (448), Francis Martel (134), Joël Martin  
 (149), Laurent Martin (140), Laurent  
 Masson (201), Nathalie Mathe (425),  
 Marianne Maury (435), Christelle Mauver-  
 ny (243), Nathalie Maveux (377), Jean-  
 Jérôme Méward (433), Diana Mendez  
 (348), David Menier (184), Jean-Christo-  
 phe Meunier (276), Marianne Mounier  
 (213), Yann Michaux (444), Jean-François  
 Michel (21), Vincent Millot (227), Pascal  
 Minier (150), Gilles Minier (150), Fran-  
 çois Monneron (11), Jean-Marc Monney  
 (178), Delphine Mureau (369), Agnès  
 Moreteau (87), Arnaud Muller (88), Agnès  
 Mullyez (113), Alexis Mahana (196),  
 Magali Naviner (349), Florence Noël (60),  
 Caroline Nois (25), Arnaud Normandin  
 (443), Serge Nuzatiers (157), Franek

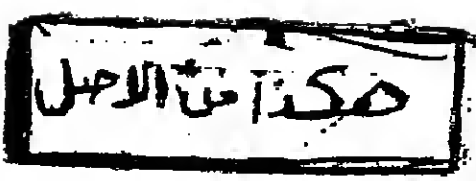
Gwemelle Page (97), Virginie Paillet (222), Delphine Paciotti (16), Mand-Cécile Paris (330), Tâdine Pavière (317), Bertrand Pezard (09), Magali Pevrier (209), Florent Peltier (54), Magali Peltier (391), Faouy Popocoy (100), Nicolas Pouchet (184), Jean-Pierre Pouchet (184), Perrotin (183), Karine Petit (177), Pierre Peyard (27), Thi Anh Nga Pham (335), Emmanuelle Pignon (45), Laurence Pillat (234), Emmanuelle Pilmis (111), Jérôme Pizueli (148), Myrrian Piry (312), Nicolas Pizzutti (47), Aurelio Plassard (213), Eric Plozier (424), Laurent Pollet (573), Esme Porcune (323), Philippe Pouchet (380), Jean-Pierre Pouchet (380), Julie Prange (240), Masha Predescu (393), Julie Prestat (125), Florence Privas (95), Myrrian Profit (291), Eric Queau (120), Thierry Quelenen (99), Jean-Charles Quintard (144), Stéphanie Rabre (387), Fabien Raffy (277), Catherine Raue (387), Mathieu Rauscent (260), Berangère Ravet (184), Jean-Pierre Ravet (184), Stéphanie Reber (211), Christophe Reber (156), Olivier Richard (424), Philippe Richard (230), Julien Riches (129), Olivier Rio (33), Christine Rieyler (289), Valérie Rizzi (407), Dorothee Ramin (373), France Ramonetti (148), Valérie Rose (220), Annabelle Roussin (6), Nathalie Roussin (184), Viviane Roux (25), Yves Roux (23), Dorothee Ruiz (153), Stéphane Sahun (3).

Isabelle Siniaty (93), Jean-François Salmon (85), Marie Perle (72), Jean-Pierre Sautou (376), Sophie Stern (342), Nicolas Sautou (446), Pierre Schwine (202), Jérôme Selgnot (189), Jean-Noël Stielciol (308), Pascale Stiers (33), Christelle Siliou (400), Benoit Simian-Salway (154), Frédéric Sinou (167), Véronique Skowronski (167), Jean-Pierre Souchet (167), Laurence Sol (455), Armande Souy (126), Laurent Soupy (108), Frédéric Stiegler (37), Mathias Stieversant (345), Eric Stoetzel (131), Véronique Szaial (49), Philippe Talavera (81), Nicolas Tangry-La Gae (142), Laurence Tere-Chollet (296), Anne Thacher (211), Virginia Thean (279), Chantal Thiebaud (253), Frédéric Thiebaud (41), Karine Thiebaud (46), Potha-Rainette Thong (171), Carinne Tu mas (422), Valérie Tulpin (360), Gwennola Toumaz (366), Marie-Françoise Trichard (188), Emmanuel Trochierie (128), Agnès Truett (167), Jean-Claude Tung (103), Sébastien Van de Kerkhof (167), Jean-Pierre Van, Alain Vandeweyer (127), François Vandeweyer (64), Anne Verbeke (409), Anne-Sophie Verdol (396), Ludovic Verfaillie (268), Christophe Vermet (209), Laure Veynachier (378), Philippe Viard (132), Véronique Vignat (96), Charles-Henri Vignier (261), Vincent Vignier (193), Didier Vigouroux (32), Juliette Vignier (181), Magali Waechter (282), Isabelle Weber (118), Céline Weber-Dauvin (415), Gwenaél Wetzling (299), Anne-Made Wilhelm (309), Armand Witz (152), Vincent Xemar (256), Eric Zahra (10), Jérôme Zam (173), Nicolas Zozaya (151), Raphaël Zwiler (380).

● **Option autonome**

Elodie Cholet (3), Jolite Nigond (2),  
Chloé Vetterman (1)





BILLET

Hausse des prix de 1 % en juillet

Inflation forte et croissance nulle

Un métro français pour Turin

C'est un beau succès que vient de remporter Matra Transport en Italie. Le conseil municipal de Turin a décidé de retenir le VAL (véhicule automatique léger) sans pilote, développé par la firme française, pour équiper une première ligne de métro de 14 kilomètres et vingt-cinq stations, d'une capacité de 17 000 passagers par heure et par sens. Matra avait pris soin de trouver un allié dans la Péninsule, Fiat en l'occurrence, et c'est leur filiale commune, Transim, qui réalisera la ligne. Indisistiblement, le métro entièrement automatique s'impose. Il n'est pas la panacée et coûte trop cher pour les pays en voie de développement ou les trop petites cités. En revanche, il répond parfaitement aux besoins des villes que la thrombose automobile menace et qui veulent redorer le blason des transports en commun en proposant un service souple et fréquent. Avec le métro sans pilote, plus d'horaires de service, plus d'espaces, plus de confort, plus de sécurité. Le VAL de Lille peut fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant la Grande Braderie de septembre sans déclencher de grève des conducteurs. La surveillance par caméra et interphone ainsi que les portes palières des stations, qui empêchent les voyageurs de tomber sur la voie, ont en raison des peurs suscitées ici ou là par l'absence de pilotes. Matra Transport se va se placer sur ce créneau du transport en commun haut de gamme. C'est désormais plus de 100 kilomètres et cinq cents véhicules dont la réalisation lui a été confiée, car, après la ville pionnière, Lille, en 1983, d'autres villes ont choisi le VAL pour concurrencer la voiture : Toulouse (mise en service en 1993), Bordeaux (1996), Rennes (date indéterminée), Paris (Métro : 1996) et la desserte de l'aéroport d'Orly. Le contrat de Turin vient conforter les perspectives de Matra aux États-Unis, à Jacksonville (1989) et sur l'aéroport de Chicago (1992), ainsi qu'à Telpeh (1992). Son alliance avec Fiat peut valoir à Matra d'autres métros dans des villes italiennes. Désormais leader mondial des transports urbains automatisés devant le japonais Mitsubishi, le canadien UDC ou le franco-britannique GEC-Alsthom, il a de belles références pour séduire Honolulu, La Mecque, Madrid ou Budapest. Avoir transporté plus de 250 millions de personnes depuis 1983, à Lille, à raison d'une rame toutes les 72 secondes aux heures de pointe et sans aucun accident, lui donne quelques arguments.

ALAIN FAUJAS

Une inflation de 4,5 % en Allemagne en un an ravive les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt

Les chiffres du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie-du-Nord ont donné la tendance (le Monde du 26 juillet) : les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 1 % en juillet 1990, et indiquent, vendredi 28 juillet, l'Office fédéral des statistiques, la hausse d'expliquer pour l'essentiel, selon l'Office des statistiques, par le relèvement de la fiscalité destinée à payer la facture de l'unification allemande, intervenu le 1<sup>er</sup> juillet. Le gouvernement allemand a relevé massivement à cette date les taxes sur les produits pétroliers et les assurances, ainsi que les impôts sur le revenu et sur les sociétés. La taxe sur la consommation a augmenté d'environ 30 % au mois de juillet. Désormais l'inflation allemande inquiète la Bundesbank comme le gouvernement. Un relèvement du taux de l'escompte en Allemagne est ouvertement envisagé alors que les partenaires de l'Allemagne ou G 7 avaient cru en avoir écarté l'éventualité il y a quelques semaines. M. Helmut Schlesinger, qui prend ses fonctions de président de la Bundesbank début août en remplacement de Karl-Otto Poehl, est pessimiste sur la future hausse des prix. A ses yeux, les taxes n'expliquent pas toute l'inflation : il dénonce la forte progression des salaires en Allemagne de l'Ouest, mettant en garde contre une spirale inflationniste salaires/prix. La plupart des accords salariaux conclus au printemps prévoient des augmentations pour 1991 de 6 à 7 %.

Le spleen des commerçants ouest-allemands

FRANCFORT  
correspondance  
Le nouveau président de l'Association fédérale des plus grosses entreprises de détail de l'Ouest (BAG), M. Walter Duss, qui est aussi le chef du groupe Karstadt d'Essen, numéroté un des grands magasins à l'Ouest, n'est pas le premier à tirer la sonnette d'alarme. L'affaiblissement du deutschemark par rapport au dollar, qui rend les achats à l'étranger plus onéreux, les coûts salariaux supplémentaires après les accords tarifaires intervenus en avril dans le commerce de détail ainsi que l'augmentation de la taxe sur l'essence à compter du 1<sup>er</sup> juillet vont pousser les prix de détail vers la hausse au cours du deuxième semestre, a-t-il annoncé récemment. Les prix à l'achat pour l'ensemble des quelque 1 800 entreprises membres de BAG (d'une valeur hors taxe estimée à 35 milliards de deutschemarks sans les produits finis) devraient ainsi augmenter de 3 % lors du second semestre par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse avait été de 2 % au premier semestre, avec les produits alimentaires caracolant en tête, à cause de la très forte hausse sur les vins et spiritueux, suivis par les vêtements, le linge de maison et les chaussures. Même si le commerce ouest-allemand a continué à bien se porter au cours du premier semestre, avec une progression du chiffre d'affaires de 8,4 % jusqu'en mai, dont la moitié due aux achats des Allemands de l'Est, les prévisions pour le second semestre sont beaucoup plus pessimistes. Principale raison : les nouveaux impôts et la série de hausses décidées par le gouvernement de Bonn, peu propices comme chacun sait à la consommation des ménages.

Andreas Lamla, fondateur des magasins Park-Markt  
Un entrepreneur de l'Est

Andreas Lamla, trente-six ans, n'est pas un rêveur. Expulsé de RDA en 1982 après avoir passé près de deux ans dans les geôles d'Erich Honecker pour avoir tenté de s'évader à bord d'un sous-marin de fabrication artisanale, il est revenu dans son quartier de Prenzlauerberg, à Berlin-Est, un jour seulement avant l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, le 1<sup>er</sup> juillet 1990. Depuis son retour à l'Est, une idée le travaille. Comment éviter que quarante années d'injustices ne se traduisent par une nouvelle injustice ? Sa réponse : redonner aux Allemands de l'Est le goût des produits fabriqués chez eux. Pour cela, il a fondé une entreprise d'abord : le ketchup ou le poisson fumé de Rostock, ces produits sont souvent beaucoup plus naturels que leurs « homologues » de l'Ouest. Mais aussi de goût : en moyenne 30 % moins cher que dans les magasins de discount ouest-allemands, ce qui correspond également à la différence de revenus des Allemands de l'Est. C'est ainsi que l'idée de Park-Markt, un magasin dans lequel on vient acheter exclusivement des produits de l'Est, est née. Avec un succès foudroyant puisque le premier magasin a été ouvert à Berlin-Est en janvier et que, début juillet, Andreas Lamla en était déjà à sa quatrième ouverture, au rythme d'un nouveau magasin inauguré par semaine. A cette cadence, il compte se retrouver à la tête de soixante-dix magasins d'ici à la fin de l'année, y compris dans la région de Cottbus et de Magdebourg. « Le temps est un cadeau », dit-il avec beaucoup plus de poésie et de conviction que le célèbre Time is money américain. « Si on attend trop longtemps, tout risque d'être gâché. »

C. H.-M.

La Suisse découvre la stagflation

Avec une stagnation marquée de la croissance et une hausse des prix relativement élevée, l'économie helvétique accuse depuis le début de l'année une tendance assez nette à la stagflation. Sans doute n'y a-t-il rien d'alarmant pour un pays connaissant, dans l'ensemble, une situation encore privilégiée ; mais ce tassement conjoncturel est d'autant plus vivement ressenti qu'il intervient après une longue période ininterrompue de prospérité.

BERNE  
de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1983, la croissance en Suisse a été légèrement négative durant le premier semestre, alors que le produit intérieur brut avait encore augmenté de 2,6 % l'année précédente. Le niveau des prix d'intérêt reste élevé et ne stimule guère les investissements. Le tassement conjoncturel est particulièrement sensible dans le secteur industriel mais, directement touchée, la construction traverse une véritable récession. Conséquence de ce fléchissement général : le taux de chômage n'a plus que doublé, passant de 0,5 % à 1,1 % en une année. A la fin de juin, 35 253 demandeurs d'emploi étaient officiellement recensés, soit 20 000 de plus que douze mois auparavant, tandis que le nombre de places vacantes se maintenait au-dessus de 10 000. Le taux de chômage n'en demeure pas moins inférieur aux 8,7 % de la CEE.

En revanche, la Suisse fait moins bien que la plupart de ses voisins, notamment la France, dans la lutte contre la hausse des prix. Le temps paraît revu où la Confédération pouvait se targuer, comme ce fut le cas au milieu des années 80, d'avoir une inflation pratiquement nulle. Malgré la politique monétaire restreinte de la Banque nationale suisse (BNS), en 1990 déjà l'accroissement du coût de la vie avait atteint 5,5 %. A la fin du premier semestre, l'inflation annuelle se situait à 6,6 %, soit le taux le plus élevé depuis une dizaine d'années.

Après les analystes, le creux de la vague serait en passe d'être atteint et un recul sensible de l'inflation se profilerait à l'horizon. Pour l'année en cours, la croissance restera cependant inférieure à 1 % et il faudra probablement encore attendre jusqu'en 1992 avant de voir s'amorcer un début de reprise. Continuant d'accorder la priorité à la lutte contre l'inflation, la BNS ne souhaite pas un redémarrage économique trop rapide, estimant que seul un affaiblissement de la croissance réelle devrait permettre de maîtriser une forte hausse des prix. De même, les responsables de l'Institut d'émission ont avoué qu'il « ne fallait pas nourrir de trop grands espoirs quant à un fléchissement du niveau des prix d'intérêt en Suisse ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

REPÈRES

**SOCIAL**  
Une association de soutien aux chômeurs en redressement judiciaire à Rouen

Le tribunal de grande instance de Rouen a placé, le 12 juillet, l'Association de soutien à l'initiative locale pour l'emploi (ASILE) en redressement judiciaire. Cette association « intermédiaire » et de formation, qui venait en aide aux chômeurs de longue durée, avait enregistré un déficit consolidé de 1,4 million de francs pour un chiffre d'affaires de 9,5 millions en 1990. Des arnaques de gestion auraient été commises et, à la fin juin, les formateurs n'ont pas été payés, les 270 chômeurs n'ayant reçu que des avances. L'association ASILE avait été créée en 1985 par M<sup>me</sup> Paulotte Thiollent, qui le dirigeait. Elle avait reçu le soutien actif de M. Laurent Fabius, qui en était le président d'honneur jusqu'à sa démission en avril dernier. (Correspondance)

**CHIMIE**  
Hanson ne lancerait pas d'OPA sur ICI avant six mois

Selon le Financial Times, le conglomérat britannique Hanson ne lancerait pas avant six mois d'OPA contre ICI, quatrième chimiste mondial et premier groupe industriel de Grande-Bretagne. Lord Hanson, son président, le solennellement annoncé, assure le quotidien économique, le 27 juillet. C'est la première fois que le célèbre « raider » britannique parle ouvertement d'attaquer la « First Lady » de la City. La publication des résultats d'ICI pour le deuxième trimestre (le Monde du 26 juillet) a été pour lui l'occasion de critiquer la gestion de la firme de Millbank, une affaire, selon lui, « sous-performante et sur-margée ». Lord Hanson est décidé à garder le groupe sous haute surveillance et à l'aiguillonner pour faire mieux au nom des actionnaires. Au moindre dérapage, il devrait lancer l'assaut.

Hausse du PNB de 0,4 % au deuxième trimestre

La reprise américaine est « tirée » par les Etats du centre du pays

NEW-YORK

de notre correspondant

Le pays des Pères pèlerins, la Nouvelle-Angleterre, devrait encore perdre cinquante mille emplois d'ici à la fin de l'année et le taux de chômage devrait dépasser 8,2 % de la population active. Cette région a été durement éprouvée par la crise immobilière et bancaire et par les graves déficits budgétaires qui, à l'exception du Massachusetts (à la suite d'artifices comptables), affectent la totalité des six « États yanks » qui la composent. Mais, si l'on en croit les spécialistes de DRI/McGraw-Hill, le pire sera peut-être passé après encore quelques mois d'abstinence. Le diagnostic est confirmé par la Conférence Board, un organisme économique privé new-yorkais qui constate actuellement « une phase de stabilisation » en Nouvelle-Angleterre après le déclin des ventes de ces trois dernières années. De son côté, dans la livraison à fin juin, le Beige Book de la Réserve fédérale, qui passe en revue la situation économique dans les douze juridictions géographiques adhérentes au système du Fed, escompte, en s'inspirant des milieux économiques de Boston, une amorçure de timide reprise au premier trimestre 1992 dans cette région qui a tellement souffert. Un peu plus au sud, le reste de la côte Est des États-Unis, qui n'a tant tiré profit des go-go years avant de subir le contrechoc du double krach boursier, se remet lentement du choc. Tant à New-York qu'à Washington, à Baltimore qu'à Philadelphie, l'industrie manufacturière n'a pas encore pris le relais des services. De son côté, la consommation tarde à jouer l'aiguillon, mais les indications des mois de mai et de juin sont assez encourageantes, estime la Fed. Faisant le pendant à la côte Est, la Californie, qui a été touchée plus tard - mais aussi plus profondément - par la récession, devrait logiquement redémarrer, mais avec un certain décalage. Pourtant, là aussi, « certaines fleurs d'espoir » se sont manifestées récemment, constatent les auteurs de ce rapport semestriel. La Californie reste ancrée sur le bassin pacifique et continue à faire preuve d'un « optimisme déterminé », souligne de

son côté le Conference Board, indiquant que des créations d'emplois recommencent à être enregistrées dans cet État où le taux de chômage a dépassé la moyenne nationale (7 % selon les dernières statistiques).

**Les Etats heureux**

Mais l'ouest des États-Unis ne se limite pas à la Californie, éprouvée par la réduction du budget du Pentagone et par la crise de l'informatique. Les États de l'Oregon (Portland) et de Washington (Seattle) ont beaucoup moins souffert de la récession, de même que le centre-sud du pays, qui, ayant échappé à la crise, devrait constituer le véritable fer de lance d'une reprise que l'on annonce généralement modérée. L'Alabama, le Kentucky, le Tennessee et le Mississippi enregistrent ainsi des taux de croissance supérieurs aux quelque 2,5 % escomptés par l'administration américaine pour le pays en 1992.

A cette liste d'États heureux qui témoignent, si besoin était, de la grande diversité régionale du pays,

SERGE MARTI

British Airways et Aeroflot créent Air Russia. - British Airways et Aeroflot ont signé, le 26 juillet à Londres, un accord prévoyant la création d'une compagnie aérienne internationale. Air Russia, qui devrait commencer à assurer des vols à partir de 1994. Les sept Boeing-767 qui lui seront affectés desserviront, au départ de l'aéroport moscovite de Domodedovo, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Extrême-Orient. British Airways apportera 30 millions de livres (200 millions de francs) et détiendra 31 % du capital de la nouvelle compagnie soviétique.

La fin de l'obligation des phares jaunes. - Pour mettre la France en règle avec la norme européenne en matière de phares d'automobiles, M. Paul Quilès, ministre de l'Équipement, a demandé une révision des articles R-83 et R-84 du code de la route qui oblige, depuis 1936, à utiliser des phares jaunes sous peine d'une amende de 450 francs. Comme dans le reste de l'Europe, à l'exception de l'Allemagne qui impose des phares blancs, les automobilistes français auront le choix entre les deux solutions. Le phare blanc est plus lumineux de 15 % à 30 % que le jaune et coûte 15 francs de moins en moyenne.

MICHEL RIOLS

Le secrétaire d'État à la Défense, M. Paul J. Canine, a annoncé que le département de la Défense envisageait de réduire de 10 % le nombre de militaires à l'extérieur des États-Unis. Cette décision, qui pourrait entraîner la fermeture de bases militaires à l'étranger, a été accueillie avec méfiance par les responsables de la défense de plusieurs pays alliés. M. Canine a insisté sur le fait que la réduction du nombre de militaires à l'étranger ne signifie pas une diminution de la présence américaine dans le monde. Il a souligné que la Défense continuait de maintenir une forte présence militaire dans les régions clés du monde, notamment en Europe et en Asie-Pacifique. Cette décision est le résultat d'une série de coupes budgétaires imposées par le Congrès et vise à réduire les dépenses militaires tout en maintenant la capacité de la Défense de répondre à ses obligations internationales.



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 22 AU 26 JUILLET

## PARIS

## Avantage au vert

INDICE CAC 40

+0,25%

Jamais deux sans trois. Retenue depuis le 8 juillet dernier par des courants porteurs, la Bourse de Paris a continué cette semaine de s'avancer prudemment, tous moteurs réduits. Mais au dernier moment, se dérive vers les eaux troubles de la baisse faillit bien changer la marque. L'avantage est resté au vert. Mais il fut bien symbolique, témoignant que les capacités de la place à maintenir le cap s'émoussent dangereusement.

Une bien pauvre semaine au demeurant, sur un marché gagné par l'engourdissement, conséquence de l'ennemie des échanges et du gel à peu près complet des initiatives. Si la hausse n'a pas réussi à vraiment s'imposer, la baisse non plus. Au départ du mois, lundi, un premier effritement (-0,33 %) était rapidement contrôlé (-0,04 %). Toutes les traces d'érosion devaient même complètement disparaître le lendemain pour la liquidation générale de juillet, perdante pour le deuxième mois de suite (-1,38 %). O surprise ! Le bide sur le cou, le marché se jour-là, contre toute attente, s'anivra de 0,25 %. Le monde à l'envers en quelque sorte. Les anciens, qui avaient prévu tous les cas de figure, disaient qu'« la liquidation ferme » correspondait presque tou-

jours « un premier jour faible ». La tendance n'avait pas été vraiment ferme, elle ne fut pas réellement faible. Mais à quelques nuances près, l'adage en sortit indemne. Sans ressort, et malgré un passage à 0,85 % au-dessus de son niveau précédent, le Bourse ne devait pas mercredi réussir en effet à progresser de plus de 0,52 %. Une bien piètre performance pour sauver un nouveau mois boursier.

Judi, ce fut bien pie avec un enlèvement à peu près total des cours et des indices jouant à cache-cache, un instant dans le rouge, l'autre dans le vert et vice versa, pour finir par tenir la tête juste hors de l'eau (+0,11 %). A la veille du week-end, le marché fut très près de boire une bonne tasse (-1,09 %). Finalement, le CAC40 réduisit l'écart à 0,88 %. Bref, d'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises se sont encore apprivoisées, mais de façon insignifiante (+0,25 %). Elles auraient tout aussi bien pu se déprécier.

## La reprise n'est pas en rue

« Pénible » quand même, fit remarquer un gérant de portefeuille. Aurait-il pu en être autrement ? Pour commencer, le Bourse manque de liquidité. Contrairement aux années précédentes, les sommes versées au titre des dividendes n'ont pas

été toutes réinvesties (37,8 milliards de francs pour 1990). Il s'en faut de loin. Les échanges en ont terriblement souffert.

La deuxième raison est d'ordre conjoncturel. La situation est fluide et la visibilité très mauvaise. La reprise américaine a de sérieux retards. La baisse des commandes de biens durables pour juin (-1,6 %), le premier depuis mars, et la faible hausse du PNB pour le deuxième trimestre (+0,4 %) le prouvent. Quelques analystes américains vont jusqu'à prétendre que la croissance est définitivement arrêtée outre-Atlantique. Même son de cloche en Grande-Bretagne, où après le quart d'heure d'enthousiasme soulevé par le soudain bond des ventes au détail en juin et le premier excédent depuis quatre ans de la balance des paiements courants, la Chambre de commerce britannique a remis les pendules à l'heure... de la récession. Pas de reprise, au mieux, avant le second semestre de 1992. Vu l'incertitude des économies, les chances de la France de retrouver la voie de l'expansion s'émoussent sérieusement.

En croyant déceler des signes de reprise derrière les très mauvais résultats du commerce extérieur pour juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a fait sourire les boursiers. Les « charlatans » de Salomon Brothers sont catégoriques, la France n'a pas

encore touché la creux de la vague. Pessimisme excessif ? Possible. Mais la baisse des taux d'intérêt sur laquelle tablent les milieux industriels pour relancer les affaires est, elle aussi, très compromise. M. Hilmer Kopper, président du directoire de la Deutsche Bank, a clairement annoncé la couleur : une hausse des taux allemands est inévitable d'ici à l'automne. M. Helmut Schlesinger, tout prochain président de la Bundesbank, a renchérit en affirmant qu'il emploierait l'arme des taux si le dérapage des salaires était trop important. Un handicap supplémentaire pour les pays à faible inflation, comme la France, pronostique encore Salomon Brothers.

Officielle dans ces conditions d'y voir clair, surtout de tirer des plans sur le comble avec un chômage parvenu à de nouveaux sommets. Les investisseurs s'y refusent. « Je ne sais plus que faire », avouait l'un d'entre eux, complètement découragé, en ajoutant : « Béré fait de l'intox. Et ce n'est pas 0,50 point en moins sur les prêts consentis aux PME qui changera grand chose. » Ils n'ont pas même le choix d'attendre. L'obligation du rendement peut les contraindre à trouver d'autres voies. L'état menace d'être égrité sous les lambris.

ANDRÉ DESSOT

## NEW-YORK

## Déception

INDICE DOW JONES

-14%

Quatre séances de baisse sur cinq. Le score de cette semaine houleuse est à la mesure de la déception éprouvée par Wall Street à la publication de certains résultats semestriels et, surtout, à l'annonce de statistiques confirmant que la fin de la récession sera marquée par une croissance plus faible que prévu. En clôture, vendredi, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles accusait une baisse de 7,60 points, à 2 972,50, après que les valeurs américaines eurent cédé environ 1,4 % pour l'ensemble de la semaine.

Même si les analystes anticipent déjà des résultats de sociétés favorables pour le troisième trimestre qu'ils escomptent placé sous le signe de la reprise, force est de constater que toutes les entreprises, si l'on fait, ne sont pas sorties de la récession. Certes, Time Warner a réussi à diminuer ses pertes trimestrielles tandis que Goodyear annonçait un retour discret aux bénéfices, mais plusieurs sociétés d'informatique, d'aviation, du secteur bancaire et, naturellement, de l'automobile, ont encore affiché des contre-performances.

Au plan des indicateurs d'activité, quarante-huit heures après l'annonce d'une chute de 1,6 % des commandes de biens durables en juin, laquelle a fait mauvaise impression en Bourse, l'information selon laquelle le PNB a progressé de 0,4 % au deuxième trimestre a fait l'effet d'une douche

froide. Tout le monde s'attendait à un indice positif après deux trimestres de baisse consécutive mais la modestie du sursaut a surpris les boursiers qui tablaient sur un taux de croissance voisin de 1 %. Le seul espoir que caressent les familiers de Wall Street est de voir la Réserve fédérale, préoccupée également par cette reprise molle, essayer de lui souffler dans les voiles en pesant sur les taux d'intérêt. Une mesure qui devrait regonfler définitivement les résultats des sociétés pour les mois à venir.

De notre correspondant SERGE MARTI

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Alcoa	72 1/4	71
AT&T	39 7/8	39 7/8
Boeing	43 5/8	43 5/8
Chase Man. Bank	20	19 1/2
Du Pont de Nemours	46 3/4	48 3/8
Eastman Kodak	40 5/8	39 1/2
Exxon	29 3/8	28 3/4
Ford	34 3/8	33 3/4
General Electric	73 3/8	72 5/8
General Motors	42 3/8	40 5/8
Goodyear	38 7/8	38 1/8
IBM	108 1/2	108 1/2
ITT	58 3/8	57
Mobil Oil	67 3/4	66 3/8
Pfizer	60 5/8	60 1/8
Schlumberger	68 3/4	66 5/8
Tecoco	65 3/8	62 7/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	142 1/4	138 3/8
Union Carbide	20 3/8	20 1/8
United Tech.	48 3/8	48
Westinghouse	25 5/8	25 3/8
Xerox Corp.	57 1/4	57

## TOKYO

INDICE NIKKEI

+2,85%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine sur une hausse substantielle. Le Nikkei a de nouveau franchi le barre des 23 000 points qu'il avait délaissée la semaine précédente. Vendredi, il s'est inscrit en clôture à 23 519,07 points gagnant ainsi 652,71 points, soit une progression de 2,85 % par rapport au niveau de clôture de vendredi dernier. En l'absence de nombreux investisseurs institutionnels se tenant en marge pour cause de scandales boursiers, le volume des transactions est resté peu important. Il s'est échangé en moyenne 241,5 millions de titres contre 239,2 millions la semaine précédente, avec une nette contraction au cours de la séance de lundi où seulement 164,2 millions de titres ont été échangés (le plus faible montant traité en une séance depuis le 27 août 1984).

Le marché avait mal débuté la semaine, perdant 161,07 points lundi sur des ventes de petits lots. Mardi, il récupérait 53,69 points

dans un marché toujours terne. Mercredi, dynamisé par le fléchissement des taux d'intérêt à court terme, il gagnait 538,49 points. La tendance haussière se tarissait jeudi. Vendredi, le marché « rebondissait » mais la session de l'après-midi a vu la hausse - pour terminer avec 186,36 points de gain - après l'annonce par la Long-Term Credit Bank de la réduction de son taux de base bancaire de 0,2 %. Selon les analystes, d'autres banques devraient l'imiter d'ici peu. S'enchaînerait pour susciter une reprise estivale ?

Indices du 26 juillet : Nikkei 23 519,07 (c. 22 866,36); Topix 1 833,60 (c. 1 794,84).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Akai	1 120	1 130
Bridgestone	1 020	1 050
Canon	1 550	1 560
Fuji Bank	2 480	2 520
Honda Motor	1 520	1 480
Matsushita Electric	1 690	1 680
Mitsubishi Heavy	698	727
Sony Corp.	6 150	6 170
Toyota Motor	1 630	1 640

## LONDRES

Nouveau sommet +1,2%

Le London Stock Exchange a été littéralement envahi cette semaine de nouveaux records d'altitude, on est attendu. En cinq séances, le Footsie a monté de 1,2 %. Depuis le début juillet, sa hausse atteint 7,2 %.

L'euphorie a été déclenchée par l'annonce inespérée d'un excédent mensuel de la balance des paiements courants, le premier depuis quatre ans, et d'une hausse tout aussi inattendue des ventes au détail pour juin. La chambre de commerce britannique a toutefois tempéré cet optimisme en affirmant qu'aucune reprise n'était prévisible avant le second semestre de 1992. En publiant des résultats trimestriels bien moins mauvais que prévu, ICI, la « First Lady » de la City, a relancé la hausse, qui se défilait.

Indices « FT » du 26 juillet : 100 valeurs, 2 589,3 (c. 2 541,6) ; 30 valeurs, 2 003,3 (c. 1 959,3) ; mines d'or, 183,8 (c. 212,9) ; Fonds d'Etat, 84,86 (c. 84,94).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
Bowater	5,77	6,63
BP	3,48	3,43
Charter	4,95	4,95
Courtauld	4,32	4,32
De Beers	16,75	15,78
Glanco	12,71	12,48
GUS	15,50	16
ICI	12,83	13,18
Reasers	7,72	7,86
Shell	5,32	5,35
Unilever	7,43	7,68
Vickers	1,89	2,02

## FRANCFORT

Nouvelle baisse -1,13%

Pour la deuxième semaine consécutive, les places allemandes se sont repliées, Francfort, la première d'entre elles, en tête. D'un vendredi à l'autre, l'indice DAX a baissé de 1,13 %.

La trêve estivale n'a bien sûr pas été étrangère à ce mouvement. Mais le dérapage s'est surtout accentué après l'annonce d'une hausse des prix de 4,5 % sur une base annuelle, qui porte les germes d'un renchérissement des taux. Tour à tour, M. Hilmar Kopper, président de la Deutsche Bank, puis M. Helmut Schlesinger, nouveau patron de la Bundesbank, ont déclaré qu'une hausse des taux d'intérêt était inévitable. Pour le premier, l'événement a de bonnes chances de se produire d'ici à l'automne. L'activité a diminué avec seulement 18,42 milliards de Deutschmarks (-14,2 %) de transactions sur les huit places.

Indices du 26 juillet : DAX, 1 603,64 (c. 1 623,99) ; Commerzbank, 1 893,10 (c. 1 915,10).

	Cours 19 juillet	Cours 26 juillet
AEG	189,20	189
BASF	239,70	237
Bayer	278,70	277,80
Commerzbank	243	241,50
Deutschebank	627,50	621
Hoechst	246,70	240,40
Karstadt	648	620
Mannesmann	272,50	270
Siemens	644,50	643,30
Volkswagen	371,40	357,20

Alors que l'ONU reconnaît être un client de la BCCI en Afrique

## M. Perez de Cuellar se voit reprocher d'avoir emprunté l'avion privé de M. Gaith Pharaon pour ses déplacements officiels

Chaque jour apporte de nouvelles mises en cause dans l'affaire de la BCCI, dont les avoirs ont été gelés le 5 juillet. Ce sont maintenant les Nations unies et leur secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, qui sont accusés, les premières d'avoir eu des comptes dans cette banque et le second d'avoir utilisé pour ses déplacements officiels un avion privé de M. Gaith Pharaon, milliardaire saoudien dont le nom est fréquemment cité depuis que l'affaire a éclaté.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), dont les retombées déboulent aussi bien les autorités monétaires occidentales que les pays du tiers-monde, n'épargne pas les organisations internationales et la première d'entre elles, l'ONU, est désormais concernée. A double titre. D'une part pour avoir détenu deux comptes, totalisant moins de 500 000 dollars, ouverts auprès de la BCCI au Cameroun et en Sierra Leone, lesquels ont été gelés le 5 juillet dernier après la décision simultanée de plusieurs gouvernements de suspendre les activités de la banque. D'autre part, selon le New York Times, pour avoir permis au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, d'emprunter à deux reprises un Boeing 727 appartenant à M. Gaith Pharaon, le milliardaire saoudien dont le nom est fréquemment cité depuis qu'a éclaté le scandale de la BCCI, banque aujourd'hui convaincue de blanchir l'argent de la drogue et soupçonnée d'avoir entretenu des liens peu clairs avec des milieux terroristes, notamment un Grand-Bretagne, et des services secrets, y compris aux Etats-Unis.

□ Mitsubishi rachète les parts de Chrysler dans Diamond Star. — Mitsubishi Motors Corp. déclinera bientôt l'intégralité de Diamond Star. Le constructeur japonais va racheter à son associé américain Chrysler la totalité de sa participation (soit 50 % des parts) dans cette société commune, fondée en 1985 et basée dans l'Illinois. Un accord de principe qui vient d'être conclu par les deux partenaires devrait être officialisé à la mi-août.

Sur le premier point, M. François Giuliani, porte-parole du secrétaire général, a précisé que l'ONU avait effectivement ouvert des comptes au Cameroun au nom du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et de la Commission économique pour l'Afrique, dépendant du Conseil économique et social des Nations unies, dont le solde représentait des sommes minimes au moment du gel des avoirs de la BCCI. A savoir environ 12 000 dollars pour le compte du HCR. En Sierra Leone, l'UNICEF détenait aussi un compte auprès de cette banque, sur lequel figuraient moins de 400 000 dollars lors de l'interdiction de ses activités. Le porte-parole a expliqué que, si l'ONU avait choisi cet établissement, c'est en raison de la pénurie de banques commerciales dans certains pays africains.

M. Giuliani a encore confirmé que M. Perez de Cuellar avait emprunté à deux reprises un avion

appartenant à M. Gaith Pharaon, pour des déplacements officiels. Le premier vol a été effectué en 1986 lorsque M. Perez de Cuellar s'est rendu en voyage à Haïti, accompagné de journalistes, ce qui l'avait contraint à emprunter un avion plus grand qu'initialement prévu. Le second déplacement avait eu lieu l'année suivante lors d'une mission au Pérou, son pays d'origine. Répondant personnellement aux accusations selon lesquelles cet avion aurait été mis à sa disposition pour permettre aux dirigeants de la BCCI d'utiliser son prestige et son influence dans plusieurs pays en voie de développement, notamment en Amérique centrale, le secrétaire général a catégoriquement réfuté ces rumeurs, reprises par un quotidien populaire new-yorkais, le New York Newday.

« Tout ceci est complètement faux », a-t-il déclaré, d'un ton agacé, le 26 juillet, en pénétrant dans l'en-

ceinte de l'ONU. « Cet avion n'a été fourni par un de mes assistants, M. Hrusovky, qui m'a fait valoir le danger de prises d'otages sur les avions de ligne qui prévalait à l'époque », a-t-il ajouté. De son côté, le porte-parole de M. Perez de Cuellar a expliqué que cette occasion avait été saisie pour des raisons d'économies. L'ONU éprouvait alors de graves difficultés financières.

Selon certaines sources non identifiées dont les propos sont repris par le même quotidien, ce geste de générosité de la BCCI aurait aussi visé à obtenir du secrétaire général qu'il soutienne les positions arabes dans l'encadrement des Nations unies. Une suspicion également rejetée par M. Perez de Cuellar, âgé de soixante et onze ans et dont le mandat s'achève à la fin de l'année, après dix années passées à la tête de l'organisation.

SERGE MARTI

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 juillet 1991

Nombre de contrats : 51 304

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier.....	104,52	104,60	104,58	—
+ haut.....	104,60	104,66	104,58	—
+ bas.....	104,34	104,46	104,46	—
Dernier.....	104,34	104,46	104,50	—
Compensation.....	104,66	104,70	104,62	—

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi

	19-7-91	22-7-91	23-7-91	24-7-91	25-7-91
RM.....	1 902 584	1 582 649	3 237 499	—	2 070 647
R. et obl.	6 344 365	7 316 816	4 493 519	—	4 987 286
Actions.....	234 167	360 647	73 878	—	142 634
Total.....	8 481 116	9 260 112	7 804 896	—	7 200 567

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

France, 114,1 | 113,9 | 114,2 | 114,6 | 114,9

Étrangers, 122,9 | 122,3 | 121,7 | 120,6 | 119,2

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 100, 28 décembre 1990)

Général, 466,80 | 468,10 | 467,20 | 467,20 | 469,70

(base 1 000, 31 décembre 1987)

CAC 40, 1 762,78 | 1 768,93 | 1 778,07 | 1 780,01 | 1 776,66

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Baisse %	Valeurs	Hauss %
Inst. Mérieux	-10,4	Canal	+10,8
Midland Bank	-8,8	Radiochaque	+10,8
Procter & Gamble	-8,4	SCA	+7,8
Deutsche Bank	-7,8	BNP	+6,7
Pfizer	-6,2	SPIE	+6,7
UIF	-6,2	SEB	+6,0
Lys	-5,9	COIC	+5,9
Urs. East	-5,9	Alcatel	+5,9
Peches	-5,5	Cap Gemini	+5,9
SFEP	-4,9	COI	+5,5
Immat. Phos.	-4,9	COIP	+5,5
Metrolog	-4,9	Phos. Minus	+5,5
CMB Packaging	-4,8	BIS	+5,1

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Havas	1 729 415	879 289 896
Elf-Aquitaine	551 919	549 034 210
Paribas Act. A.	1 253 845	523 484 635
Alcatel Alsth.	889 782	514 815 371
Eaux (Gén.)	1 909 940	451 659 160
Total cat. B.	435 370	370 639 374
LVMH	87 912	369 063 253
BSN	391 374	352 117 526
Suez (C de)	1 032 582	345 253 634
Lyon. Duntet	582 506	310 518 654
Laf. Coppée	858 355	298 861 817
Saint-Gobain	617 616	281 863 899
Peugeot SA	480 082	280 494 363
Société Gén. A.	532 714	232 313 439

(\*) Du vendredi 19 juillet 1991 au jeudi 25 juillet 1991 inclus.

هكسان الثقل







Après dix-huit mois de négociations

## Les Douze acceptent d'ouvrir à partir de l'an 2000 la CEE aux automobiles japonaises

Le comité des représentants des Douze, réuni le 26 juillet à Bruxelles, a accepté un compromis sur les importations de voitures japonaises entre 1993 et la fin de 1999 (le Monde du 27 juillet). Cet accord, qui prévoit l'ouverture du marché européen aux véhicules nippons à compter de l'an 2000, doit encore être approuvé par Tokyo.

Après un an et demi de négociations - et de dissensions - les Douze se sont mis d'accord, le 26 juillet à Bruxelles, pour ouvrir progressivement le marché de la CEE aux automobiles japonaises, acceptant ainsi le scénario présenté en début de semaine par la Commission. Le projet d'accord, qui prévoit l'ouverture totale du marché européen à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000, sera soumis prochainement au Japon lors d'une réunion extraordinaire des ambassadeurs des Douze.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et la date fatidique de l'an 2000, les constructeurs nippons devraient accepter de limiter leur pénétration dans la Communauté. Leur part de marché, qui atteint 11,2 % actuellement, ne dépassera pas 16 % en 1999. Pour respecter cet engagement, le Japon accepterait un « quasi-gel » de ses exportations vers le Marché commun pour qu'elles ne dépassent pas 1,23 million de voitures en 1999. On estime officiellement qu'à cette date la France laissera entrer 150 000 voitures nippones (contre environ 80 000 actuellement), l'Italie 138 000, la Grande-Bretagne 190 000, l'Espagne 79 000 et le Portugal 23 000. Seule augmentera fortement la fabrication en Europe des automobiles japonaises - les « transplants », - qui passerait de 269 000 unités aujourd'hui à 1,2 million d'unités en 1999.

Une classe de non-ciblage par laquelle les Japonais s'engagent à répartir leurs ventes sur l'ensemble de la CEE et à ne pas « envahir » en priorité les marchés actuels des plus fermés, comme la France et l'Italie.

Une surveillance de l'accord qui sera assurée deux fois par an conjointement par la Commission de Bruxelles et par Tokyo.

Cinq pays de la CEE pratiquent la politique des quotas d'importation sur les véhicules nippons. Ils représentent aujourd'hui 23 % du marché italien, 3 % du marché français, 6,4 % du marché espagnol, 11 % du marché britannique et 14 % du marché portugais.

Dans les autres Etats membres, les ventes de voitures japonaises sont officiellement libres, même si Bonn et Tokyo semblent avoir conclu en 1986 un accord informel limitant la part des Japonais à 15 % du marché, contre la possibilité de vente de véhicules haut de gamme allemands au Japon. En raison de l'instauration du marché unique de 1993, la politique des quotas était de toute façon condamnée à courte échéance.

Jusqu'à présent, Tokyo s'était abstenue de deux têtes de pont en Europe : la Grande-Bretagne et l'Espagne. Deux usines (Toyota et Honda) devraient ouvrir au Royaume-Uni fin 1992, la première, d'un coût de 7 milliards de francs, représentant le plus important investissement nippon dans la Communauté. En Espagne, Nissan prévoit de doubler sa production d'ici à 1995.

E. F.

Selon le journal britannique « The Independent »

## Londres a vendu des matières nucléaires à l'Irak

Les affaires nucléaires irakiennes n'en finissent pas d'éclabousser de scandales les pays européens. Après l'Allemagne et la Suisse (1) et ne pas « envahir » n'ont pas toujours été très regardants sur la destination et l'utilisation à venir des matériels et des matières exportés, c'est au tour de la Grande-Bretagne d'être ajourné d'ici sur la sellette.

Dans un article publié samedi 27 juillet, le quotidien britannique The Independent révèle que le gouvernement de Londres a autorisé des exportations de matières chimiques et nucléaires soumises à des contrôles sévères (produits de base pour le gaz moutarde, uranium et plutonium) jusque trois jours après l'invasion du Koweït par Bagdad.

Les affirmations du journal britannique se fondent sur la liste présentée en annexe d'un rapport du ministère du commerce et de l'industrie (Products Licensed for Export to Iraq) soumis, à la veille des vacances, à une commission parlementaire. Ce document, qui porte sur une période d'envois de matières allant de janvier 1987 au 5 août 1990, détaille les matières exportées. Pêle-mêle, on trouve, selon The Independent, de l'uranium, de l'acétate d'uranium, de l'uranium appauvri, du thorium, de l'oxyde de thorium, du zirconium, des barres de zirconium et bien sûr du plutonium.

Tous ces produits sont bien connus des spécialistes du nucléaire. Mais de là à déterminer leur utilisation exacte, civile ou militaire, il y a un pas que les informations révélées par le quotidien de Londres ne permettent pas de franchir. On en est réduit

aux suppositions. Ainsi, l'uranium peut être chimiquement transformé, puis utilisé à des fins d'enrichissement dans les « calculateurs » et les centrifugeuses découverts en Irak par les missions d'experts de l'AIEA.

De même, l'uranium appauvri peut être irradié dans des réacteurs nucléaires pour produire du plutonium (matière fissile entrant dans la fabrication des armes) ou utilisé comme blindage antimissile sur les tanks. Le zirconium entre, quant à lui, dans la fabrication de gaines de combustible nucléaire. Le plutonium enfin fait frémir car c'est un composant de base des armements atomiques : quelques kilos seulement sont nécessaires. Reste à savoir quelle quantité a été livrée et surtout quelle qualité de plutonium a été fournie. Et l'on n'ose penser que les autorités britanniques nient fait preuve de laxisme dans ce domaine. Beaucoup préfèrent croire que les quantités de ce produit étaient infimes et destinées à des expériences de laboratoire.

A l'enquête, réclamée par le porte-parole travailliste pour le commerce et l'industrie, M. Gordon Brown, de le préciser et d'expliquer pourquoi, encore en 1989, le gouvernement a autorisé l'exportation de thiodiglycol, une substance chimique nécessaire à la fabrication de gaz moutarde, et de chlorure de thionyl connu sous le nom de gaz innervant.

J.-F. A.

(1) La Belgique, l'Italie, le Portugal et, en ce temps, la France ont été « impliqués » dans le passé dans des affaires de prolifération nucléaire.

Le processus de paix au Proche-Orient

## Le président Moubarak estime qu'il y a « une chance sur deux » pour la conférence israélo-arabe

A l'issue d'un entretien avec M. François Mitterrand, le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, de passage à Paris, a estimé vendredi 26 juillet que la conférence de paix sur le Proche-Orient avait « une chance sur deux » de se tenir. Il a accusé Israël de bloquer le processus de convocation de cette conférence en refusant la participation de Palestiniens de Jérusalem-Est.

Il a réaffirmé par ailleurs que le délicat problème du statut de Jérusalem, et la partie orientale a été annexée par Israël en 1967, serait négocié en dernier. Mais il a souligné que contrairement à ce que soutient Israël, tous les territoires occupés par l'Etat hébreu en 1967, y compris Jérusalem, devaient faire partie de la négociation.

De son côté, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a déclaré vendredi qu'Israël voulait entamer des négociations « maintenant » bien qu'il estime que « de nombreux obstacles » subsistent encore. A Washington, un haut responsable américain a affirmé que les présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev pourraient lancer les invitations à une conférence de paix pour le Proche-Orient lors de leur rencontre la semaine prochaine à Moscou.

A Jérusalem, un porte-parole du ministère de la défense a révélé que le gouvernement avait décidé en novembre dernier de céder gratuitement des terres aux colons qui s'installent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le journal israélien Davar affirme que cette décision avait été délibérément tenue secrète, ce qu'a démenti le porte-parole. (AFP)

## L'OLP prête à « entamer un dialogue sérieux et immédiat »

TUNIS

de notre correspondant

« Le désir des Palestiniens de soutenir le processus de paix est réel et nous sommes disposés à entamer un dialogue sérieux et immédiat en vue de trouver les meilleurs voies et moyens de la mener à bien », a déclaré, vendredi 26 juillet, à Tunis, un porte-parole de l'OLP. Cette déclaration faite en marge des délibérations que poursuit depuis quarante-huit heures le comité exécutif de la centrale se veut une réponse aux propos tenus la veille à Washington par le président Bush, qui avait invité Palestiniens et Israéliens à « faire tout leur possible » pour saisir la chance qu'offre son projet de conférence de paix. Mais elle ne paraît pas pour autant de nature à débloquer la situation.

En effet, même si l'OLP considère « d'une très grande importance » l'appel du chef de la Maison Blanche et veut continuer à « tendre la main à une paix juste basée sur la légalité et les résolutions internationales », elle n'en continue pas moins de maintenir ses conditions en ce qui concerne la représentation de Jérusalem-Est au sein de la délégation palestinienne qui serait appelée à participer à la conférence de paix.

« Aucun Palestinien ne saurait imaginer un instant Jérusalem, symbole de sa foi et berceau des prophètes, obscur, judaïsée et annexée, a souligné le porte-parole. De même, aucun Palestinien ne pourrait accepter qu'on ignore ses droits nationaux fondamentaux, particulièrement son droit à l'auto-détermination, ni qu'on ignore la nécessité d'un retrait total de ses terres et des lieux saints islamiques chrétiens. »

MICHEL DEURÉ

### L'ESSENTIEL

#### DÉBATS

Madagascar : « La révolution tranquille », par Aubert Rabenoro... 2

#### ÉTRANGER

La crise yougoslave  
L'inquiétude des émigrés en France... 4

#### POLITIQUE

Les annuaires de M. Carignon  
La Cour d'appel de Paris est saisie du dossier de l'association Animation Grenoble... 6

#### SOCIÉTÉ

Le Tour de France  
Indurel, un champion sans légendaire... 7

#### CULTURE

Paris  
Quartiers d'été  
La Trilogie antichrist, mise en scène par André Serban, un événement théâtral... 9

Festival d'Avignon  
Richard Bohringer dit un texte du Sud-Africain J.-M. Coetzee... 9

#### COMMUNICATION

M. Kiejman  
réplique  
à M. Bourges  
Une lettre du ministre de la communication... 10

#### ÉCONOMIE

Le VAL  
à Turin  
Maira et son allié Fiat construiront le futur métro automatique... 13

Le scandale de la BCCI  
Le secrétaire général de l'ONU répond aux accusations... 14

Revue des valeurs  
Changes, Crédits  
Grands Marchés... 15

#### Services

Abonnements... 2  
Camail... 10  
Météorologie... 12  
Mots croisés... 8  
Radio-Télévision... 12  
Spectacles... 11

La télémarche du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 27 juillet 1991  
a été tiré à 473 373 exemplaires.

### Une panoplie de protections

Les négociations entamées depuis dix-huit mois entre Bruxelles et Tokyo visaient à laisser suffisamment de temps aux constructeurs automobiles européens (qui emploient directement 1,9 million de personnes) pour s'adapter à la concurrence japonaise. L'accord en cours de conclusion prévoit ainsi une panoplie de protections.

Une clause de sauvegarde destinée à ralentir la progression des ventes nippones en cas de crise du marché automobile européen.

## Deux ministères et la Banque de France portent plainte contre SMT Goupil

Le ministère de l'économie et celui chargé de la poste et des télécommunications, ainsi que la Banque de France, ont décidé vendredi 26 juillet de porter plainte contre la société de micro-informatique SMT Goupil. La forme juridique de la plainte des ministères n'est pas encore connue, mais on estime qu'elle devrait être portée contre X. De son côté, l'Institut d'émission s'orienterait plutôt vers une plainte pour faux et usage de faux. Selon une source proche du dossier, le chiffre d'affaires des années 1989 et 1990 aurait été gonflé au moyen de commandes fictives rédigées sur papier à en-tête de la Banque de France et des deux ministères. Les malversations porteraient sur 200 millions de francs. Le parquet de Créteil devrait ouvrir une information judiciaire lundi.

Goupil, dernier constructeur informatique privé français, présidé par M. Claude Perdrillat, a été mis en liquidation judiciaire le 11 juillet dernier. La firme, qui employait 750 salariés, avait accumulé des dettes de 700 millions de francs. Son chiffre d'affaires avait chuté de 33 % entre 1989 et 1990 pour s'établir à 830 millions de francs sur un exercice exceptionnellement porté à quinze mois.

La constitution d'un groupe France unie à l'Assemblée nationale

## Les radicaux de gauche demandent des « garanties »

Les députés membres du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), qui ont été présentés par M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, pour former un groupe France unie à l'Assemblée nationale, veulent obtenir des « garanties » avant de se prononcer définitivement en septembre. Cette mise au point du MRG intervient au lendemain des déclarations de M. Soisson sur la forte probabilité de la création d'un groupe France unie « dès la prochaine session parlementaire » (le Monde du 26 juillet).

Les radicaux de gauche souhaitent que les membres du groupe s'engagent sur « un contrat politique » précisant l'appartenance à la majorité présidentielle, l'obligation de vote du budget et le refus de s'associer à une motion de censure. Les députés MRG revendiquent également la présidence du groupe.

Près de 1 200 hectares détruits

## Plusieurs incendies ravagent les massifs boisés du Var

Plusieurs incendies, attisés par le mistral et favorisés par la sécheresse, ont ravagé, vendredi 26 juillet, les massifs boisés du centre et du haut Var, où ils ont parcouru, selon un premier bilan, 1 150 hectares de forêts de pins et de chênes.

NICE

de notre correspondant régional

Cinq pompiers ont été légèrement blessés et quelques cabanons, ainsi que des écuries et des véhicules, ont été la proie des flammes. Malgré l'engagement d'importants moyens aériens et la présence sur le terrain de près de mille deux cents hommes disposant de plus de deux cent cinquante véhicules, l'un de ces sinistres était toujours menaçant au début de la matinée de samedi, dans le secteur de Brignoles. L'atténuation du vent, annoncée par la météo, laissait cependant espérer une amélioration de la situation dans le courant de la journée.

Une vingtaine de feux, au total, se sont déclarés vendredi dans le département, où depuis la veille, en raison de risques sévères, un dispositif de surveillance renforcé avait été mis en place. La plupart ont pu être éteints dans l'heure, mais l'un d'eux, qui s'est déclaré, en début d'après-midi, sur la commune de Bras, dans le centre Var, a pris une rapide extension en raison d'un fort mistral soufflant en rafales de 70 à 80 kilomètres à l'heure. En fin d'après-midi, après avoir pris en écharpe le massif des Bragues, au nord-ouest de Brignoles, il a franchi en deux endroits l'autoroute la Provence, qui a été fermée à la circulation jusqu'au milieu de la nuit.

Malgré l'intervention massive des moyens aériens - jusqu'à seize avions, dont huit Canadair et deux Hercules C-130 - plus porteurs renforcés par plusieurs hélicoptères bombardiers d'eau - il a progressé jusqu'à environ 1 kilomètre de Brignoles, où les pompiers ont pu le contenir. Entre-temps, il avait traversé en partie le camp Couderc, base d'une unité d'instruction de la Sécurité civile, détruisant plusieurs véhicules.

A lui seul, ce sinistre a parcouru plus de 800 hectares, et il restait encore actif samedi matin. Grâce au retour des avions et à l'utilisation de plusieurs bulldozers pour tracer des pistes dans un massif très difficile d'accès, les pompiers

espéraient, toutefois, le maîtriser dans la journée. Trois autres incendies étaient en passe d'être circonscrits, sur les communes de Sainte-Anastasia-sur-Issole (à une douzaine de kilomètres au sud-ouest de Brignoles), de Salernes et de Villecroze (dans le haut Var).

Selon certains témoignages, rendus publics par un magistrat du tribunal de grande instance de Draguignan, ces incendies seraient une origine criminelle. Celui de Sainte-Anastasia-sur-Issole, qui a détruit 150 hectares, a semblé, en particulier, très suspect aux pompiers qui ne s'expliquent pas comment il a pu prendre naissance spontanément, aux alentours de 23 heures, dans une zone inhabitée et au bas d'une pente, dans les conditions les plus défavorables à son développement.

GUY PORTE

En attendant l'évacuation, des squatters du quai de la Gare

## Les travaux de la Bibliothèque de France sont interrompus

Accédant à la demande de la mairie de Paris, le conseil d'Etat aux grands travaux, M. Emile Bissini, a informé M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire, vendredi 26 juillet, que les travaux sur le chantier de la Bibliothèque de France seraient interrompus tant que le terrain du quai de la Gare restera occupé par plusieurs familles de mal-logés (le Monde du 25 juillet). M. Jean Tiberi avait précisé que cette demande « n'avait rien à voir avec un éventuel conflit entre la mairie de Paris et l'Etat » et qu'elle ne remettait pas en cause l'engagement de la ville de céder gratuitement le terrain, dont elle est propriétaire, à l'Etat pour la construction de la Bibliothèque.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré que la Grande Bibliothèque risquait de devenir « un gouffre financier », alors qu'elle pouvait se faire à « un coût moindre d'investissement et de fonctionnement ». Sans contester l'intérêt et la nécessité de doter la France d'un tel établissement, M. Méhaignerie a regretté que soit ainsi « sacrifié l'aménagement du territoire et le logement social » au profit « des choix du Prince pour qui rien n'est trop beau ni trop grandiose ».

A Genève

## Israël admis à la Commission économique des Nations unies pour l'Europe

GENÈVE

de notre correspondant

Placé au même rang que le Conseil de sécurité dans la hiérarchie onusienne, tout de suite après l'Assemblée générale, le Conseil économique et social (ECOSOC), qui a tenu sa session d'été du 3 au 26 juillet au Palais des Nations, vient d'entériner l'admission d'Israël en qualité de membre à part entière à la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU).

La demande israélienne était présentée sous forme d'un projet de résolution parrainé par une vingtaine de pays en majorité européens. Elle a été approuvée le 26 juillet, par 32 voix contre 14 et 5 abstentions. Il est étonnant que l'admission d'Israël fasse partie de la Commission économique de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO), laquelle représente en fait le Proche-Orient, mais, pour des raisons politiques évidentes, Israël y était d'autant plus indésirable que cette commission a choisi pour siège... Bagdad.

Bien qu'Israël soit membre de plein droit de l'ONU et de toutes les institutions qui en dépendent, la décision de l'ECOSOC est considérée comme un succès diplomatique pour l'Etat hébreu.

I. V.

Le Conseil d'Etat et l'affaire Diouri. - Le Conseil d'Etat a enregistré, vendredi 26 juillet, l'appel interjeté par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, contre la décision du tribunal administratif de Paris de surseoir à l'exécution de l'expulsion en « urgence absolue » de M. Abdelmoumen Diouri. La date de l'examen de cet appel n'est pas encore fixée. L'opposant marocain était rentré du Gabon après que le tribunal administratif eût jugé, le 10 juillet, qu'il y avait eu, de la part du gouvernement, « excès de pouvoir ».

## TOUT POUR REUSSIR en MEDICINE ou PHARMACIE

Classe préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1<sup>er</sup> année « à blanc ».

70% à 80% de réussite au 1<sup>er</sup> concours

CIPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

محاضرات الأهل